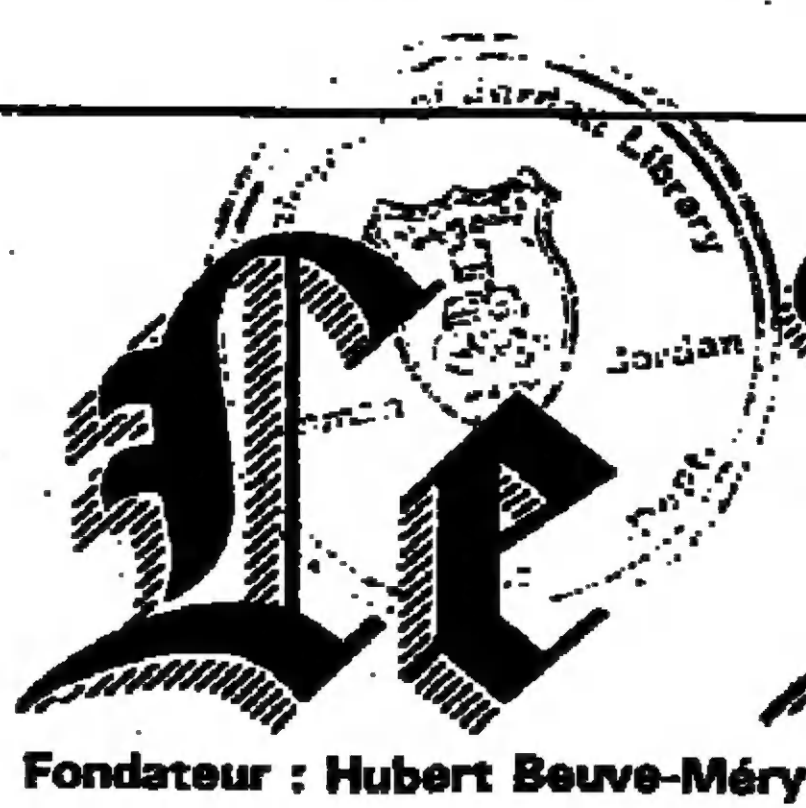


**Le gouvernement  
veut relancer  
la francophonie**

LIRE PAGE 22



Fondateur : Hubert Bouve-Méry

# Le Monde

Directeur : André Laurens

3,80 F

Abonnés : 3 DA : Maroc, 3,80 F ; Tunisie, 3,80 F ; Algérie, 3,80 F ; Belgique, 3,80 F ; Canada, 1,10 \$ ; États-Unis, 3,80 F ; Danemark, 8,60 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 3,80 F ; France, 3,80 F ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 800 L. ; Japon, 350 ¥ ; Liban, 0,350 \$ ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 340 F ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 1,40 \$ ; Yougoslavie, 120 din.

Tarif des abonnements page 18  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Le duel polonais

Le duel qui oppose la population et le pouvoir se poursuit en Pologne à l'approche du troisième anniversaire de ces accords de Gdansk, arrachés de longue lutte par Solidarité pour être bien vite dénoncés par le régime du général Jaruzelski. Et c'est, bien sûr, à Gdansk que se produisent les escarmouches les plus significatives, tant il est vrai qu'une certaine lassitude a succédé, dans le reste du pays, à l'excitation qu'avait soulevée la dernière visite du pape.

Le pouvoir, certes, est inquiet, mais il mise sur l'assurance du temps pour parvenir à ses fins. La reddition récente d'un dirigeant clandestin de Solidarité a dû le conforter dans son analyse de la situation : c'est par la force et la répression, non pas par la négociation souhaitée par M. Walesa, qu'on sortira de la crise. D'où la mise sous « haute surveillance » du 15 août au 15 septembre de toute la région du littoral de la Baltique et l'ordre donné aux tribunaux de simple police de juger tout manifestant selon la procédure expéditive du flagrant délit.

Pendant ce temps, les autorités continuent à attaquer avec violence M. Lech Walesa, le « Yankee de Gdansk », qu'on traitait pourtant il y a peu de « simple personne privée ». Mais ce dernier, pour éviter trop de dégâts dans les rangs des sympathisants de Solidarité — arrestations mais aussi homologues — a choisi la prudence. Pas d'appel à la grève générale donc, mais à de simples grèves partielles dont le résultat n'est pas d'évaluer le résultat tant le rythme du travail est déjà perturbé par le manque de matières premières. En fait, le vrai test de la popularité de Solidarité aura lieu le 31 août, lors des deux heures de boycottage des transports publics demandées par la direction clandestine de Solidarité.

L'offensive des autorités s'accompagne d'un très net regain de la lutte contre l'Eglise. Sans doute dépités de n'avoir pas obtenu la collaboration de la hiérarchie, irrités par le militantisme de toute une partie du clergé, les dirigeants de Varsovie paraissent vouloir s'engager dans une campagne franchement antireligieuse, puisqu'on est allé jusqu'à parler de la nécessité de « laïciser » la société. L'enthousiasme soulevé par la visite de Jean-Paul II, encore que prévisible, a, sans aucun doute, inquiété profondément l'appareil, tant une communauté de vue, à long terme est apparue nettement entre une immense partie de la population et le chef de l'Eglise de Rome.

Cette campagne contre l'Eglise va-t-elle se poursuivre, s'intensifier ? Jusqu'à présent, le primat de Pologne, Mgr Glemp, qui a toujours paru en retrait par rapport au pape comme par rapport à une importante partie de son clergé, est resté silencieux. Ce silence peut s'expliquer par sa récente hospitalisation, mais il ne peut pas durer, et l'Eglise devra sans doute renouveler ses appels au dialogue et à la libération des prisonniers politiques qui n'ont pas bénéficié de l'amnistie.

L'impasse demeure donc totale. Sur le plan international aussi, où les autorités polonaises n'ont toujours pas obtenu la levée des sanctions économiques occidentales. Des affrontements à la fin de ce mois d'août ne leur faciliteraient sans doute pas la tâche.

(Lire nos informations page 22.)

## La crise au Tchad

- Paris multiplie les contacts avec ses alliés africains
- Un accrochage a opposé les rebelles aux forces gouvernementales

De notre envoyé spécial.

A la demande du président de la République, M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, va rencontrer à Addis-Abeba, M. Mengistu, chef de l'Etat éthiopien et président en exercice de l'O.U.A. Les Etats-Unis ont, d'autre part, décidé de rapatrier les deux avions-radar AWACS stationnés au Soudan.

An Tchad, un accrochage entre les troupes de M. Hissène Habré et celles de M. Koussimi Oueddei s'est produit mardi dans la région d'Oum-Chalouba. Selon les autorités tchadiennes, les forces libyennes auraient implanté une base avancée à 80 km au sud de Faya-Largeau.

N'Djamena. — Le président Hissène Habré semble avoir choisi le silence ces jours-ci afin de ne pas donner l'impression de chercher à gêner M. François Mitterrand, dont la prochaine intervention sur la question tchadienne suscite ici le plus vif intérêt. Personne n'ignore en effet qu'une partie substantielle se joue en ce moment entre Paris et N'Djamena et qu'elle concerne deux points essentiels : d'abord la façon la plus efficace et la moins coûteuse, notamment en vies humaines, d'obtenir le repli des forces libyennes installées dans le nord tchadien ; ensuite les moyens de ramener durablement la stabilité au Tchad, de façon à décourager notamment les appétits territoriaux de son voisin septentrional.

M. Hissène Habré s'inquiète de voir la publicité accordée à l'intervention militaire française occulter ce qui demeure la dimension, essentielle à ses yeux, du conflit actuel, à savoir ce qu'il considère comme une guerre entre l'« agresseur tchadien » et l'« agresseur libyen ». Tout en comprenant que la « mise en place » des bêtes rouges et verts français fasse de bonnes manchettes, il souhaiterait — son entourage n'omet plus de le signaler — qu'on ne perde pas de vue que le conflit en cours est avant tout tchado-libyen.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les derniers propos publics du président Hissène Habré tenus samedi dernier en présence de M. Mobutu (le Monde du 23 août). Tout en s'en félicitant, le chef de l'Etat tchadien avait jugé l'aide militaire française « inappropriée ».

Mais, premièrement, cette réflexion est antérieure à l'arrivée à N'Dja-

mena des Mirage et des Jaguar français ; ensuite, elle porte surtout sur la raison essentielle de l'opération « Manta » — instruction et appui logistique — que les Tchadiens jugent « restrictive » en attendant d'en savoir davantage sur les intentions de M. Mitterrand.

De très bonne source tchadienne, on indique ici que les réserves émises, y compris par des officiels tchadiens, sur l'attitude de la France ne reflètent « pas forcément » les vues de M. Hissène Habré. Ainsi en serait-il des éditoriaux diffusés par la radio et d'autres organismes officiels exprimant l'inquiétude face à la menace d'une partition du pays, ou devant d'hypothétiques pressions françaises en faveur d'une solution fédérale, à laquelle seraient associés certains des acteurs protégés tchadiens de Tripoli.

M. Hissène Habré, si l'on en croit les mêmes sources, aurait un point de vue plus en retrait, mais il n'en aurait pas moins décidé de laisser s'exprimer ceux de ses partisans qui sont plus méfiants à l'égard de Paris.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 3.)

## Le SIDA est-il une maladie virale ?

Une équipe française a découvert un virus inconnu  
Son rôle dans l'apparition du SIDA semble de plus en plus probable

S'il est devenu un phénomène de société, le SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) demeure une énigme biologique et médicale. Deux ans après la découverte, dans les milieux homosexuels des grandes métropoles américaines, des premiers cas et en dépit de très nombreux travaux scientifiques, on se contente encore, faute de certitudes, d'hypothèses sur l'origine de cette maladie. Après les erreurs initiales, les chercheurs distinguent aujourd'hui, schématiquement, deux manières d'appréhender le phénomène.

D'un côté, les tenants d'une hypothèse « rassurante » : ils établissent un lien entre l'apparition du SIDA et un état pathologique préalable (l'effondrement des défenses immunitaires de l'organisme) (1). En d'autres termes le SIDA serait une maladie presque « banale », une épipénie circonscrite ne pouvant toucher que des sujets déjà « fragilisés ».

A l'opposé, on trouve les tenants de la thèse sur l'origine directement infectieuse, virale, de l'affection. Thèse a priori plus « inquiétante », dans la mesure où elle confère au SIDA un caractère contagieux. Ces deux hypothèses — qui ne sont pas totalement incompatibles — correspondent aux deux grands axes principaux des recherches actuelles menées d'un côté par des immunologistes, de l'autre par des spécialistes de virologie.

Côté « hypothèse infectieuse », on pense détenir de bonnes clés. Ainsi, en mai dernier, la revue scientifique américaine Science publiait une série d'articles qui apportaient des arguments de poids en faveur de l'origine virale du SIDA (le Monde du 5 mai). On trouvait parmi les auteurs un groupe de scientifiques français dirigés par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur, Paris) (2). Un virus — ou un groupe de virus — apparaissait alors étroitement

associé au SIDA. Le principal « candidat » semblait être un virus découvert en 1980 par le professeur Robert Gallo (Institut national du cancer américain), et dénommé, à cause de ses liens avec une forme de leucémie humaine, Human T-lymphotropic virus (H.T.L.V.). Les résultats obtenus depuis cette date en France permettent au professeur Montagnier et à ses collaborateurs d'affirmer qu'ils ont mis en évidence un virus inconnu jusqu'à présent.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 8.)

(1) Lire sur ce thème l'article du docteur Escoffier-Lambiotte (le Monde du 20 juillet).

(2) L'équipe de l'Institut Pasteur travaille en collaboration étroite avec des cliniciens parmi lesquels MM. F. Vézina-Brun et C. Rouzoux (hôpital Claude-Bernard) et W. Rosenbaum (hôpital la Pitié-Salpêtrière).

## Le Brésil asphyxié

Les conditions posées par les États créanciers risquent d'entraîner le pays dans une grave récession

Depuis plusieurs semaines, le Brésil est de nouveau incapable de faire face aux échéances de la dette formidable (près de 100 milliards de dollars) qu'il a accumulée auprès des gouvernements et des banques des pays industrialisés. En annonçant le lundi 22 août qu'il suspendait le paiement des intérêts dus à ses créanciers du Club de Paris, il n'a fait qu'entériner une telle situation.

Si les gouvernements et les banques intéressés ne viennent pas au secours, il est menacé d'une banqueroute qui mettrait en péril le système financier international, comme cela faillit être le cas il y a un an avec le Mexique. Aussi des négociations serrées ont-elles lieu depuis plusieurs mois entre les parties concernées. Elles déboucheront sans

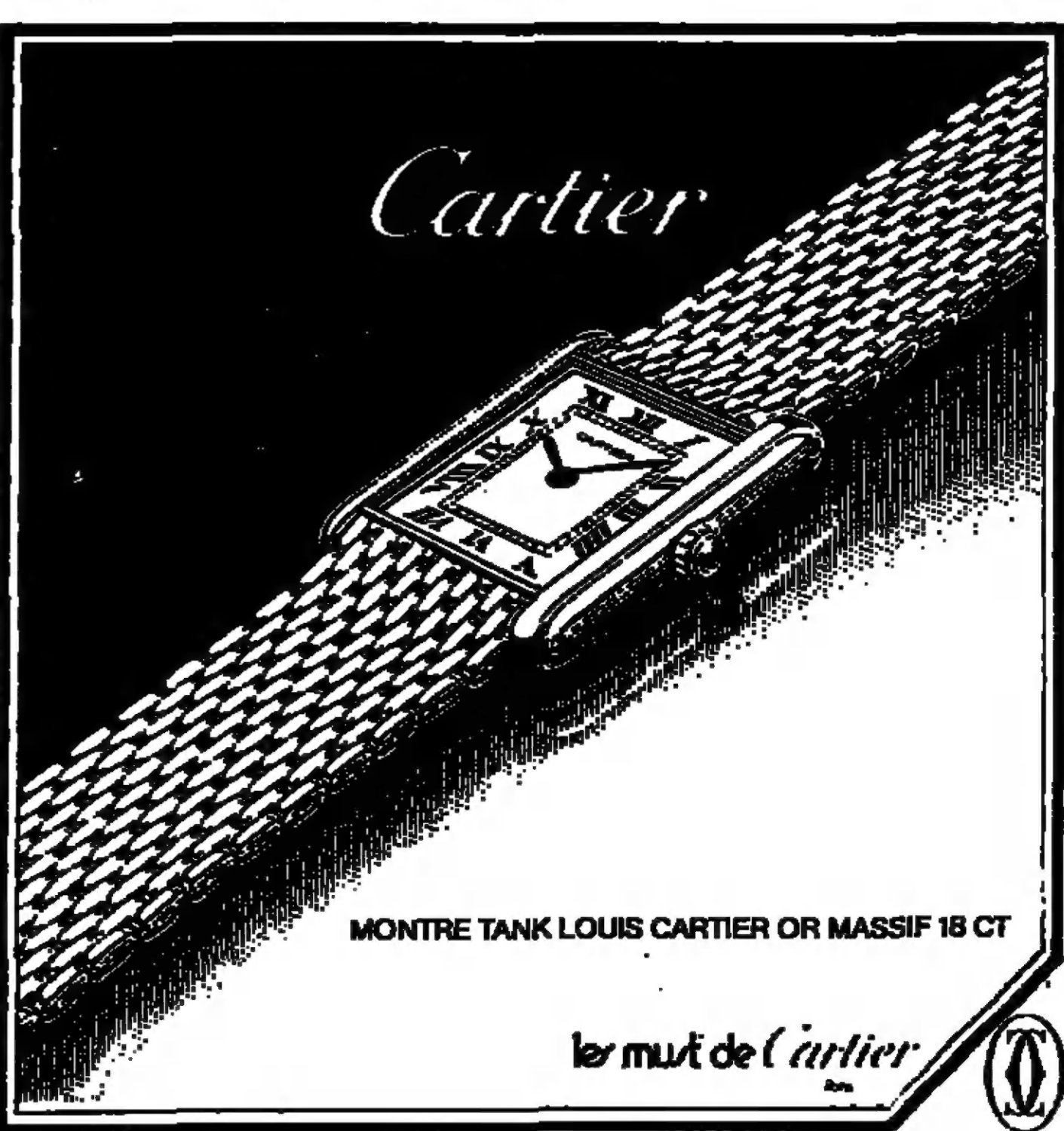
doute sur des sacrifices très lourds pour l'économie et la population brésiliennes, ouvrant ainsi la porte à l'inconnu : une explosion sociale peut se produire ; la production risque de s'effondrer, ce qui causerait des pertes sévères aux pays aujourd'hui anxieux de recouvrer leurs créances. En outre, les responsables économiques de Brasília sont si isolés dans leur pays que les décisions prises aujourd'hui peuvent être remises en cause demain.

Comment s'explique la dégringolade d'un pays réputé si riche, qui avait pris un départ foudroyant dans la course à la croissance (10 % par an entre 1965 et 1973) ? Il n'y a pas si longtemps, en effet, l'« eldorado » brésilien bénéficiait de toutes les faveurs des banquiers étrangers, qui

misait sur ses ressources minérales, son potentiel hydro-électrique, son « manque à exploiter » agricole, ainsi que sur sa capacité de travail et l'appât de consommation de ses classes moyennes. La France, elle-même, avait tenté de rattraper un retard de dizaines d'années, en s'associant à certains des projets pharaoniques lancés par un régime aveuglé ou euphorique, qui dédaignait les avertissements de l'opposition et croyait pouvoir payer indéfiniment ses dettes par d'autres dettes. A certains égards, les riches — calculés ou non — pris par les financiers internationaux expliquent aussi, en partie, la crise d'aujourd'hui.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 5.)

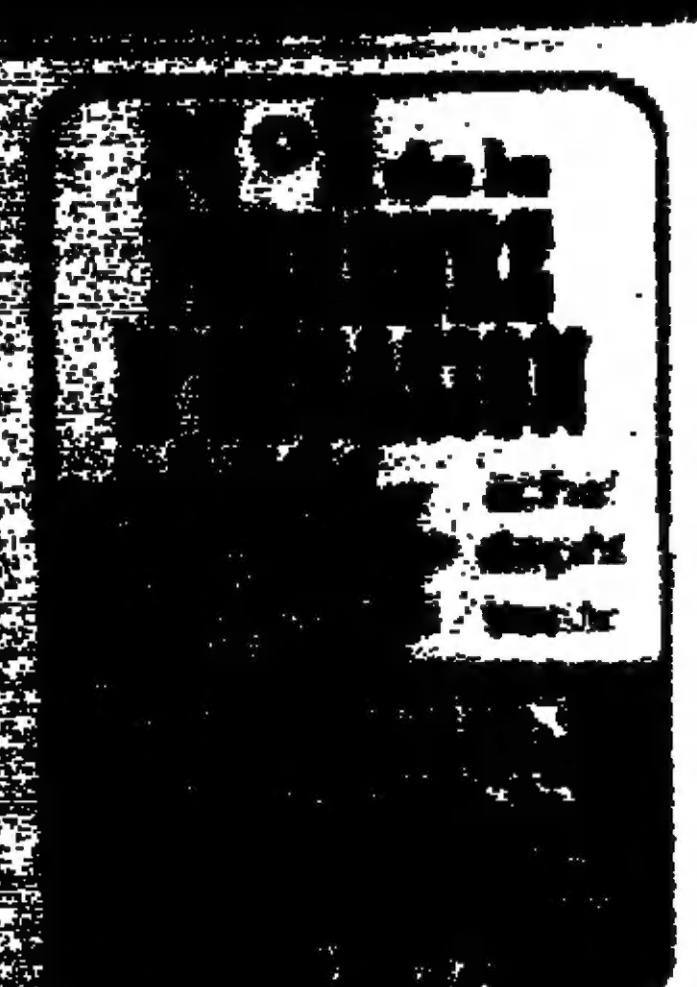


MONTRE TANK LOUIS CARTIER OR MASSIF 18 CT

le mut de Cartier



Chapo



ALGERIE

PIECES DE MONNAIE

CONTRAT

MAIRIE



Le Monde

# idées

## Généalogie d'une rupture

Par  
JEAN-MARIE BENOIST (\*)

La procession un peu terne de ceux qui viennent nous déclarer aujourd'hui en confiance que la gauche française n'a plus rien à dire et que ses intellectuels attitudinaires l'ont désertée laisse quelque peu indifférents ceux qui, depuis longtemps, qu'ils soient originaires de la droite ou de la gauche, se battent pour la liberté, non seulement en France mais dans le monde. Comme l'affirme avec profondeur Annie Kriegel, la vraie question, c'est celle du changement de « paradigme », au sens de la révolution scientifique analysée par Thomas Kuhn : les cadres de référence, les occasions de témoignage, les terrains des problématiques, des valeurs et des formes d'engagement, tout cela a radicalement changé, et les clercs et intellectuels engagés dans la lutte pour les droits de l'homme, dans la solidarité avec Sakharov ou Walesa, aux avant-postes d'une résistance idéologique internationale contre le mensonge totalitaire, se soucient assez peu de savoir s'ils sont ou non les courroies de transmission de François Mitterrand à l'heure où quatre ministres communistes siègent au gouvernement de la France.

Ce changement de paradigme, qui a amené les intellectuels créateurs dignes de ce nom à désertar peu à peu la politique de gauche ainsi que la théorie marxiste qui lui servait de sous-bassement, s'est déroulé sur trois décennies depuis la fin de la guerre.

Première étape, première faille dans le mur de l'engagement intellectuel en faveur de la révolution de gauche : la rupture au sein de la rédaction des *Temps modernes*. À l'issue de la guerre, ayant dénoncé d'eux-mêmes ou attendu que leur parti dénonçât le pacte Ribbentrop-Staline, les communistes portaient l'auréole chèrement gagnée de parti des fusillés. S'engager à leurs côtés pour un intellectuel bourgeois ou petit-bourgeois ne pose pas un problème majeur : Sartre traite de la question dans *Les Mots*. Et Merleau-Ponty la résout en prenant sa carte du P.C.

Mais voici qu'arrive l'affaire Kravtchenko et la révélation de la réalité des camps de concentration soviétiques. Ni Camus, ni Merleau-Ponty ne souhaitent avoir les mains sales au point de se rendre complices d'un régime dont les agissements sont semblables à ceux du nazisme que l'on a combattu. Sartre, lui, s'enferme, et, après avoir proclamé que « le marxisme est la pensée incontournable de notre époque », il affecte d'ignorer la vérité du stalinisme tyrannique « pour ne pas désemparer Billancourt ». Merleau-Ponty et Camus, hommes de liberté et d'éthique, quittent la rédaction des *Temps modernes* : ce sera l'homme révolté de Camus, ce sera le plus tardif des *Adieux* de Merleau-Ponty.

Seconde étape, seconde secousse. Celle-ci se passe dans le champ de la théorie. Après un règne sans partage des dogmes de la « lutte des classes », de la « plus-value » en économie, des « masses-agents-de-l'histoire », de la « révolution mondiale », sur l'esprit des intellectuels communistes et de toute la gauche, depuis les compagnons de route du P.C. jusqu'aux chrétiens progressistes, voici qu'estelade dans un ciel sec, loin du milieu des années 60 ce que j'ai nommé ailleurs la *Révolution structurelle* (1). Pour mesurer l'impact de la fracture sur le plan de la théorie, il convient de se rappeler comment les recherches anthropologiques d'un Lévi-Strauss étaient à la dialectique toute prétention de pouvoir se répandre dans toutes les cultures du monde, et du tiers-monde en particulier. Combien l'analyse des codes symboliques si divers et si riches de ces sociétés lointaines de l'autre monde interdisait l'unification à bon compte de leurs cultures par une histoire rationnelle de type finaliste. Comment l'épistémologie du discontinu proclamée par Bachelard et enrichie par Foucault feuillettait l'histoire au point de ruiner le dogme de la détermination des superstructures par les infrastructures. Comment la théorie lacanienne de l'inconscient et du sujet fracturait l'interdit tout le religieux d'un prolétariat sauveur de l'histoire, etc.

Mai 1968

Troisième lésarde, qui s'est agrandie en octobre : Mai 1968. Ce que des esprits grinchus à droite comme à gauche n'ont pas voulu voir, c'est que 1968 s'est fait autant contre l'établissement de l'Eglise social-communiste que contre le général de Gaulle. Et, à côté des « anarchistes allemands », Till Uylenspiegel de la révolte qui avait improvisé Daniel Cohn-Bendit comme leur héros, le rôle des maoïstes a été déterminant pour consacrer l'empire intellectuel et politique du P.C. et démasquer sa collusion avec Moscou et sa langue de bois. Qu'importe qu'eux-mêmes, parfois, manifestassent cette liberté nouvelle dans le langage ventriloque d'un certain marxisme : c'est sur un mode dérisoire qu'ils le faisaient à la face des hiérarchies socialistes et communistes, et il n'est pas étonnant aujourd'hui de retrouver ces anciens maoïstes de mai 1968, tels les Brovelli et Glucksmann ou Soliers aux côtés de la résistance antitotalitaire du monde, et, en France, aux côtés des acquis de la démocratie libérale.

(\*) Sous-directeur au Collège de France.

## Eh bien, faites votre liste

par YVES NAVARRE (\*)

ne serait qu'un commentateur disposant d'un balcon et d'un haut-parleur. Il y a également, à égalité, les hommes de sciences, les créateurs artistiques, toutes celles et tous ceux qui ont la responsabilité de lieux de recherches et de lieux de paroles et qui n'utilisent pas le silence dans le même emploi que vous.

LU

### « La Couloir de nuit », de Catherine Delauze

#### Le journal de bord d'un désastre

La colère de son amie Victoria, dans la cour de récréation, révèle à Isabelle sa singularité. « Ton frère est anormal », hurle Victoria, avant de se morfondre les lèvres devant sa grille. Trop tard. Quelques choses ont été cassées, définitivement : entre Isabelle sept ans, et tous les autres. Sans doute aussi entre Isabelle et son frère, dont elle voit soudain la différence.

Ce frère, Jean-Jacques, d'un an son aîné, est dans la même classe qu'elle, puis stagne, redouble, avant de devoir quitter le circuit scolaire des élèves « normaux ». Isabelle ne peut retentir son ennui devant certaine de ses tentatives, ses maladresses quand ils jouent à cache-cache : « Il y a toujours une épaupe, ta tête ou un bout de vêtement qui dépasse. Ça, ce n'est pas normal », sa manière de poser mille fois la même question angoissante : « A ton avis, Isabelle, qui est le plus fort ? Le tyran ou le dilettante ? Le triestop ou l'orchestral ? »

Mais sa solidarité avec Jean-Jacques est totale, première. Elle veut être l'écran qui le protège du sourire des autres, des quolibets, des agressions. Elle veut être son rempart contre un père qui écrase, abîme, aggrave. Elle entre ainsi, adolescente, dans ce « couloir de nuit » où elle se blème, se perd, à tenter d'accompagner Jean-Jacques.

Lui, après un va et vient, de maison en hôpital, d'anormalité en maladie, passe la majeure partie de son temps dans une institution en Suisse, Isabelle a

Faut-il que les intellectuels s'enrôlent, s'engagent, figurent derrière une pancarte ? Alors, nous en sommes là, il faut voir sur blanc vous dire « tout à fait pour ». Eh bien, soit, si c'est pour aller au-delà de vous inviter, à mon tour, à l'évidence. L'incondition ne veut pas

(\*) Ecrivain.

vingt ans lorsque la maladie de son frère est, pour la première fois nommée : schizophrénie, un mot que son père refuse d'entendre. Elle entreprend des études de psychiatrie et, essai, malgré le passé et le présent de son frère, de trouver l'espace de sa propre vie. Sa profession lui permet désormais de consulter le dossier médical de Jean-Jacques, de voir « le couloir de nuit » côté clinique.

Jean-Jacques mourra brutalement — on ne sait pas bien comment — à trente-cinq ans. Son père ne lui survira que quelques mois. Le dernier geste d'amour d'Isabelle pour son frère sera de tenter d'écrire sa vie, leur vie.

Le récit de Catherine Delauze est une sorte de journal de bord de ces deux vies, de ce désastre. Deux cents pages qui provoquent tant d'angoisse et de malaise qu'on voudrait pouvoir fermer le livre et ne rien savoir. Il faut pourtant lire ce texte-blessure que Catherine Delauze a sans doute écrit d'abord pour tenter de sortir elle-même du « couloir », mais aussi pour ses « frères et sœurs de solitude », ceux qu'on refuse de regarder parce qu'ils sont « différents », « anormaux », ceux qu'on brise s'ils résistent à ce qui est nommé « guérison », ceux qu'on n'ose plus dire « fous » — comme on ne veut plus dire asile, — mais dont on veut tout ignorer, et, avant tout, la souffrance.

JOSYANE SAVIGNEAU.

\* Hachette 222 p. 68 F.

Il fallait cependant, à cette longue marche vers la lumière, un catalyseur étranger ; et c'est Soljenitsyne ainsi que la cohorte des dissidents, emmenés par Vladimir Boukovski, qui le fournirent, achevant de révéler aux intellectuels, de droite ou de gauche, la vraie nature du totalitarisme ; achevant aussi de ruiner la culpabilité que les analyses marxistes-léninistes du P.C., intériorisées par un lavage de cerveau chez les intellectuels de gauche, avaient fait peser sur des notions aussi simples et évidentes que l'Etat de droit, le pluralisme, la démocratie libérale et le droit au contradictoire. Grâce au témoignage des dissidents, la vieille rengaine marxiste qui traitait avec mépris nos libertés « formelles », la séparation des pouvoirs ou l'existence de contre-pouvoirs dans nos sociétés, cette honteuse colonne de la démocratie et de la liberté garantie par les lois démocratiques a cessé. Et l'on a connu ce moment de liberté intellectuelle où, dans leur lutte en faveur des droits de l'homme, des intellectuels de droite ou de gauche se sont trouvés unis pour célébrer et même aimer les institutions démocratiques de leur pays.

Dès lors, l'alliance social-communiste, l'entrée subséquente des communistes stalinistes au gouvernement, sont apparues pour ce qu'elles étaient : des péripéties archaïques, des signes de retardement et même de régression par rapport aux exigences d'aujourd'hui en matière nationale et internationale. On ne peut donc pas dire que ce sont les intellectuels qui ont déserté la gauche ; ce sont les hommes de gauche institutions qui se sont aliésés ceux qui veulent vivre et penser librement.

Une exigence de liberté est à l'œuvre, doublée d'une exigence de vérité. Le temps presse, et les intellectuels qui furent précurseurs dans le soupçon qu'ils adressèrent au marxisme-léninisme, malgré le barrage opéré par Sartre et Cohn-Bendit, sont aussi précurseurs dans l'adhésion affirmative des valeurs qu'ils voudraient voir davantage à l'honneur dans la cité démocratique : les droits de la personne singulière, le recul de l'étatisme et du dirigisme, la Constitution libérale, la réhabilitation de l'échange et du pluralisme, la tolérance en faveur de tous les systèmes d'enseignement et de leur de la presse, toutes valeurs qui sont aujourd'hui à l'honneur dans les démocraties et qui seront demain à la tête du combat contre la menace totalitaire. Voilà, Max Gallo, pour quoi votre fille, la Gauche, est aujourd'hui muette.

(1) Jean-Marie Benoist, *La Révolution structurelle*, Grasset 1975, 2<sup>e</sup> éd. Dunod, 1980, collection « Méditations ».

dire la soumission mais l'émission. Emettre. Parler. Prendre la parole sans vouloir se l'approprier et s'approprier. L'actuel gouvernement tient ses promesses et en a tenu quatre ? Je ne suis pas sans penser également, à égalité, et par honnêteté avec moi-même, que dans sa réponse à votre enquête silence-brouhaha, Max Gallo a eu un petit coup de chaleur, un petit vertige du pouvoir. A-t-il parlé, échangé des paroles, avec celles et ceux qui l'entourent à l'Elysée, ou y est-il entré seul, avec une idée de lui-même, pour nous livrer, dans le silence, tel que vous l'entendez, une subtilité et indigeste désertation ? Dites-le de ma part, à l'encre bleue de ce texte, et à l'état de ces lignes, le mot « aujourd'hui ». L'histoire n'est pas un théâtre mais un terrain. En vous répondant comme il l'a fait, il a joué votre jeu dangereux parce que totalitaire et ordinaire.

Les Gide, les Alain, les Malraux, les Langevin sont là, mais ils ne sont pas des reproductions et ils ne sont pas en représentation. Ils ont compris que ce que vous opposiez au silence, c'était le bruit. Le bruit pour le bruit. L'effet. Dites-le également qu'un point d'exclamation ne fait pas l'exclamation ci-dessus, placé après une citation. Dites-le et dites-vous le sujet proposé au concours de l'agrégation de lettres, cette année, de Stendhal, extrait de la dédicace de *Lucien Leuwen* : « Adieu, ami lecteur ; songez à ne pas passer votre vie à haïr et à avoir peur. »

## La panne ?

par GEORGES BALANDIER (\*)

Le débat est mal engagé. L'ambiguïté y trouve son compte. Notamment celle qui permet le jeu des répartitions : de la pensée nouvelle à droite, du silence nouveau à gauche. Comme si le changement politique avait provoqué la permutation des producteurs d'idées et de formes, comme si la pensée des uns trouvait sa force dans l'opposition et celle des autres sa faiblesse par mise en sommeil à l'ombre de l'Etat socialiste. En bref, c'est beaucoup de bruit, de jubilation, pour ceux profitant de l'absence, d'embarras pour ceux convoqués au devoir de parole, à propos d'un prétendu silence.

Et si tout cela n'était que l'effet d'une erreur de perception ? Non pas un manque, un défaut de l'intérêt ou de l'engagement, mais la marque d'une grande transition révélée par la remise en mouvement de la société française. Un passage qui ne serait pas générateur de panmes de la création, mais d'incitations à gérer autrement le temps de la réflexion, à préparer une production intellectuelle — et culturelle, au sens large — moins répétitive, moins soumise au jeu des modes et des « coups », plus adhésive dans la recherche de l'inséductible.

Il semble que nous commençons à mieux prendre conscience du fait que la France, comme toutes celles du front de la modernité, est engagée dans un véritable changement d'être. Après l'ère industrielle, dominée par la production matérielle et les instruments qui la servent, l'ère qu'il faut dire culturelle, où la production « abstraite » et l'innovation dans le quotidien prévalent sur les autres formes productives. L'obligation d'interprétation renouvelée est indissociable d'une politique de maîtrise du changement.

Les intellectuels qui ne sont pas les transmetteurs des certitudes déjà faites sont engagés dans ce travail de recherche. Ils le conduisent à partir de l'expérience acquise au cours des deux ou trois dernières décennies. Et dont ils ne peuvent pas se tenir compte, malgré le poids de ce qui est à prendre en charge, malgré le lent et sordide désenchantement.

ment qui a établi l'usage de tout évaluer en termes de dégradation, de perte, de crise. Ce qui s'impose au premier rang, c'est le bouleversement continu des paysages sociaux et culturels, la complexité croissante du réel et, en conséquence, l'impossibilité d'épuiser son interprétation par simplification théorique ou idéologique. Dans l'exercice de sa fonction de décrypteur, l'intellectuel doit maintenant opérer dans sa propre société à la façon de l'ethnologue au sein des sociétés méconnues : donner sens à ses mutations, à ce qu'elle porte en elle d'inséductible, à ce qui la rend « déroutante ».

Dans l'immédiat, ce qui importe, c'est la reconnaissance des conditions propres au changement de régime intellectuel. Prendre en charge la modernité, sans céder à la fascination des « néo » qui n'ont que l'éclat du factice et de l'éphémère, sans subir la tentation des retours nostalgiques qui n'effectuent pas la bonne ré-appropriation du passé, sans se soumettre à l'attrait des nouveaux messianismes électroniques. Prendre en considération la diversité des sociétés et des cultures, leur mise en relation et en solidarité, en réduisant ce qui contribue à subordonner ou à effacer leurs différences. Se donner les moyens d'une connaissance des recherches, des créations et innovations, des expérimentations qui sont conduites en de multiples lieux de la société, qui révèlent celle-ci dans sa vie même, dans ses mouvements en profondeur. Se donner l'obligation de traiter (et non d'éluder) les contradictions, les incertitudes, les « ignorances » dont toutes les sociétés de ce temps sont portées.

Il est, enfin, des conditions relevant de l'évidence. L'issue de ce travail dépend d'une revalorisation de la recherche (sous toutes ses formes) et de la culture (dans toutes ses expressions), d'une défense de la liberté et de l'initiative créatrice contre toutes les formes de conditionnement, d'un ravivement de l'éthique collective. Oui, c'est bien cela qui importe et à quoi tout se mesure.

(\*) Professeur de sociologie à l'université de Paris-V.

## LETTRES AU Monde

### La liberté, l'enracinement

Le silence des intellectuels de gauche s'explique aisément. Une philosophie de gauche ne peut être qu'une philosophie de la liberté sans limites. Or l'exercice du pouvoir rend nécessaire la mise en œuvre de contraintes. Le silence des intellectuels de droite, qui est aussi frappant, a d'autres origines. Donner la priorité à l'économie, c'est évaluer le débat philosophique. Celui-ci reprendra le jour où s'opposeront, à gauche, une philosophie de la liberté tous azimuts et, à droite, une philosophie de l'enracinement fondée sur l'idée que l'esprit vit des racines qu'il se donne. Ce débat a eu lieu naguère, illustré par les noms de Gide et de Barrès.

J. DE BOURBON BUSSET  
de l'Académie française.

### Tout est à repenser

Il me paraît navrant que, face aux déceptions, amères certes, consécutives aux illusions lyriques, socialistes et tiers-mondistes, ceux de nos intellectuels qui ont la faveur des médias n'aient trouvé à nous proposer que le retour à la reconnaissance du leadership de la patrie du capitalisme incarnée par un Reagan ! Il est frappant à cet égard d'observer qu'une bonne partie de notre intelligentsia de droite, de gauche, d'en haut, d'en bas, non seulement n'a pas embrayé sur, mais se soit mobilisée contre le projet culturel de création d'un pôle alternatif au modèle nord-américain, proposé voici deux ans (qu'en reste-t-il au demeurant ?). On a tout fait pour le caricaturer et le déguiser en protectionnisme culturel, alors qu'il était, je pense, tout le contraire. La modernité doit-on nous rebattre les oreilles consistait-elle à consentir de bonne grâce à ce que la culture dominante d'une partie des deux cent-trente millions d'Américains devienne le melting-pot obligé des cinq milliards d'habitants de cette planète ?

La résistance au totalitarisme d'origine marxiste est certes une tâche louable, et il est bon que la gauche en ait « arraché le monopole » à la droite, la dénonciation implacable de l'impérialisme soviétique itou (n'idealisons pas pour autant la Pologne catholique et l'Afghanistan musulman !), mais il est d'autres périls sur Terre. En France, par exemple, on tue prati-

quement (de près ou de loin, Gérard de Villiers ?) un Arabe par semaine : le motus que l'on puisse dire est que la mobilisation des défenseurs patentés des droits de l'homme reste bien en deçà du minimum vital. En même temps, on s'aperçoit que l'on avait eu tort, à gauche, la question de l'immigration dans le simplisme. Les intellectuels qui causent dans le poste n'auraient-ils pas des idées sur la façon d'échapper à l'alternative : l'angélisme ou le bulldozer, l'idéalisme ou le 22 long rifle ?

N'aurait-il pas des idées sur la manière de créer des pôles culturels multiples dans le monde pour pallier l'uniformisation U.S. ?

Tous nos schémas s'étant effondrés, tout est à repenser. Passionnant, non ?

GUY HENNEBELLE  
(Journaliste.)

### Hypocrisie

De retour de vacances, on ne découvre pas sans stupefaction que le débat sur le « silence des intellectuels de gauche » continue d'occuper les colonnes du *Monde*, comme au jour du départ vers d'autres horizons. Ce qui donne une étonnante impression de temps immobile.

D'autant plus que — l'a-t-on remarqué ? — la discussion est faussée dès l'origine. La posture actuelle se plaint d'un silence qu'il a lui-même contribué à établir. Il y a là quelque hypocrisie. Nous sommes plusieurs, en effet, vivants de nos écrits, que l'on ne peut qualifier de droite, qui, loin de rester silencieux, avons résolument porté le débat sur la politique économique de la gauche. Or, dans les grandes médias qu'il contrôle, le pouvoir s'est arrangé pour que ce débat n'ait strictement aucun écho, préférant laisser la parole aux critiques de la droite, qu'il jugeait sans doute moins dangereux pour lui, n'étant pour l'heure guère crédibles. Surtout, il ne fallait pas que le bon peuple (de gauche) pût entrevoir la possibilité d'une autre politique (à gauche).

Si « on » nous demande de parler uniquement pour approuver en fait, alors qu'on ne s'étonne pas de notre mutisme désoilé.

PHILIPPE SIMONNOT  
(Auteur du *Grand Bluff* économique des socialistes).

Le Monde

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1968

la gauche a approuvé les réformes des lois pour...

aux impacts réels dans la région (d'après l'analyse)

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...

l'histoire de la gauche...



## La panne ?

par GEORGES BALLOU

Le monde est-il en panne ? C'est la question que se posent les observateurs de la politique internationale. Depuis le début de l'été, les événements ont été nombreux à susciter l'interrogation : la crise du Liban, la situation en Iran, les tensions en Afrique du Nord, les conflits en Amérique latine. Mais c'est en Afrique, et plus précisément en Tchad, que la situation est la plus préoccupante. Le pays est plongé dans une crise profonde, marquée par une lutte armée qui ne fait que s'intensifier. Les forces gouvernementales, soutenues par la France, luttent contre des troupes rebelles. Cette situation a des répercussions directes sur la région d'Oum-Chalouba, où un accrochage a opposé des éléments des forces gouvernementales aux troupes rebelles. Les tensions sont telles que l'on se demande si la situation ne va pas dégénérer en une véritable guerre civile. Les observateurs internationaux s'inquiètent de l'avenir du pays et de la stabilité de la région. La France, qui a une longue tradition d'intervention en Afrique, se trouve confrontée à une situation complexe. Elle doit trouver un moyen de résoudre la crise sans recourir à une intervention militaire massive. Les négociations sont en cours, mais elles semblent avoir peu de chances de succès. La situation en Tchad reste donc une préoccupation majeure pour la communauté internationale.

## Le Monde

# étranger

## LA CRISE AU TCHAD

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DIX JOURS

### Un accrochage a opposé des éléments des forces gouvernementales aux troupes rebelles dans la région d'Oum-Chalouba

Washington rapatrie ses deux avions-radars AWACS

Après la récente tournée d'explication et d'information effectuée par M. Guy Pénard, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines, au Niger, au Tchad, en Centrafrique, au Gabon, au Congo, au Togo, en Guinée, au Cameroun, au Sénégal, celle qu'effectuait en ce moment M. Nuédi, ministre délégué à la coopération, en Mauritanie, au Bénin, au Mali, M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, se rend à son tour à Addis-Abeba. C'est en qualité d'ambassadeur personnel du président de la République que M. Maurice Faure s'entrevoit avec M. Mengistu, chef de l'Etat éthiopien et

#### M. MAURICE FAURE : un ami de M. Mitterrand

M. Maurice Faure, président du bureau du M.R.G., député du Lot, est à l'Assemblée nationale le président de la commission des affaires étrangères. Homme d'expérience, il est aussi un ami de longue date de M. Mitterrand, qui lui confia, dans le premier gouvernement de M. Mauroy, un poste de garde des sceaux qu'il abandonna un mois plus tard.

M. Maurice Faure s'est distingué, au cours de sa carrière politique, par la constance et la force de ses convictions européennes. Il continue d'ailleurs de siéger au Parlement européen. Il s'apprête à quitter la présidence de la commission des affaires étrangères, et l'Assemblée nationale, il est en effet candidat aux prochaines élections sénatoriales.

président en exercice de l'O.U.A., à qui il transmettra un message oral de M. Mitterrand.

La mission de M. Maurice Faure, précisée mardi soir à l'Elysée, consiste à exposer à M. Mengistu la situation actuelle au Tchad, la politique française face à ce conflit, et à examiner avec le président en exercice de l'O.U.A. les moyens de parvenir à une issue négociée du conflit. M. Maurice Faure sera de retour à Paris dès jeudi 25 août, et il rendra compte dans la journée à M. Mitterrand des résultats de sa mission, dont l'objet est aussi de s'informer sur les initiatives que compte prendre le président de l'Organisation de l'unité africaine.

A Washington, le département d'Etat a annoncé mardi que le gouvernement américain a décidé, « après consultation avec les gouvernements concernés » (dont la France), de rapatrier aux Etats-Unis les deux avions-radars AWACS envoyés au Soudan « pour aider le gouvernement libyen à faire face à l'agression égyptienne ».

Le département d'Etat a précisé que, selon l'évaluation de la situation faite par les Etats-Unis, la présence des AWACS et de leur escorte (deux chasseurs F-15 Eagle et deux avions ravitailleurs KC-10) n'est plus nécessaire « dans un avenir immédiat ». Ceux-ci, précisait-on de même source, pourraient être envoyés très rapidement si nécessaire. Les Français, ajoutait-on, disposent aujourd'hui (sur le terrain) de ces équipements radars.

Une polémique franco-américaine s'était développée ces derniers jours sur le point de savoir si, notamment, les Américains avaient averti la France de l'envoi des AWACS. Le Canard enchaîné, daté mercredi 24 août, fait état, d'autre part, d'une visite que le général Vernon Walters, ancien directeur adjoint de la C.I.A., qui est l'ambassadeur des missions secrètes, a rendu, les 6 et 7 août, à M. Mitterrand dans la résidence privée du chef de l'Etat à Latche (Landes). Cette information est confirmée à l'Elysée.

Le président américain, M. Ronald Reagan, à l'occasion d'un discours prononcé mardi à Seattle devant une association d'anciens combattants, l'American Legion, a dénoncé « l'agression ouverte et extérieure dont est victime le Tchad ». La Libye, a-t-il ajouté, dispose de près de 10 milliards de dollars d'équipement militaire soviétique qu'elle utilise « dans une tentative évidente de détruire le gouvernement légitime » du président Hissène Habré. Affirmant que les Etats-Unis « n'ont aucune inten-

tion de devenir le gendarme du monde », M. Reagan a implicitement accusé l'Union soviétique d'être responsable de la tension en Afrique, et notamment au Tchad, et a affirmé que « plus de quarante mille » militaires soviétiques ou provenant de pays « clients » de l'U.R.S.S. sont stationnés en Afrique.

Sur le plan militaire, un accrochage s'est produit mardi, en fin de journée, dans la région d'Oum-Chalouba (350 kilomètres au sud-est de Faya-Largeau) entre des éléments des forces gouvernementales tchadiennes et des éléments des troupes de M. Goukouni Oueddei. Cet engagement, qualifié à N'Djamena (de source occidentale) de « peu important », ne peut être interprété comme le début d'une reprise des hostilités sur le front est. « Il peut s'agir d'une rencontre entre deux patrouilles adverses », précise-t-on de même source. Cet accrochage se serait produit à une centaine de kilomètres au nord-ouest d'Arada, qui est la ville la plus proche des troupes libyennes, où sont stationnés des militaires français.

A N'Djamena, le ministre tchadien de l'information, M. Soumaila Mahamat, a affirmé mardi que les troupes libyennes ont installé une base avancée à 80 km au sud de Faya-Largeau, sur l'axe reliant cette ville à Koro-Toro. M. Mahamat a précisé que « plusieurs » bataillons de chars ont été observés dans cette base avancée.

L'agence libyenne Jana a, d'autre part, annoncé que les forces armées libyennes ont effectué, ces dernières quarante-huit heures, « leurs plus grandes manœuvres à tir réel », sans préciser le lieu de celles-ci. Le commandant en chef des forces armées libyennes, le major Abou Bakr Younes Jabber, assistait à ces manœuvres, ajoute Jana. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

#### M. VERNON WALTERS : le spécialiste des missions secrètes

Masse et polyglotte, le général Vernon Walters est un spécialiste des missions secrètes. Né en 1917 à New-York, il a fait une partie de ses études secondaires au lycée Jeanson-de-Sailly à Paris, où ses parents ont résidé quelques années. Il parle le français, l'italien, l'espagnol, le portugais, l'allemand... et le russe.

Mobilisé en 1941, il débarqua au Maroc en novembre 1942 avec le corps expéditionnaire américain. Pendant la campagne de France, en 1944, il est officier de liaison avec les autorités françaises. Il a été attaché militaire au Brésil, en Italie et, de 1968 à 1972, en France. Promu général en 1968, il a été de 1968 à 1976 directeur adjoint de la C.I.A. Interprète des présidents Eisenhower, Kennedy, Johnson et Nixon, il a été, de nombreuses reprises, chargé de missions délicates et a notamment participé aux négociations de Paris avec les Vietnamiens et aux premières prises de contact avec les Chinois.

L'administration Reagan lui a fait reprendre du service, avec le titre d'ambassadeur itinérant. Il a ainsi pris des contacts avec les Cubains, pour le compte du président Reagan, au printemps 1982. Il était à Buenos-Aires pendant la guerre des Malouines et portait un message de M. Reagan au président Chadi à Alger en mai dernier.

« Rouge, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), souhaite que « les travailleurs imposent au gouvernement, élu grâce à leurs voix, de retirer les troupes [françaises du Tchad] sans conditions et sans préalable ».

Dans son hebdomadaire, le mouvement dirigé par Alain Krivine écrit notamment : « Mitterrand et son gouvernement ont décidé de continuer la politique colonialiste de la France en Afrique, comme Mitterrand combattait la lutte de libération algérienne quand il était ministre de l'Intérieur sous la IV<sup>e</sup> République. »

« On va s'armer... de patience. »

Cette boutade, on la doit au lieutenant-colonel Denis Ribeton, connu dans l'armée française pour son franc-parler, qui commande désormais le détachement de parachutistes à Abéché.

A elle seule, cette plaisanterie traduit vraisemblablement l'esprit de tous ceux — « bérets rouges » des unités parachutistes, « bérets noirs » des troupes de marine ou « bérets verts » de la Légion étrangère — que la France a envoyés au Tchad pour remettre en condition l'armée de M. Hissène Habré, avec toutefois le

Face aux cinq mille à six mille combattants installés dans le nord du Tchad avec le soutien de la Libye, l'armée de M. Habré rassemblerait, selon des estimations de source française, environ douze mille hommes, dont trois mille à quatre mille, aujourd'hui, au contact de leur adversaire.

A cet ordre de bataille, il convient d'ajouter les deux mille sept cents combattants zairiens et les deux mille cinq cents militaires français appelés à la rescousse, dont certains sont, d'ores et déjà, détachés à Salal, Biltine, Arada et Abéché, juste en ar-

d'instruction de troupes armées et un plan d'intervention aéroportée, peut un jour bousculer du côté où elle penche déjà : une assistance plus ferme à un allié en difficulté pour l'appuyer dans la reconquête de son sol national.

Cela étant, l'opération « Manta » a consacré les faiblesses décelées, de longue date, dans le dispositif militaire français. L'infanterie manque d'un transport à long rayon d'action et d'un armement anti-aérien portable, dont la possession, enfin, la dispenserait d'user d'expédients.

La première de ces faiblesses a été compensée par la réquisition d'avions gros-porteurs civils, tels un Boeing 747 en service à l'I.T.A. ou un C-130 Hercules de la compagnie privée SFAIR. Certes, le procédé est prévu, parfaitement codifié et conventionnel. Mais il est aussi contraignant.

L'autre faiblesse est encore plus grave puisqu'elle consiste, en l'absence, aujourd'hui, de systèmes comparables aux missiles sol-air équipés soviétiques ou américains — à attendre la fin de cette décennie pour équiper l'infanterie de ces petites armes anti-aériennes portatives S.A.T.C.P. (sol-air à très courte portée) qui le mettront à l'abri du ciel.

#### Limites

Avec près de vingt mille hommes des trois armées stationnées, à des ti-

## Paris multiplie les contacts

(Suite de la première page.)

En tout cas, on peut constater pour le moment que les seuls mouvements rapportés sur le terrain sont ceux de renforts libyens à Faya-Largeau et dans le nord-est tchadien. Depuis deux ou trois jours, des sources occidentales confirment que l'armée libyenne, loin de se retirer, est en train de transformer le Nord en une petite forteresse dont l'édification justifierait à elle seule l'existence de M. Hissène Habré. Les Tchadiens n'ont en effet pas les moyens de s'attaquer seuls à ce dispositif. Paris devrait comprendre cette anxiété face au retard ainsi pris, sous prétexte d'attente des résultats des diverses démarches diplomatiques.

D'un autre côté, les officiels les plus qualifiés insistent ici sur l'impossibilité pour l'armée française d'Etat tchadien de pouvoir considérer la « ligne rouge », qui divise actuellement le pays à hauteur de 15° parallèle, comme autre chose qu'une ligne militaire très provisoire. C'est une question de légitimité. M. Hissène Habré l'a encore redit vendredi lors de l'enregistrement d'un entretien diffusé mardi soir par Radio-Tchad. « Il n'est pas question, avait-il dit, d'accepter une situation — l'occupation de 550 000 kilomètres carrés du territoire tchadien — imposée par la force des armes. »

Que Paris et Tripoli se laissent entraîner dans un enlèvement au Tchad ne ferait pas davantage l'affaire de M. Hissène Habré. Comment ce dernier demeurerait-il insensible, dans cette hypothèse, aux arguments de ceux qui le mettent constamment en garde contre le risque d'aboutir à une partition de fait ? Face aux restrictions imposées aux troupes françaises, et qui viennent apparemment de lui être confirmées, comment le président tchadien ne s'interrogerait-il pas sur le bien-fondé de la politique française ?

En revanche, ne pas lui adjoindre les escadrons de chars AMX-30 de Rambouillet, spécialisés dans les opérations outre-mer, pour faire pièce aux colonnes blindées libyennes revient à signifier à son interlocuteur que le plan « Manta » a été — volontairement — calculé au plus juste d'un équilibre, dans les rapports de forces, destiné à laisser toutes ses chances à une négociation.

#### Faiblesses

Le Tchad sortira, dans quelques jours maintenant, de la saison des pluies, qui entrave les mouvements de troupes sur le terrain. On saura très bientôt, donc, si le colonel Kadafi est décidé à mettre à profit la saison sèche pour avancer des pions supplémentaires au-delà de Faya-Largeau ou si, prenant acte de la démonstration française qui cumule les avantages et les inconvénients d'un refus momentané de la solution militaire, il choisit à son tour de calmer le jeu.

D'un strict point de vue militaire, les troupes de M. Habré peuvent, elles aussi, mettre le feu aux poudres en reprenant l'initiative, au risque d'impliquer davantage encore l'engagement de la France de veiller au respect de l'intégrité territoriale du Tchad, d'autant que l'opération « Manta », pour avoir été conçue à mi-chemin entre un programme

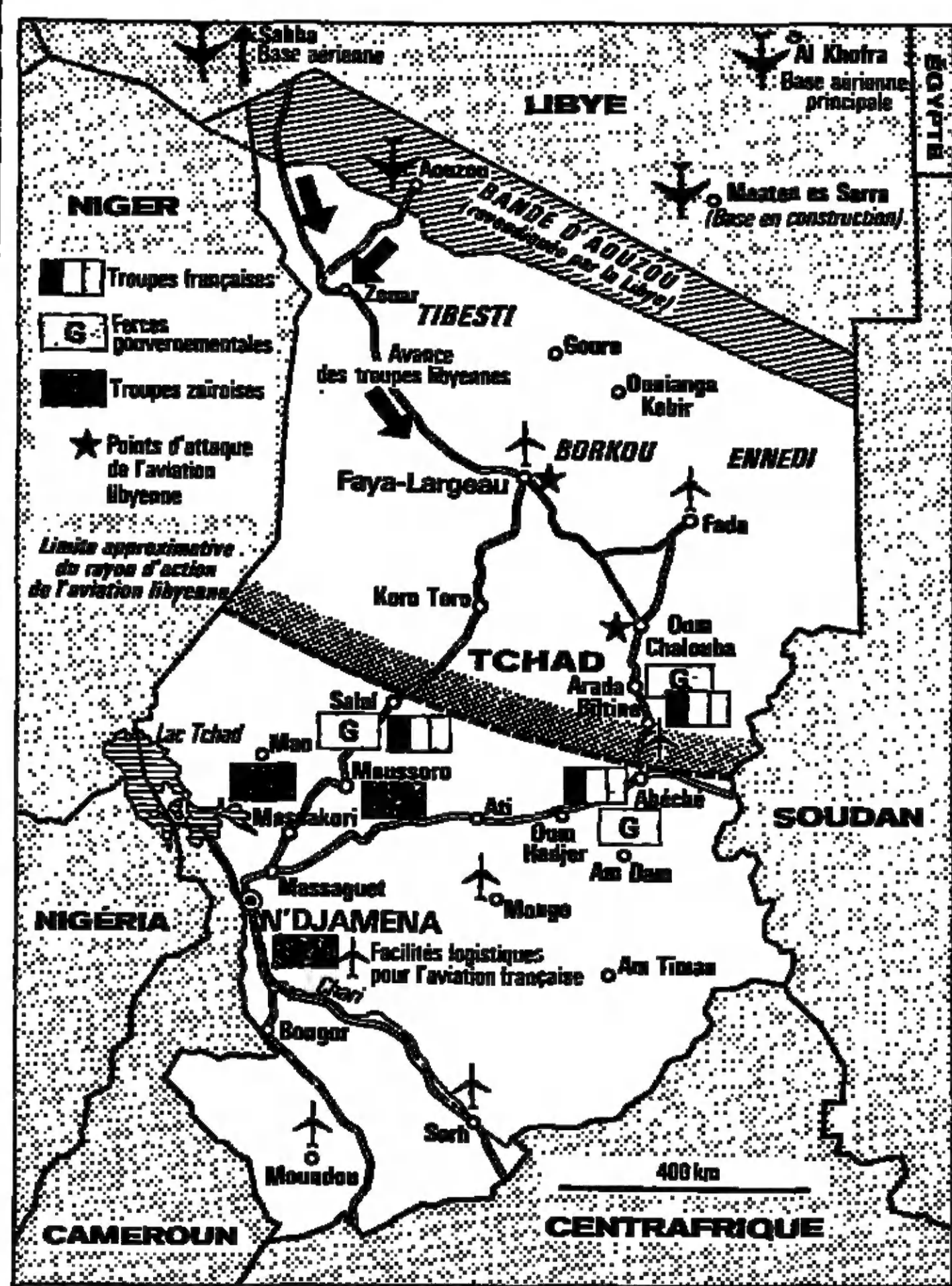
tres divers, dans les pays étrangers qui en ont adressé la demande à Paris, la France approche probablement, en 1983, des limites des ses possibilités opérationnelles.

Au Proche-Orient comme en Afrique, les garnisons françaises n'ont fait que croître et se multiplier ces dernières années, obligeant les états-majors à constituer des régiments de personnels de métier plus aptes à servir en toutes circonstances et en tous lieux. Certaines de ces unités, à commencer par le 1<sup>er</sup> régiment étranger de cavalerie à Orange (Vaucluse), sont aujourd'hui éparpillées entre le Liban, le Tchad et leur cantonnement en France.

Une telle situation n'est pas très confortable à priori. Pour la raison que s'amenuise, ainsi, dangereusement le vivier dans lequel seraient puisées les forces nécessaires en cas d'un nouveau et soudain coup dur.

Certes, l'opportunité existe de rassembler des appels volontaires pour une mission extérieure durant leur service libéral ou des appels volontaires pour une durée accrue de leurs obligations militaires. Mais cela ne pourrait être qu'un pis-aller. Les états-majors ne l'ignorent pas, qui doivent déjà préparer — le Tchad continuant de mobiliser les forces du plan « Manta » — la relève de la 31<sup>e</sup> brigade, de retour de Beyrouth à la fin du mois prochain.

JACQUES ISNARD.



Les derniers bombardements libyens remontent au vendredi 12 août

souffrir de ne point trop apparaître en premier lieu, la fois d'instruction des forces tchadiennes au maniement des canons de tonnes de matériels militaires français déjà sur place et de soutien, c'est-à-dire la réparation et la remise en état opérationnel de leur logistique.

Avec la prise de commandement, mardi 23 août, du général Jean Pail, le plan « Manta » est allé jusqu'au terme de ses différentes phases, telles, du moins, qu'elles avaient été imaginées dès le départ au Centre opérationnel des armées (C.O.A.), à Paris, sous l'autorité du chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Lacaze.

Ce plan a été approuvé globalement, dès sa conception initiale, par les plus hautes autorités de l'Etat. Son exécution, volontairement décalée sur plusieurs jours pour tenir compte de certaines contingences techniques locales, a donné l'impression qu'elle obéissait à une gradation dans la mise en place des moyens en réplique au déploiement adverse.

Un obstacle surmonté par une force qui a pris son temps, comme en témoigne, par exemple, la nécessité — respectée — d'installer des batteries anti-aériennes de protection et des moyens servant de rempart ou d'abri, préalablement au stationnement des avions Jaguar et Mirage F-1, canalisés « couvrir », à distance, les unités françaises proches des avant-postes tchadiens.

« Puisqu'il s'est agi d'un détachement d'instruction, répète-t-on au ministère de la Défense, il n'était pas besoin d'être aussi rapide que pour l'expédition d'une force d'intervention. »

Cet échelonnement des moyens, le chef de l'Etat s'en est servi, dans le même temps, comme d'un atout diplomatique pour signifier à la communauté des Etats francophones d'Afrique, inquiète des visées libyennes, que l'armée française ne resterait pas l'arme au pied, sans, pour autant, se laisser entraîner à l'excès par un partenaire dans des combats extérieurs auxquels elle serait étrangère.

## PIANOS D'ÉTÉ

CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS

### HANLET

L'UNIVERS DU PIANO

• Paris 8, 264, rue du Faubourg-Saint-Honoré Tél. : 766.51.91  
 • Vélizy, 22, rue Grange-Darrou-Tel. : 946.00.52  
 • Vélizy, Centre Clal "Vélizy II" Tél. : 946.26.87  
 • Orgeval, Centre Clal "Art de Vivre" Tél. : 975.78.50  
 • Noisy-le-Grand, Centre Clal "Arcades" Tél. : 305.20.79

\*Après approbation du dossier par CREDIT TOTAL, concessionnaire en titre. 24/24, jusqu'au 31 mai 1983.

24/24



# AFRIQUE

## LA CRISE AU TCHAD

**M. CHEYSSON :**  
la France démontre  
qu'elle est fidèle à  
sa parole

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a été entendu, mardi 23 août, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Évoquant notamment l'action de la France au Tchad, M. Cheysson a estimé que, d'ores et déjà, trois éléments pouvaient être mis à l'actif de la France : 1) les combats sont, pour le moment, arrêtés ; 2) la France démontre qu'elle est fidèle à sa parole ; 3) les deux Super-Grands (Etats-Unis et U.R.S.S.) ne se sont pas emparés de cette affaire.

Le ministre des relations extérieures a réaffirmé que le souhait de la France est que le Tchad demeure un Etat indépendant et souverain dans le cadre des frontières qu'il a héritées de la période coloniale. M. Cheysson a rappelé que les Libyens se sont installés en 1973 dans la bande d'Aouzou, mais que la France n'a jamais reconnu cette revendication. Il a souligné que l'attitude de la France est guidée par la

**« Le gouvernement a montré un immobilisme préjudiciable » nous déclare M. de Lipkowski**

M. Jean de Lipkowski, député (R.P.R.) et maire de Royan, que nous avons interrogé sur la politique française au Tchad, a eu en charge la coopération à plusieurs reprises : sous la présidence de Georges Pompidou, il fut, de 1973 à 1974, secrétaire d'Etat auprès de M. Jobert, alors ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de M. Messmer, et ministre de la coopération de janvier à août 1976 dans le gouvernement de M. Chirac, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing. C'est à ce titre qu'il négocia les accords de coopération militaire entre la France et le Tchad, alors représenté par le général Félix Malloum. Et c'est également à ce titre qu'il fut

l'un des négociateurs de la vente de cent dix avions Mirage à la Libye. Gaulliste de la première heure et diplomate de carrière, M. de Lipkowski s'était également efforcé de mener une politique de coopération au-delà de l'aire d'influence francophone. S'il critiquait, dans l'entretien que nous publions ci-dessous, l'action du chef de l'Etat, M. de Lipkowski se prévaut volontiers de son amitié pour lui. Il fut en effet, parmi les gaullistes, l'un des plus proches de Pierre Mendès-France, et siège, de 1956 à 1958, comme député apparenté à l'U.D.S.R. dont l'animateur était M. Mitterrand.

— Partagez-vous l'opinion de ceux qui jugent tardive l'intervention française ?

— Voilà plusieurs semaines que j'ai mis en garde le gouvernement par différentes déclarations contre les dangers d'un enlèvement dans le gupier tchadien. Pour éviter cet enlèvement, nous aurions dû agir d'une manière plus rapide et préventive. Dans ce genre d'affaires, plus on tarde, plus le prix à payer ensuite pour rétablir la situation est élevé.

Pour avoir mal pris la mesure exacte de l'affaire tchadienne, c'est-à-dire l'attaque, par une puissance

que nous avions commise entre 1968 et 1972, sans aucun résultat, et pour des pertes élevées.

En bref, nous ne sommes pas maîtres du jeu, si nous restons sur une position défensive qui implique la partition ni maître du temps, car Kadafi va se renforcer si nous restons immobile. Il ne faut donc pas étaler nos cartes à l'avance en proclamant que nous resterons défensifs ; il faut, au contraire, retrouver notre mobilité, renforcer nos moyens aériens et, à partir de là, afficher une détermination sans faille vis-à-vis de Tripoli.

En clair, il faut dire à Kadafi que notre présence au Tchad n'a qu'une seule signification : celle de restaurer l'intégrité territoriale de ce pays. Il faut dire à Kadafi et lui faire savoir que nous n'admettons ni son occupation ni son agression. Nous avons la légitimité pour nous dire lors qu'il s'agit de restaurer un Etat africain dans ses frontières.

Même si on admet que le Tchad constitue une entité nationale discutable, partagée entre Toubou, au nord, et Sara, au sud, il faut bien voir que l'enjeu dépasse le Tchad et concerne toute l'Afrique. En enjoignant à Kadafi de rentrer chez lui, nous sauvegardons un principe intouchable respecté par tous les Etats africains : le maintien des frontières héritées de la colonisation.

Si nous commençons à admettre qu'un seul Etat africain voit ses frontières changer, nous établissons un précédent dangereux et une instabilité permanente dans toute l'Afrique. Nous créons un précédent dangereux, qui entraînera les Etats africains à formuler des revendications territoriales à l'égard d'autres Etats africains. Bien des ethnies sont à cheval sur plusieurs Etats. On ne peut se permettre de laisser ce processus de revendications territoriales contaminer l'ensemble de l'Afrique, qui a besoin de développement, de paix et non pas de conflits.

Voilà ce qui est en cause à travers le Tchad, la stabilité de l'ensemble de l'Afrique. Voilà ce qu'il convient de dire clairement à Kadafi. Il appartient au président de la République, qui possède toutes les données, de savoir quelle est la nature exacte de la pression qui pourrait amener Kadafi à se retirer. Cela fait, les troupes françaises devront, à leur tour, immédiatement se retirer. Nous ne devons à aucun prix nous mêler de ce qui sera alors un différend entre Tchadiens. Ce genre de guerre civile ne nous concerne en aucune manière.

volonté de respecter tous les accords conclus avec ses partenaires africains, afin que la confiance mise en la France ne soit pas déçue.

Le ministre des relations extérieures a répondu aux critiques selon lesquelles le Parlement et l'opinion française n'ont pas été informés de l'envoi de troupes au Tchad, indiquant que plusieurs conseils des ministres ont traité de cette question. Évoquant l'entretien que le président de la République doit accorder au monde, (publié dans nos éditions du 26 août), il a rappelé que, après la première chute de Faya-Largeau, le 24 juin, M. Nuqui, ministre de la coopération, s'est exprimé devant l'Assemblée nationale. Le ministre de la défense, a-t-il ajouté, a donné tous les détails utiles concernant cette opération à M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères.

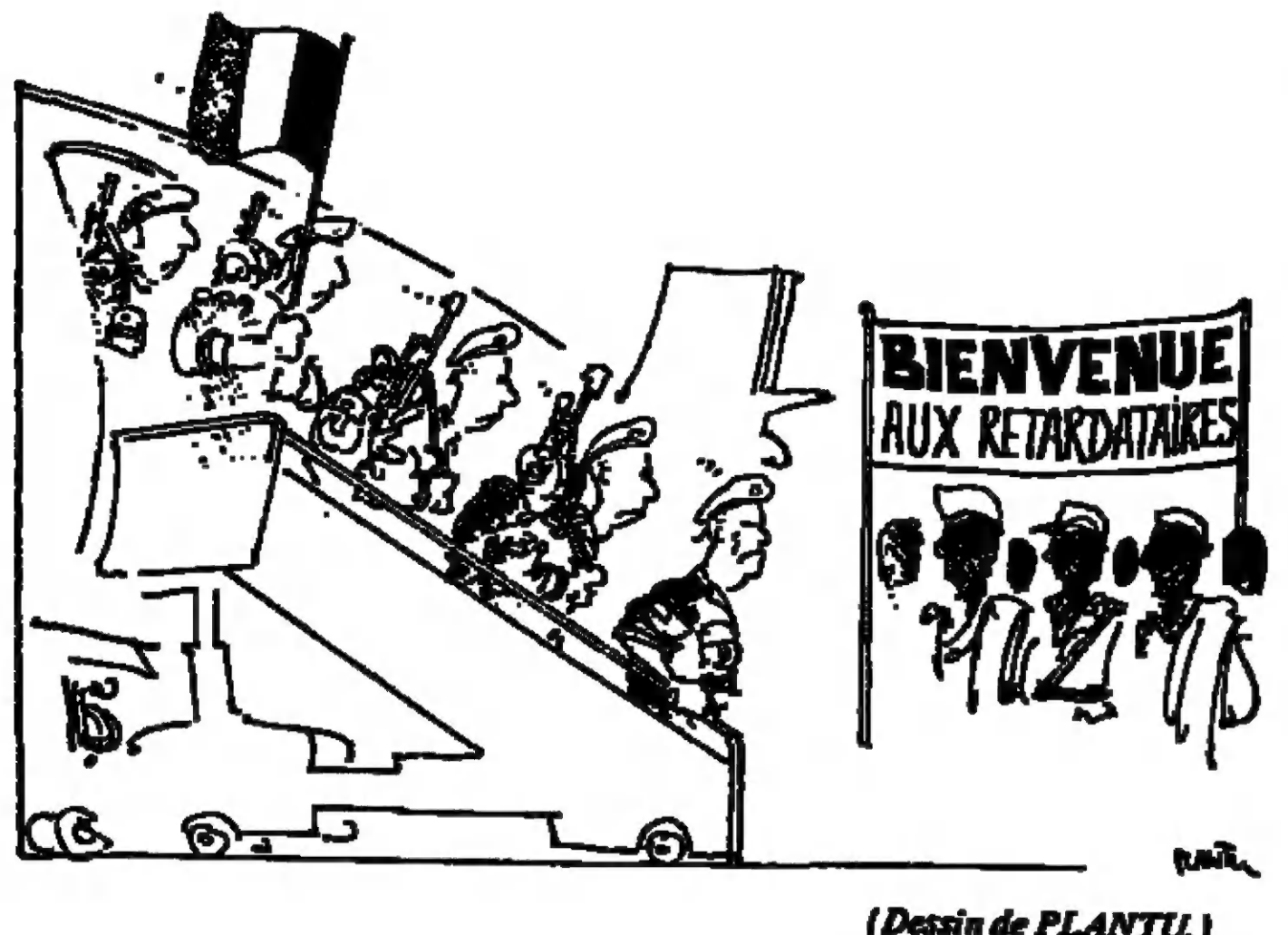
La France, d'autre part, affirme M. Cheysson, espère contribuer à créer les conditions d'un règlement pacifique, mais il ne lui appartient pas de proposer ou d'imposer une solution. M. Cheysson s'est déclaré convaincu que le dispositif militaire mis en place favorise l'ouverture de pourparlers et des négociations, et a estimé que l'O.U.A. est une instance particulièrement appropriée pour ces pourparlers.

Résumant l'intervention du ministre des relations extérieures, M. Maurice Faure a indiqué que, dans l'affaire tchadienne, « la France avait attendu que la preuve d'une agression libyenne soit apportée de façon irréfutable ». M. Cheysson a également indiqué qu'il est évident que si les forces françaises étaient agressées, elles se défendraient. L'importance et la sophistication des moyens mis en œuvre, a-t-il précisé, permettent de répondre à toute éventualité.

Plusieurs députés se sont exprimés au cours de la réunion de la commission, ainsi qu'à l'issue de celle-ci. M. Maurice Couve de Murville (R.P.R., Paris), notamment, a demandé dans quelles conditions les crédits nécessaires aux opérations militaires actuelles avaient été dégagés et si le Parlement serait appelé à approuver ces dépenses. Le communiqué de la commission ne fait pas état d'une réponse de M. Cheysson sur ce point. M. Louis Odru (P.C., Seine-Saint-Denis) a fait part de l'inquiétude du groupe communiste, estimant que la France s'est aujourd'hui engagée au Tchad bien au-delà des accords de 1976. M. Maurice Faure, pour sa part, a estimé que, sans l'intervention des troupes françaises, la confiance témoignée à la France par les pays africains aurait été ébranlée.

**Une présence trop défensive**

En un mot, notre présence est trop lourde, trop défensive et trop axée sur des engagements terrestres. Engager des troupes terrestres dans cette affaire constituerait une faute considérable. C'est la même faute



(Dessin de PLANTU.)

# DIPLOMATIE

**Washington invite un comité de l'ONU dans une usine secrète de destruction des armes chimiques**

Les Etats-Unis ont invité, mardi 23 août, les membres du comité de désarmement des Nations unies à participer à un « séminaire » sur la destruction des armes chimiques dans leur usine secrète de Tooele (Utah). Cette proposition, destinée à prouver la « bonne volonté » de Washington, répond à l'intervention du représentant soviétique, M. Israël, qui avait accusé jeudi dernier les Etats-Unis de faire traîner les discussions sur l'interdiction des armes chimiques.

M. Busby, le représentant américain, a déclaré que le séminaire de Tooele se tiendra dans la semaine du 14 novembre. Les délégations pourront avoir « un regard direct sur les procédés utilisés par les Etats-Unis pour la destruction des armes chimiques » et discuter sur les moyens de vérification. En cas d'accord, a-t-il poursuivi, les Américains sont prêts à y soumettre les armes chimiques (armes constituées de deux composants chimiques dont le contact produit un gaz létal). « Une interdiction effective des armes chimiques n'est pas plus proche aujourd'hui qu'il y a un an », a ajouté M. Busby, qui s'est déclaré « assez déçu » des « maigres » résultats de la session d'été du comité.

De son côté, M. Israël a déclaré à l'A.F.P. : « Nous n'avons pas besoin d'aller à un séminaire pour nous comprendre, car nous nous connaissons comme des frères et sœurs ». Le représentant soviétique a ajouté qu'il « aurait préféré que

**Un discours modéré de M. Reagan**

Parlant mardi à Seattle, devant les anciens combattants de l'Armée Légion, M. Reagan a prononcé sur la politique internationale un discours qui a paru d'autant plus modéré que cet auditoire est très réceptif aux messages de bravoure patriotiques. A l'exception d'une allusion à l'appui soviétique à l'intervention libyenne au Tchad, le président n'a pas repris ses virulentes accusations sur les desseins du Kremlin.

En revanche, le président s'en est pris vivement au « soi-disant mouvement pacifiste », le comparant au pacifisme d'entre les deux guerres qui « a eu pour résultat de nous rapprocher de la seconde guerre mondiale ». « Avec toutes ces gestulations et exagérations modernes, le soi-disant mouvement pacifiste d'aujourd'hui fait toujours la même erreur, a-t-il dit. Il voudrait préserver la paix en affaiblissant les peuples libres. Cela n'a simplement pas de sens. »

Tout en estimant qu'on est encore loin d'un accord, M. Reagan a fait état de « mouvements encourageants » dans les négociations de Genève avec les Soviétiques.

**75,5 % des Allemands de l'Ouest contre les Pershing-2**

A Moscou, l'agence Tass critique violemment l'article publié lundi dans le *Croix* par l'ambassadeur américain à Paris (le *Monde* du 23 août). M. Galbraith avait écrit que la « stratégie soviétique consiste à terroriser l'Europe ». Tass estime qu'il « lance une calomnie grossière » et qu'il « viole grossièrement les normes élémentaires de l'éthique diplomatique ».

Dans un article de la *Pravda*, M. Bilak, membre du présidium du comité central du P.C. tchécoslovaque, approuve ce mercredi la déclaration soviétique du 23 mai dernier annonçant « des mesures militaires de riposte » au déploiement des euromissiles américains. « Nous savons que c'est à l'U.R.S.S. qu'échoit la plus grande responsabilité pour la sauvegarde de la sécurité des pays socialistes et de la paix universelle », écrit M. Bilak.

A Bonn, une chaîne de radio a rendu public mardi un sondage réalisé en juillet à la demande de la chaîne de télévision 2. D.F., mais gardé confidentiel par celle-ci. Selon l'institut de sondage Wahlen, 75,5 % des personnes interrogées se déclarent opposées à la décision de l'O.T.A.N. de déployer cet hiver les Pershing-2 en R.F.A. 20,4 % approuvent ce déploiement dans les délais prévus.

M. Egon Bahr, spécialiste du désarmement au sein du parti social-démocrate ouest-allemand, est arrivé mardi à Berlin-Est pour des entretiens avec les dirigeants de la R.D.A. — (A.F.P.)

Les essais de l'euromissile Pershing-2, qui devaient d'abord s'achever en mai puis en août, seront terminés fin septembre en raison de problèmes de moteur, a-on appris lundi 22 août de sources militaires à Washington. — (A.F.P.)

**A TRAVERS LE MONDE**

**Argentine**

LA COMMISSION MILITAIRE sur le conflit des Malouines a recommandé que l'ancien président Leopoldo Galtieri et les deux autres membres de la junte soient traduits en cours martiale pour incompétence rapportée mardi 23 août la presse de Buenos-Aires. Le rapport incrimine également l'ancien ministre des affaires étrangères M. Nicor Costa Mendez et le général Menéndez, commandant la garnison argentine de l'archipel. — (Reuter).

**R.F.A.**

RICHARD WILHELM FREISE, un ancien capitaine SS accusé d'avoir fait déporter pendant la seconde guerre mondiale 1 366 juifs de France, s'est suicidé, mardi 23 août, à l'âge de soixante-quatorze ans. Il devait comparaître devant un tribunal de Bonn en octobre. — (A.F.P.)

## PROCHE-ORIENT

**Iran**

**SANS LE NOMMER**

**L'agence Tass accuse l'imam Khomeiny de « mensonge »**

L'agence Tass a accusé, le 23 août, l'imam Khomeiny, sans le désigner nommément, de « mensonge » pour avoir déclaré la veille que le parti Toudch (communiste) s'était livré à l'espionnage au profit de l'U.R.S.S. L'agence soviétique, se référant à une conférence de presse tenue récemment par un dirigeant du Toudch, affirme que les dirigeants communistes qui étaient passés aux « aveux » paraissent être sous l'effet de « puissants narcotiques ».

L'imam Khomeiny avait déclaré que les « espions » du Toudch avaient servi « un régime qui dure depuis plus de soixante ans et où il n'existe ni liberté ni parti autre que le sien et où, dès le début, de nombreux groupes ont été épurés ou éliminés physiquement ». Le « guide de la révolution » iranienne a ajouté : « Comme tous les hypocrites (terme qui servait jusqu'ici à désigner les Moudjahidin du peuple) et tous les coupables, les toudchistes doivent être jugés et châtiés. »

L'imam Khomeiny a, par ailleurs, annoncé que l'Iran poursuivait la guerre contre l'Irak pour ne pas avoir à subir « la paix américaine ».

**Accord financier avec Washington**

A Washington, des responsables ont révélé que le gouvernement de Téhéran avait accepté de rembourser un total de 419,5 millions de dollars de prêts et de garanties accordés par les Etats-Unis avant la crise des otages à l'automne de 1979.

L'accord, qui concerne seulement le gouvernement iranien et les entreprises qui en dépendent, a été signé le 13 août. La somme était en cours de transfert le 23 août d'un compte iranien ouvert à la Bank of England au département du Trésor à Washington.

M. William Draper, président de la Banque Import-Export, a indiqué qu'à la suite de cet accord le gouver-

nement américain abandonnait toutes les poursuites engagées contre l'Iran devant un tribunal spécial aux Pays-Bas, chargé des plaintes de gouvernement à gouvernement.

Les négociations à propos de la centrale nucléaire inachevée de Bouchehr située sur le Golfe, reprendront probablement en septembre entre l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (O.I.E.A.) et la firme ouest-allemande Kraftwerk Union (K.W.U.). Les travaux de la centrale, composée de deux réacteurs de 1 300 mégawatts, avaient été interrompus à la suite de la révolution de 1979. Les deux parties doivent également négocier le transport et le stockage de quelque 40 000 tonnes de matériel destiné à la centrale et bloqué en R.F.A. L'information sur la reprise des travaux n'a pu être cependant confirmée auprès du président de l'O.I.E.A., et il est prématuré, dit-on, de parler de reprise des travaux.

# Le Monde

## FAITS ET JUGEMENTS

Tour de Avignon : il y a eu au moins deux tirs

La démission parvenue au service après

Le président de la République a reçu mardi 23 août, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.

Le président de la République a également reçu, à l'Élysée, le ministre de la Défense, M. Maurice Faure, pour lui remettre la lettre de démission de M. Jean-Maurice Agnollet, directeur général de l'Armée de l'Air.



Journal de la semaine

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### La responsable des questions féminines dans l'administration Reagan dénonce l'indifférence du président

De notre correspondante

New-York. - Tandis que tous les sondages indiquent que les femmes sont, avec les Noirs, les électeurs les moins favorables au président, et que celui-ci accumule les gaffes en essayant de regagner leurs faveurs, un nouveau scandale a surgi à Washington de sa torpente estivaire : dans un article détaillé et virulent publié par le *Washington Post*, M<sup>me</sup> Barbara Honegger, responsable, au département de la justice, du groupe d'étude pour l'égalité des femmes devant la loi, accuse M. Reagan de se soucier « comme d'une guigne » de cette question.

Le groupe a été créé par M. Reagan en 1982 pour séduire l'électorat féminin au moment où le président maintenait son opposition au projet d'amendement à la Constitution affirmant l'égalité entre les sexes, projet qui n'a finalement pas été adopté.

Le coup d'éclat de M<sup>me</sup> Honegger serait seulement anecdotique s'il ne provenait pas d'une républicaine bon teint qui a joué un rôle très actif dans la campagne présidentielle de M. Reagan. « Le président, écrit M<sup>me</sup> Honegger, ne mérite pas notre loyauté, car il nous a trahis... Il a failli à ses promesses... Son « groupe d'étude » est strictement « bidon ».

M<sup>me</sup> Honegger, qui a trente-cinq ans et arbore un air d'étudiante sage, avait été engagée dès l'élection de M. Reagan comme assistante du conseiller aux affaires intérieures,

M. Martin Anderson, son ancien condisciple de l'université Stanford, en Californie. Nommé en mars 1982 au département de la justice, elle a mis un an à s'apercevoir, dit-elle, que ses fonctions consistent purement et simplement à dresser la liste des lois discriminatoires contre les femmes qui existent dans les cinquante Etats. Travail consciencieux que la Maison Blanche a enfoui, non moins consciencieusement, au fond de ses tiroirs.

#### Premières victimes du chômage

M<sup>me</sup> Honegger avait éprouvé très vite des doutes lorsqu'un conseiller du président l'avait convoquée à la Maison Blanche pour protester contre l'inclusion des mots « grossesse » et « avortement » dans le programme destiné à l'ordinateur. Le conseiller en question lui avait signifié que « l'avortement et la grossesse n'ont rien à voir avec les droits des femmes ».

M<sup>me</sup> Honegger, qui a montré sa chevelure rousse et ses lunettes cerclées de métal sur tous les écrans de télévision pendant le week-end, termine son article par la dernière réplique d'*Autant en emporte le vent* : comme Rhett Butler de Scarlett, le président, assure-t-elle, « s'en fiche complètement ». Le porte-parole de la Maison Blanche, plutôt embarrassé, a fait savoir que M<sup>me</sup> Honegger n'avait qu'un engagement contractuel avec le ministère de la justice et qu'il vient à expiration à fin août.

Les sondages indiquent que, à l'égard des autres « minorités », les femmes sont les premières victimes du chômage et de la réduction des programmes sociaux de l'administration Reagan. Elles sont, de plus, insensibles à l'exaltation des vertus patriotiques et guerrières chères au président, militant en grand nombre dans le mouvement antinucléaire et redoutant, plus encore que les hommes, un engagement militaire des Etats-Unis en Amérique centrale.

Il y a quinze jours, M. Reagan avait déjà eu maille à partir avec l'Association internationale des femmes d'affaires réunie à Washington. Voulant faire un bon mot, il leur avait lancé : « On dit que je n'accorde pas d'importance aux femmes, mais je peux vous dire que je suis de ceux qui sont convaincus que si elles n'étaient pas là, nous, pauvres hommes, serions toujours nus, la massue à la main. » Un silence glacé avait accueilli ce compliment et la visite de la Maison Blanche prévue au programme avait été annulée.

NICOLE BERNHEIM.

(Publié)

#### UN BON CONSEIL

Ne vendez pas vos meubles anciens avant vos meubles à objets anciens. AUDEPOT VENTE DE PARIS - le spécialiste des successeurs - 81, rue de Lagry (20<sup>e</sup>) tel. 372.13.91, vous offrirez un très bon prix de vos meubles modernes (living, matelas, électro-ménager, vaisselle etc.) à condition de n'avoir pas vendu au préalable votre mobilier ancien du de valeur.

### Le Brésil asphyxié

(Suite de la première page.)

Le réveil a été dur. Pour la première fois de son histoire, en 1982, le Brésil a vu le service de sa dette extérieure égaler pratiquement la valeur de ses exportations : environ 20 milliards de dollars. Cette dette avait doublé en l'espace de quatre ans. Comme d'autres pays, le Brésil a été atteint par les chocs pétroliers, la hausse du dollar, celle des taux d'intérêt à Londres et aux Etats-Unis, qui pèsent sur les trois quarts de ses obligations extérieures, ainsi que par la récession mondiale et la montée générale du protectionnisme. Comme tant de nations exportatrices de matières premières, il a durement ressenti, dans son commerce avec l'étranger, la chute des termes de l'échange, qui a été de 50 % de 1977 à 1981 (1). La valeur de ses exportations a diminué au moment même où il devait importer davantage, pour alimenter une industrie enfiévrée par la construction du « plus grand barrage du monde » (Itaipu) ou la mise en valeur du « plus grand gisement de fer du monde » (Carajás) ainsi que pour d'autres projets identiques. Le déséquilibre de ses finances extérieures s'est accru d'autant.

Ce sont là les explications immédiates. Mais il y en a d'autres, qui tiennent au type de développement choisi, lequel est antérieur au régime militaire, mais a été aggravé par lui : les Brésiliens ont opté en effet pour des modes de production et de consommation « à l'occidentale », c'est-à-dire pour une industrialisation accélérée, qui s'est faite à un coût de plus en plus lourd, et dans des secteurs peu aptes à satisfaire les besoins d'une partie importante de la population, qui doit sur-

tout résoudre des problèmes de survie.

A ce modèle tourné vers l'extérieur, fondé sur l'importation de techniques et de capitaux étrangers, la gauche brésilienne a souvent dit qu'elle préférait un modèle « introverti ». Il n'est pas sûr que celui-ci eût réussi. Le Brésil est un pays « métis », qui appartient à la fois au tiers-monde et au monde occidental. On peut supposer que son choix économique a été aussi un choix culturel, et qu'il n'a pas été dicté seulement par les puissances dominantes. Un tel choix a desservi les plus démunis, qui sont nombreux ; il a aussi alimenté le dynamisme d'une bourgeoisie qui a joué un rôle d'entrepreneur, ce qui n'est pas toujours le cas en Amérique latine.

#### Un déficit public exagéré

Le régime militaire a aggravé les vices d'un système qui était, déjà, profondément inégalitaire. Affranchi de tout contrôle démocratique, il a renforcé un appareil d'Etat qui est devenu un véritable monstre, pompant de plus en plus les ressources du pays. Les entreprises publiques, qui assurent, selon certaines estimations, plus de la moitié du P.N.B., sont une énorme machine à privilèges et à gaspillage. Certaines entreprises de l'Etat militaire-industriel brésilien ont coûté cher à la nation ; c'est le cas des 4 000 kilomètres de la route transamazonienne, en grande partie inutilisable.

On comprend, dans ces conditions, que le déficit des finances publiques ait atteint des proportions exagérées (6 % du P.N.B. en 1982) et soit une des pierres d'achoppement dans les négociations ouvertes depuis la fin de l'année dernière avec le Fonds monétaire international. Celui-ci exige une réduction draconienne de ce déficit pour poursuivre une aide qu'il a interrompue en mai dernier, en gelant la deuxième tranche d'un prêt qui doit s'élever à 2,4 milliards de dollars cette année. Les réticences du F.M.I. ont entraîné celles des banques internationales. Depuis un mois, Brasília a accumulé 2 milliards de dollars d'arriérés.

Les missions du F.M.I. qui se sont succédées à Brasília ont exigé que le déficit public soit ramené à 1 % du P.N.B. en 1984 et le rythme d'inflation - actuellement de 160 % - à 50 %. Un tel traitement risque fort d'aggraver l'état du malade. Les dirigeants de Brasília ont annoncé en juillet qu'ils étaient arrivés à un accord avec le F.M.I. Ils ont fait un premier pas dans la direction en décidant que les salaires seraient désormais revalorisés 20 % au-dessous du taux d'inflation. Des sacrifices du même genre dans les dépenses publiques exposent à une récession brutale, donc à une accélération du chômage. Des révoltes similaires à celles qui ont agité São Paulo en avril dernier peuvent se reproduire. La misère et la faim sont de plus en plus visibles au cœur même des grandes villes, où des familles entières campent dans la rue.

Il y a quelques jours, les chefs d'entreprises les plus connus du pays ont lancé un manifeste demandant une politique contraire à celle préconisée par le F.M.I. « Non à la récession », disent en substance les *empresarios*, de concert avec l'Eglise et l'opposition, majoritaire à la Chambre des députés. « *Dehors le*

F.M.I. ! », disent des slogans écrits sur les murs ou imprimés sous forme d'autocollants.

« Nous devons choisir entre les intérêts du peuple brésilien et ceux du système financier international », déclare l'économiste Celso Furtado, auteur d'un plan de rechange que doit présenter, ce mercredi 24 août, M. Ulysses Guimarães, président du principal parti d'opposition, le P.M.D.B. (parti du mouvement démocratique brésilien). M. Furtado est partisan, comme beaucoup de Brésiliens, de déclarer un moratoire unilatéral pour le paiement de la dette, autrement dit d'en suspendre le paiement, pendant un délai de trois ans.

Les dernières initiatives des responsables économiques montrent que ceux-ci s'acheminent dans une autre direction : un moratoire négocié. Comment appeler autrement, en effet, la proposition qu'ils s'approprient à faire aux banques internationales ? Un rééchelonnement sur huit ans de la dette contractée auprès d'elles, du moins de la partie venant à échéance en 1983 et 1984, avec un délai de carence de trois ans. « Nos créanciers doivent manifester une certaine solidarité, face aux risques que nous avons pris », nous disait en avril un des responsables de la Fondation Getulio Vargas, l'institut brésilien de statistiques et d'analyses conjoncturelles. « Nous nous sommes endettés pour financer des projets bien précis et non, comme les Argentins, pour combler le déficit de nos comptes courants. »

CHARLES VANHECKE.

(1) Rapport 1983 de la Banque internationale de développement.

## REMERCIEMENTS DES EDITIONS JEAN DE BONNOT

Jean de Bonnot remercie ses lecteurs et les bibliophiles qui ont bien voulu se faire reconnaître et lui témoigner leur intérêt à la suite du détournement de fichiers dont il a été victime. Touché par ces marques de sympathie, Jean de Bonnot souhaite leur exprimer concrètement sa gratitude en leur proposant exceptionnellement le dernier paru de ses livres au prix coûtant.

### LES PENSÉES DE PASCAL

Génie à l'état pur, Blaise Pascal est à la fois le Mozart et le Léonard de Vinci des lettres françaises.

L'œuvre la plus forte du 17<sup>e</sup> siècle

En offrant aujourd'hui ce maître-livre de notre littérature au prix coûtant, ne vous y trompez pas, Jean de Bonnot ne souhaite ainsi que payer un peu sa dette à l'amitié et à la fidélité. Ce geste n'est le résultat d'aucune concession sur la qualité. En effet, ce bel in-octavo (14 x 21 cm) de 528 pages a été réalisé dans la saine tradition Jean de Bonnot : plein cuir et or véritable, papier chiffon, vignettes et bandeaux d'époque, etc. L'œuvre proposée est un des textes majeurs de notre littérature. Elle bénéficie d'autre part des dernières mises au point de la critique moderne : sur ce plan le savant et spirituel archivist-paléographe Jacques Haumont nous a donné avec une

érudition sans pesanteur des notes du plus grand intérêt que la mise en pages a su rendre discrètes.

#### Aux confins de la raison

Mais ce savant précoce est d'abord un homme. La puissance même de son esprit lui en fait voir les limites. C'est ce conflit entre la raison et les élans de l'âme, entre l'esprit de géométrie et celui de finesse, qui fait la matière des *Pensées*. Ce drame, cette grandeur insaisissable de l'homme perdu entre les deux infinis, annonce les plus émouvantes manifestations de la réflexion contemporaine.

Quel jaillissement ! Chacune des pensées, écrites sans apprêt, comme elle vient, dans la plus belle langue qui soit, éveille en chacun de nous un écho qui prolonge notre propre interrogation. Athée ou croyant, tout le monde trouve sa nourriture dans les *Pensées* de Pascal et reste l'œuvre la plus puissante et la plus réconfortante de toute notre littérature. De Voltaire à Bergson et à Valéry, de Chateaubriand à Stendhal, du physicien Louis de Broglie aux plus matérialistes des marxistes, les *Pensées* de Pascal sont depuis trois siècles le livre de chevet de tous les Français de quelque esprit et de tous les esprits de quelque profondeur.

#### Un livre précieux et rare

On ne trouve plus dans le commerce des livres de cette qualité à ce prix. Jean de Bonnot est probablement un des très rares éditeurs, sinon le seul, à employer encore exclusivement le vrai cuir et l'or véritable pour ses éditions. Dans cette tradition les *Pensées* de Pascal sont une réussite : reliure pleine cuir taillée d'une seule pièce dans une peau de mouton irréprochable, dos et plats ornés d'un décor particulièrement élégant composé à partir de fers gravés au 17<sup>e</sup> siècle, décor et titres au dos poussés à l'or véritable, tranche supérieure dorée à la feuille avec ce même or de bon aloi, mise en pages raffinée ponctuée de vignettes et de bandeaux du temps, tranches-filées, signet tressé, gardes à l'ancienne...

Sait-on que pour ses livres Jean de Bonnot utilise un minimum de 52 cm<sup>2</sup> de feuille d'or tirant 22 carats ?

#### Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une satisfaction des satisfactions insaisissables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

### BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

A renvoyer à Jean de Bonnot, 7, fg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant les « Pensées » de Pascal en un fort volume grand in-octavo (14 x 21 cm), relié plein cuir, au prix de 98,50 F (+ 12,70 F de frais d'envoi).

Je vous prie de trouver ci-joint mon règlement. Si ce livre ne me convient pas, je le renverrai et je serai aussitôt remboursé.

Nom \_\_\_\_\_ Prénoms \_\_\_\_\_

Adresse complète \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

\* Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

U.P.A. SARI - 68, av. Léna 75116  
2<sup>e</sup>-1<sup>er</sup> S / AB T Ang.-Arabe-Héb.-Rus.-Alld-It.-Esp.

## INFORMATIQUE la passion

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Métier du temps présent, métier du futur ? Des questions se posent...

Voir page 16



# ASIE

## Le défilé devant le corps de Benigno Aquino prend les dimensions d'une manifestation populaire

De notre envoyé spécial

Manille. — « Bienvenue Ninoy », « Avec toi Ninoy », « Ninoy nous l'aimons »... Times Street, à Quezon City, dans la banlieue de Manille, est encore pleine de slogans et des guirlandes de bienvenue pour les Philippines. Dimanche dernier les philippins et les filles des villes qui bordent la rue avaient été décorés : on s'apprêtait à fêter joyeusement le retour de l'occupant du numéro 25, ce volait, cet ami, ce parent que l'on avait guéri depuis dix ans (sept avant d'être passés en prison et trois en exil), mais qui rentrait finalement au pays grandi par les épreuves, dont le nom était sur bien des lèvres et suscitait tant d'espoirs : Benigno Aquino, dit familièrement « Ninoy », marié et père de cinq enfants, politicien démocrate et opposant numéro un depuis plus de dix ans au régime tout puissant de Ferdinand et Imelda Marcos.

C'était dimanche matin, jour du seigneur dans les très catholiques Philippines, et tous les rêves étaient permis, une balle, une seule, les a fait voler en éclats sereins, transformant les retrouvailles en funérailles. Depuis lundi matin, c'est dans ce décor fait pour la liesse que défile inintermittamment le cortège de la douleur.

### « Un type bien courageux »

Silencieux, graves ou bouleversés, les gens, des milliers d'hommes et de femmes, passent devant le cercueil pour se convaincre, pour rendre hommage et pour prier avant de rentrer chez eux en emportant, gravés dans leur mémoire, la vision affreuse de cet homme au visage jovial, de cet homme au sourire contagieux que la blesure, la chute et la mort ont défigurés.

Sa mère, Aurora Aquino (soixante-cinq ans) et ses huit frères et sœurs n'ont pas voulu tarder la vérité en maquillant son visage : « Il est

dans l'état où il a été assassiné, pour que chacun puisse voir ce qu'il lui ont fait », disent-ils.

La dépouille mortelle d'Aquino repose dans un simple cercueil de bois, recouvert de fleurs et de rubans jaunes — sa couleur politique — et enveloppé du drapeau national philippin. L'ancien sénateur est vêtu de la salopette blanche qu'il portait lors de son départ pour l'exil, en 1980, et qu'il avait tenu à porter, symboliquement, pour son retour. Elle est noire de sang du col à la ceinture. Parmi les fleurs, près du visage blesé et tuméfié, quelconques sont une effigie préparée pour son arrivée et portant ces mots : « Ninoy nous l'aimons. Là où il n'y a pas d'esclaves il n'y a pas de tyran ».

Le défilé a commencé dès lundi matin, peu après que la famille ait réussi à ramener le corps, qui avait été transporté la veille, immédiatement après l'attentat, dans un hôpital militaire. Ce fut d'abord l'affaire de quelques centaines de personnes, parents, amis et sympathisants politiques. Puis, peu à peu, spontanément, une colonne de gens venus de toutes parts s'est formée, s'étirant de plus en plus loin dans la rue. Mardi, c'est sur deux rangs que la foule progressait, sur plusieurs centaines de mètres, formée en majorité de jeunes gens de la bourgeoisie et des classes moyennes venus par curiosité, par compassion, par incitation politique ou par admiration pour « un type bien et courageux ». Leurs raisons sont variées mais elles ont un dénominateur commun, et tous reçoivent le même choc en voyant mort celui qu'ils n'ont, souvent, jamais vu vivant.

Ce jour-là n'oublieront pas. Mardi soir, à 22 heures passées, le défilé se poursuivait, émergeant de la ville, balotant et ébranlant au gré de ses débordements les membres de la famille Aquino, accablés, épuisés mais omniprésents. Afin d'améliorer cette situation de plus en plus insupportable pour les uns et pour les autres, le corps sera exposé dès jeudi

### Pakistan

## D'anciens partisans d'Ali Bhutto mènent la campagne d'agitation dans la province du Sind

Dix jours après le lancement de la campagne de désobéissance civile par le Mouvement pour la restauration de la démocratie, la tension demeure vive, mardi 23 août, dans la province du Sind, où se multiplient les scènes de violence. Cependant, le chef de l'Etat, le général Zia-ul-Haq, en visite à Karachi, capitale de la province, a déclaré que la situation n'inspirait « aucune inquiétude ».

L'envoyé spécial de l'A.F.P. à Hyderabad, au nord-est de Karachi, Sami Zuberi, écrit que les membres du parti populaire pakistanais (P.P.P.), la formation de l'ancien premier ministre Ali Bhutto, mènent pratiquement seuls la campagne contre la loi martiale dans la province. Ils trouvent là l'occasion d'exprimer ouvertement leur réprobation de l'exécution par pendaison de l'ancien dirigeant. Des étudiants criant « vive Bhutto » se sont heurtés, mardi, aux forces de police à Hyderabad. A Kandhkot, dans le nord de la province, plus de vingt mille manifestants conduits par un grand propriétaire terrien membre du P.P.P. ont incendié quatre banques, la gare, un poste de police, la caserne de pompiers et d'autres bâtiments administratifs, avant que la police n'ouvre le feu, tuant trois d'entre eux et en blessant cent cinquante autres. Des grèves, des manifestations et des affrontements sont également signalés à Kharpur, à Larkana, à Naushero-Feroz et dans plusieurs autres localités.

« La situation est particulièrement mauvaise dans les zones rurales », a remarqué un fonctionnaire pakistanais, qui a ajouté que des éléments régionaux participant aux actes de violence commencent à se disperser. A Hala, chef de chef religieux Talibula, plus de trente mille personnes ont manifesté et le drapeau noir, rouge et vert du P.P.P. flotte sur les toits. A l'occasion d'une émeute, cent cinquante prisonniers ont réussi à s'enfuir d'un établissement pénitentier. En revanche, les troubles ne sont que peu étendus à Karachi et n'y affectent pas l'activité du monde des affaires. Lors de sa visite à Karachi, le général Zia-ul-Haq a appelé les « patriotes » à s'unir pour « déjouer les menées des éléments malfaisants qui provoquent le chaos et la confusion (...) sous prétexte de rétablir la démocratie ». Il a assuré qu'avec le soutien et la coopération des partisans de l'islam, le gouvernement militaire « ferait échouer les desseins diaboliques » de ceux qui « prennent la loi entre leurs mains ».

Le général Zia a encore déclaré que des « mesures sévères » seraient prises contre les « éléments subversifs » jusqu'à ce que le gouvernement s'est montré très doux mais nous savons comment agir avec eux », a-t-il ajouté.

Plus de deux cents avocats ont protesté contre la présence du chef de l'Etat à un dîner offert par le bureau du Sind et scandé des slogans tels que « A bas Zia et la loi martiale ». (Les avocats de Lahore, capitale du Pendjab, devaient observer une journée de grève mercredi 24 août).

Des quelque mille arrestations officiellement annoncées pour la province du Sind, cinquante ont été suivies de condamnations par les tribunaux militaires à des peines de un an de prison et d'une dizaine de coups de fouet. Des arrestations volontaires de militants de l'opposition ont eu lieu à Quetta, capitale du Belouchistan, et dans l'Etat du Pendjab, où le Jamiat Ulema-e-Pakistan (parti religieux de droite) a invité le gouvernement à consulter ses adversaires sur l'avenir politique du pays dans un délai d'un mois, faute de quoi il lancerait son propre mouvement de protestation. — (A.F.P.-Reuter).

### Chine

## TRENTE EXECUTIONS CAPITALES A PEKIN

Pékin (A.F.P.). — Trente criminels ont été condamnés à mort et exécutés, mardi 23 août, à Pékin, a-t-on appris de source judiciaire dans la capitale chinoise. C'est la première fois depuis de nombreuses années qu'un aussi grand nombre de condamnés sont exécutés le même jour.

Une notice apposée mardi après-midi devant le tribunal qui a infligé les condamnations à mort précise que sur les trente criminels exécutés — dont une femme de vingt-cinq ans — dix-neuf l'ont été pour meurtre, dix pour vol et un pour vol de voitures. Aucun des condamnés n'avait plus de trente-cinq ans.

Ces exécutions font partie d'une vaste opération lancée à la mi-août contre la délinquance juvénile, en plein recrudescence à Pékin, mais aussi dans la plupart des grandes villes chinoises (le Monde du 24 août).

### Philippines

dans une église du quartier, après l'arrivée, mercredi soir, de la veuve du défunt et de ses quatre enfants. Il sera inhumé le mardi 30 août.

### Non-violence

Ce qui frappe depuis trois jours dans les divers épisodes de ce drame, c'est, face à un pouvoir qui a visiblement mauvaise conscience, mais qui n'en multiplie pas moins les mises en garde, l'extrême retenue physique, l'étonnante passivité de ceux qui se réclament d'Aquino ou qui lui témoignent leur sympathie à titre posthume. Est-ce une question de peur, d'apathie, d'impuissance ou de respect pour les appels au calme des dirigeants politiques et religieux ?

Lupita Kashiwaha, sœur d'Aquino, et dont le mari, journaliste de la télévision américaine, se trouvait dans l'avion avec la victime, nous répondait mardi soir : « Il y a un temps pour le deuil et un temps pour la colère, après. J'espère que la colère se traduira ultérieurement par quelque chose de positif pour qu'il ne soit pas mort en vain. » « N'oubliez pas, ajoute-t-elle, que Ninoy était rentré pour tenter une réconciliation nationale, une restauration de la démocratie par des moyens non vio-

lents. Il serait tragique et contraire à sa mission d'ajouter la violence à la violence. »

Arborant un T-shirt à l'effigie de son frère — comme beaucoup de gens dans cette maison, — elle paraît au bord de l'épuisement et lutte pour ne pas être entraînée par le méstrom humain qui l'entoure. « Tous ces gens sont venus, dit-elle, pour rendre hommage avant tout à un homme qui avait du courage. La famille est reconfortée par cette démonstration populaire d'une amplex inattendue. » Elle ne s'étonne pas, en revanche, que le couple présidentiel et les plus hautes autorités du pays — malgré les tentatives pour faire croire à la population que le pouvoir en général, et Mme Marcos en particulier, avait gardé une certaine amitié pour l'adversaire politique qu'était Aquino — se soient abstenus jusqu'à présent de manifester personnellement et directement leurs condoléances à sa famille.

R.-P. PARINGAUX.

● ERRATUM. — Dans l'article de notre correspondant à New York paru dans le Monde du 24 août, il fallait lire que l'administration Reagan a promis 900 millions (et non pas milliards) de dollars d'aide au président Marcos.

## « Indice sérieux » ?

De notre envoyé spécial

Manille. — Alors que de toutes parts se multiplient les appels pour que la vérité soit faite le plus rapidement possible sur le meurtre de Benigno Aquino, les militaires philippins qui étaient responsables de sa protection — et qui sont responsables de l'enquête — ont été, mardi 23 août, sur la place publique le premier « indice sérieux » susceptible, selon eux, de conduire à l'identité de l'assassin. Il s'agit de son slip portant le prénom brodé de Ronnie.

La presse locale accorde la « une » à cette révélation, qui intervient pas moins de deux jours et demi après l'attentat. Compte tenu du fait que l'on affirme ici avoir mis en œuvre le maximum de moyens pour établir l'identité de l'assassin, cette lenteur pour en découvrir les éléments est assez surprenante. Un haut fonctionnaire nous a dit en privé la trouver « déconcertante pour la réputation et la crédibilité des forces armées ».

On s'étonne également, alors que les autorités affirment rechercher des témoins visuels, que ceux qui étaient le mieux placés — une quinzaine de soldats armés chargés d'arrêter

Aquino — n'aient pas publiquement fourni leur version des événements survenus il y a déjà trois jours. Enfin, dans l'état actuel de l'enquête ou de ce que le public en connaît, rien ne vient élever les spéculations tardives émises lundi par le président Marcos selon qui l'assassin « pourrait » avoir été à la solde des communistes. — R.-P. P.

[A Tokyo, le grand quotidien Yomiuri Shimbun note que « de grandes différences » existent entre la version des autorités philippines et ce qu'ont rapporté des témoins sur l'assassinat de Benigno Aquino.

« Le gouvernement, observe-t-il, affirme qu'un homme se faisait passer pour un médecin et a abattu M. Aquino, mais des militaires qui l'ont amené à la sortie de l'avion a-t-il.

L'agence de presse japonaise Kyodo avait auparavant cité un journaliste indépendant, M. Kiyoshi Wakamatsu, qui voyagait dans le même avion que l'opposant philippin et a affirmé avoir vu deux militaires de l'escorte de Benigno Aquino le viser à la tête à 1 mètre de distance, avant de faire feu sur un autre homme qui sortait d'un véhicule militaire garé à proximité.]

# OCÉANIE

## Voyage au cœur du Pacifique sud

### II. — Samoa-Occidentales : comment être indépendant quand on est trop petit ?

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Trop petits et isolés pour être économiquement viables dans le cadre de l'économie mondiale de marché, certains pays du Pacifique sud, comme Samoa, ne peuvent compter, pour survivre, que sur l'aide internationale, tout en tentant d'éviter que cette ouverture forcée sur l'extérieur ne range les structures traditionnelles de leur société, auxquelles ils demeurent attachés (le Monde du 24 août).

Apia. — Avec quatre premiers ministres successifs en moins d'un an, les Samoa-Occidentales sont entrées après vingt ans d'indépendance, dans le monde de la politique moderne et des crises ministérielles. Premier ministre depuis 1976, Tupuola Efi fut battu de justesse par son rival Vai Kolone lors des élections de février 1982. Invalidé par fraude électorale, celui-ci fut à nouveau remplacé en septembre par Tupuola Efi, qui a dû s'effacer en décembre, à la suite d'élections partielles, devant un nouveau chef de gouvernement, Tofuila Efi.

Périphéries électorales, mais qui montent dans un pays traditionnel, où la vie politique est dominée par une hiérarchie de chefs coutumiers, les matai — les seuls à posséder le droit de vote — que les rivalités de personnes et de clientèle ont cédé le pas au débat sur les questions politiques et économiques. Pour la première fois dans l'histoire des Samoa, un véritable parti politique — le H.R.P.P. (le parti pour la protection des droits de l'homme) — s'est constitué et, par sa cohésion, a réussi à écarter du pouvoir la personnalité la plus brillante du pays, Tupuola Efi.

Certes, les élections, qui se jouent entre quelques centaines de matai dans chaque circonscription, sont toujours précédées de palabres, de pressions amicales ou non, de fêtes et de cadeaux — alcool, boîtes de corned-beef, nourriture très prisée, dons à l'église locale, — mais deux problèmes dominent le débat dans l'Etat le plus anciennement indépendant du Pacifique sud : sa dépendance envers l'ancienne puissance coloniale, la Nouvelle-Zélande, et de sérieux difficultés financières et économiques. Pour 20 %, les Samoa, peut-être plus, vivent en Nouvelle-Zélande. Les deux pays sont liés par un traité d'amitié vieux de vingt ans, et la Nouvelle-Zélande demeure le principal donneur d'aide et le premier partenaire commercial des Samoa-Occidentales.

La réaction n'en fut que plus forte quand Wellington décida l'été dernier de retirer aux Samoa nées sous son administration le statut de sujet britannique et les facilités de visite en Nouvelle-Zélande qu'il impliquait. Vai Kolone fut contraint, au cours d'une rencontre dramatique avec son homologue néo-zélandais, M. Muldoon, d'enfermer cette décision, de peur que les conditions favorables d'entrée de ses compatriotes dans ce pays ne soient supprimées. Ce qui suscita l'émotion ou la colère à Apia, en particulier autour de

la question de l'immigration. On rappelle que la colonisation néo-zélandaise ne fut pas toujours un modèle : que la grippe avait tué en 1918 542 des 38 178 Samoa (20 % de la population totale) après que le gouverneur eut négligé d'appliquer la quarantaine sanitaire sur un navire, puis refusé l'aide de son voisin américain ; que le 28 décembre 1929, lors du « Dimanche noir », la police ouvrit le feu sans sommation sur une manifestation non violente du mouvement nationaliste MAU, faisant des morts, dont le grand chef Tupuamase.

« Je me suis senti insulté, ce n'est pas bon de n'avoir qu'un seul ami », nous a dit M. Felix Wendt, le frère du grand écrivain du pays et directeur de l'Ecole d'agriculture. D'autres Samoa se sont déclarés choqués par une mesure considérée comme discriminatoire et par les arguments jugés racistes des Néo-Zélandais. Si l'intransigence de M. Muldoon a été payante à court terme, la blessure dans l'amitié confiante des Samoa risque, chez ce peuple fier, de mettre longtemps à se cicatriser.

### Une facture pétrolière écrasante

Même au sein du H.R.P.P., qui gouverne le pays avec une majorité ténue, la confiance envers l'ancien tuteur risque de ne plus être comme avant. Mais pour le moment, ce parti de notables, qui ont remplacé la foi dans les valeurs collectives traditionnelles par une croyance dans l'économie de marché et l'ouverture aux grands courants d'échange, doit avant tout se préoccuper de remplir les caisses vides. Tupuola Efi, plus nationaliste, s'était lancé dans une ambitieuse politique d'infrastructure coûteuse et qui ne lui a pas rapporté les suffrages escomptés. « Il faut mieux encourager le tourisme, construire un grand aéroport, soutenir la libre entreprise, que de gaspiller de l'argent en routes, ce qui est anti-économique. Il faut investir de l'argent là où on peut faire de l'argent », nous déclare Le Mamea Ropati Muana, pharmacien prospère et nouveau ministre de l'éducation.

Dans sa boutique sur Beach Road, on ne trouve que des produits importés, y compris toute une sélection de déodorants, alors que les Samoa n'ont plus d'argent pour acheter des denrées essentielles. Mais la télévision installée dans les Samoa-Américaines inonde une partie du pays avec ses messages publicitaires et crée une demande. En dépit d'efforts pour développer la production alimentaire, les Samoa continuent d'être friands de conserves de viande et de poisson. Tupuola Efi avait tenté d'en restreindre l'importation ; il dut vite revenir sur sa décision. « Après que l'on eut appris qu'il en faisait venir en cachette pour sa consommation personnelle », assure un haut fonc-

tionnaire de ses amis. Ces goûts, hérités de la colonisation, sont coûteux, en devises, et empêchent le développement de productions locales. Ils ont aussi des effets néfastes sur la santé, mise à mal par la destruction d'un équilibre alimentaire traditionnel.

Les Samoa sont, pourtant, des micro-Etats du Pacifique sud, celui qui a fait les plus gros efforts de développement économique. On y compte plusieurs usines (savonnerie, jus de fruits, aliments pour bétail, brasserie...). Dans une région où la consommation de bière est considérable — à Tonga, voisine, les achats de boissons et de tabac représentent 6,5 % des importations totales, — ce n'est pas sans importance. Par ailleurs, la C.E.E. participe activement à l'exploitation des ressources hydro-électriques des Samoa, finançant largement le barrage de Samasoni. Ces projets devraient permettre aux Samoa d'approcher l'autosuffisance en énergie électrique pendant la saison sèche. Or, au cours du dernier trimestre de 1981, l'achat de pétrole — 22 % des importations totales — absorbaient 99,46 % du revenu des exportations. Les Samoa comptent d'ailleurs beaucoup sur l'aide étrangère pour financer leur développement — 72,5 % du budget de développement prévu par le quatrième plan quinquennal, soit 90 983 000 de talas (dollars samoans), — d'autant que leurs exportations (dont le coprah et le cacao représentent entre 80 et 90 %) stagnent et que les cours baissent plus souvent qu'ils ne montent. Dans une économie encore largement non monétaire, et où les échanges traditionnels jouent un rôle déterminant, les Samoa ont de sérieux problèmes à la clientèle. — Les Samoa ne sont guère tentés de produire plus, plus régulièrement et sur une longue période. « Quand ils se fixent un objectif à atteindre, ils n'auront de cesse d'y parvenir », que ce soit pour financer une église, envoyer un parent à l'étranger. Mais après, jusqu'au prochain besoin, sur une terre aussi agréable, la pause est légitime et le rythme se ralentit.

### Se hâter lentement

« Il ne faut pas pousser trop brutalement au changement, cela prendra du temps », insiste M. Wendt, qui, matai, donne l'exemple dans son village natal, une fois quinté son bureau climatique. « Il faut donner l'exemple comme je le fais. J'ai la plus grande plantation de taro (1) du village, bien que je n'en aie pas besoin. Je le cultive traditionnellement, avec une technologie abordable par mes voisins, pour qu'ils puissent m'imiter. Il faut travailler dans le système (1). J'ai eu des problèmes pour convaincre le conseil du village de traire les vaches le dimanche — le jour du Seigneur — mais j'ai finalement eu gain de cause. » M. Wendt est aussi en faveur d'une « politique alimentaire » basée sur l'autosuffisance avec, si nécessaire, des mesures radi-

cales, comme la réduction autoritaire de l'implantation de produits appréciés tels le riz et les conserves. Mais quel gouvernement aurait le courage de prendre une telle décision ?

C'est pourtant dans le développement de l'agriculture à la base, par de petits projets villageois, d'abord pour nourrir la population, ensuite pour exporter de quoi payer ses importations, que réside l'espoir pour les Samoa. Sous l'impulsion de Tupuola Efi, des micro-projets ont vu le jour dans de nombreux villages, financés à 65 % par le gouvernement, à condition que la communauté locale prenne le reste en charge. C'est aussi à elle de choisir le projet qu'elle désire (plantations, élevage, pêche, irrigation).

Ainsi, à Leu-Saali, sur la côte nord de l'île d'Upolu, l'association des femmes a ouvert un élevage de poules, issues de poussins importés de Nouvelle-Zélande. Ses dix membres vendent les œufs et bientôt les poulets. A des rôles elles surveillent le poulailleur, baraque en bois aux abords du village. En trois ans, elles ont remboursé leur dette et mis de l'argent à la caisse d'épargne. Avec leurs économies, une délégation est partie à Hawaï pour obtenir des fonds de compatriotes expatriés.

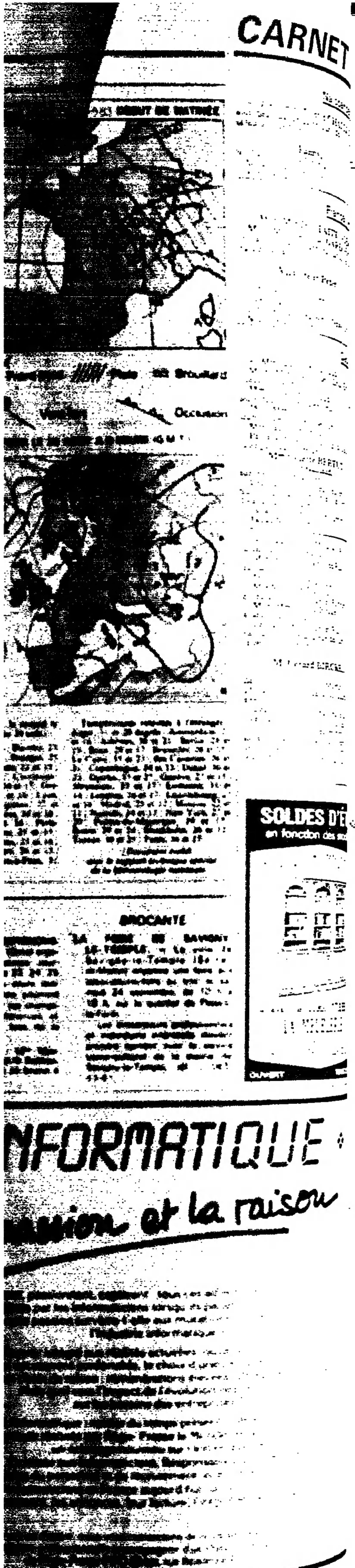
Mais ces ressources venues de l'étranger, si elles renflouent l'économie locale — qui supporte mal le choc causé par la concurrence internationale, l'éloignement des grandes routes commerciales, les commandes à créer une mentalité d'assistés. De même peut-on craindre que le nouveau gouvernement, en ouvrant trop vite le pays au monde extérieur, en acceptant la tutelle d'organismes financiers internationaux, n'accroisse à terme le déséquilibre et ne provoque des contrechocs brutaux sur une société qui s'efforce tant bien que mal de s'adapter. Que se passerait-il, par exemple, si des plantations étrangères étaient autorisées dans un pays où la terre — la seule richesse — est propriété collective ? « On ne peut changer le système agricole sans s'attaquer à des changements dans le système politique », et en particulier dans celui des matai, qui domine la société samoane, prédit M. Wendt.

Ce bouleversement engendrerait peut-être le suffrage universel. Mais il est certain que les structures traditionnelles paternalistes, autoritaires et contraignantes certes, mais qui garantissent à chacun le minimum vital — exploseraient sans que l'on sache très bien ce qui les remplacerait. Serait-ce un mieux pour les Samoa ? Dans l'archipel voisin de Tonga, pour prévenir une telle éventualité, la monarchie, millénaire, s'est donnée une pompe victorienne et un pouvoir quasiment absolu.

(1) Plantes cultivées pour leurs tubercules alimentaires.

Prochain article :

TONGA : « GOD SAVE THE KING »



Handwritten signature or mark at the bottom right of the page.



FAITS ET JUGEMENTS

Tuerie d'Avignon : il y a eu au moins deux tireurs

M. Germain Bayle, expert en balistique, a affirmé, mardi 23 août, qu'au moins deux tireurs sont à l'origine de la tuerie de l'hôtel Sofitel d'Avignon, le 5 août. Le barman et le bagagiste auraient été tués par le même homme. D'autre part, quatre des cinq balles tirées par une ou deux autres personnes qui ont causé la mort des cinq victimes de la chambre 209 proviennent de la même arme, de calibre 9 mm, a précisé M. Bayle. La quatrième balle proviendrait d'une autre arme. Cette première analyse balistique ne sera confirmée que par l'examen des derniers projectiles, qui n'ont pas encore été remis par le juge d'instruction, M<sup>re</sup> Françoise Alliot, à l'expert.

Le commissaire Yves Bertrand, qui dirige le S.R.P.J. de Montpellier, a chargé deux agents de la brigade financière de s'informer sur le passé juridique et financier du groupe d'entreprise propriétaire, notamment, du Sofitel Pont-d'Avignon.

Un détenu permissionnaire en cavale arrêté

Un détenu en cavale, Michel Sourmalet, 48 ans, qui avait blessé gravement un sous-brigadier, le 21 juillet à Belfort (*Le Monde* du 26 juillet), a été arrêté dans un bar de Toulouse et déferé mardi 23 août au parquet.

Michel Sourmalet, originaire de Marmande (Lot-et-Garonne), repris de justice, n'avait pas regagné au terme d'une permission de sortie la centrale de Muret (Haute-Garonne), où il était détenu pour vols qualifiés.

La P.-D. G. de Cartier, les recéleurs et la police

« La prévention des hold-up passe notamment par le démantèlement des réseaux d'écoulement de la marchandise volée », a déclaré M. Alain-Dominique Perrin, P.-D. G. de la firme Cartier, dont le magasin de Cannes a été dévalisé, vendredi 19 août, par deux malfaiteurs (*Le Monde* daté 21-22 août). Pour M. Perrin, ces réseaux « se développent à grande vitesse et sont de plus en plus performants », et, selon lui, les bijoux volés à Cannes « ont quitté la France moins de deux heures après le hold-up », pour être vendus, soit démontés, « soit tels, quels à des collectionneurs ».

M. Perrin a déploré que Bruno Sullak, l'un des deux malfaiteurs présumés, « ne soit pas considéré par la police comme un gros gibier », et qu'il ait eu tout loisir « de se promener tranquillement à visage découvert, un tel hold-up ne s'improvisant pas mais réclamant, au contraire, une longue préparation ».

Le montant du hold-up de Cannes a été définitivement évalué à 43 millions de francs.

JUSTICE

LA « PROPAGATION DE FAUSSES NOUVELLES » EN CORSE

Une contre-attaque désuète

Atteinte au droit de la presse, restriction des libertés d'opinion et de réunion... La C.C.N. (Consulte des comités nationalistes), courant légal du mouvement indépendantiste corse, s'est trouvée, depuis plusieurs semaines, un nouveau cheval de bataille : la dénonciation d'une « répression politique » exercée par l'État contre ses dirigeants.

La thèse du « complot » gouvernemental, dans l'affaire de la disparition, le 17 juin, d'un militant nationaliste, Guy Orsoni, paraît provisoirement remise au second plan. La C.C.N. critique davantage, ce mois-ci, les poursuites judiciaires, dont font l'objet certains de ses responsables.

Le 13 juillet, une demi-douzaine de militants nationalistes étaient d'abord inculpés de « propagation de fausses nouvelles » dans le cadre de l'affaire Orsoni. D'autres étaient poursuivis pour « reconstitution de li-que dissoute ». Ils avaient organisé, le 10 juillet, une réunion publique à Vico (Corse du Sud), le village de la famille Orsoni, durant laquelle s'était montré un commando armé de l'ex-F.L.N.C. (Front de libération nationale de la Corse). Interpellés puis remis en liberté, placés sous contrôle judiciaire, ces militants, qui se sont pourvus en cassation, se voyaient

empêchés de participer à des assemblées publiques de la C.C.N. Puis la justice, en août, s'était mise à relier, avec une minutie taylorienne, les discours publics des nationalistes, les tracts, les entretiens à la presse, saisissant, même pour constituer ses charges, des bandes enregistrées de Radio-Corse ou de FR 3 Ajaccio.

Enfin, la semaine dernière, des poursuites sur citation directe étaient engagées contre M<sup>re</sup> Pascale Verd, rédactrice en chef du mensuel nationaliste *U Ribombu*, soupçonnée de s'être rendue responsable, de par sa fonction, de « propagation de fausses nouvelles » - toujours les accusations de « complot » dans l'affaire Orsoni - et d'atteinte à l'autorité de « la chose jugée ».

Credo

Après s'être laissé accabler, sans réagir, de critiques au mois de juillet, l'État semble avoir décidé de répliquer aux nationalistes au moyen de poursuites judiciaires, qui ne font pas l'unanimité dans l'opinion insulaire et paraissent très désuètes. Certains assument même ces poursuites à une répression du « délit d'opinion » qui, à les en croire, rappellerait les pratiques en cours, en Corse,

sous le septennat précédent, à l'égard des autonomistes et des séparatistes.

Une partie de bras de fer est en tout cas engagée entre les autorités insulaires et les nationalistes. Pour éviter d'interdire la C.C.N., l'État est apparemment contraint d'employer des moyens peu en harmonie avec le comportement judiciaire qu'une partie de l'opinion corse attendait de la gauche.

La C.C.N. a compris le bénéfice qu'elle pouvait tirer de ce climat de suspicion et de multiples contacts avec tous les milieux qui avaient eu à souffrir, dans le passé, d'atteintes à ces libertés. Avec, par exemple, l'Union du peuple corse (U.P.C.) du docteur Edmond Simeoni. Ou encore, avec la presse, de plus en plus soumise à des tracasseries administratives, et qui avait entretenu, pourtant, des relations tendues avec la C.C.N. durant les premières semaines d'enquête sur la disparition de Guy Orsoni.

Ph. BG.

Audition de M. Jean-Maurice Agnelet

L'ancien avocat Jean-Maurice Agnelet, inculpé d'homicide volontaire dans l'enquête sur la disparition d'Agnes Le Roux, s'est vu signifier, mardi 23 août, par M. François Boissieu, juge d'instruction au tribunal de Nice, l'inculpation d'abus de confiance (*Le Monde* du 16 août).

M. Agnelet a notamment été interrogé sur les comptes bancaires qu'il a ouverts en Suisse à la suite de la transaction conclue en mai 1977 entre M. Jean-Dominique Fratoni, ancien P.-D.G. du Casino Ruhl, et Agnes Le Roux. M. Agnelet, qui a toujours affirmé être dépositaire des fonds reçus par Agnes Le Roux, est soupçonné d'avoir détourné une somme d'environ un million de francs au profit de son amie, M<sup>me</sup> Laurence, qui a acheté un restaurant à Montréal.

La belle-fille de Licio Gelli a été entendue par la police

Interpellée mardi 23 août à Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes), où les Gelli possèdent une résidence d'été, la villa Espalio, Marta, épouse de Rafaelo Gelli, qui est considéré par les enquêteurs comme le cerveau et le principal exécutant de l'évasion de son père, Licio Gelli, a été entendue dans les locaux de la police judiciaire à Nice. La jeune femme, qui a été laissée en liberté après son audition, avait été mise en cause par M. Alain Devérin, le décorateur monégasque inculpé et écroué la veille pour complicité d'évasion et aide à l'entrée et au séjour d'un étranger en situation irrégulière en France. M. Devérin avait affirmé aux enquêteurs à Nice que M<sup>me</sup> Marta Gelli lui avait demandé de louer la Renault 9 qui devait prendre en charge le maître de la loge P 2 à son arrivée à Monaco, le 10 août dernier. (*Corresp.*)

SCIENCES

Des résultats d'expériences soviétiques de Salut-7 sont ramenés au sol par Cosmos-1443

Une capsule récupérable s'est séparée du satellite soviétique Cosmos-1443 et s'est posée en douceur, mardi 23 août à 13 h 2 (heures françaises), dans le Kazakhstan, à 100 kilomètres au sud-est de la ville d'Artyk. L'agence Tass annonce qu'elle rapporte 350 kilogrammes de matériels divers : films photographiques pris par les cosmonautes Vladimir Liskov et Alexandre Alexandrov au cours de leur programme d'études géophysiques, matériaux, technologies et biologiques, équipements usagés de la station Salut-7 qui vont être expertisés au sol.

Cosmos-1443, qui continue son vol orbital mais dont on ignore s'il lui reste une mission à accomplir, était resté fixé du 10 mars au 14 août sur la station Salut-7. Son départ a permis l'arrivée d'un cargo

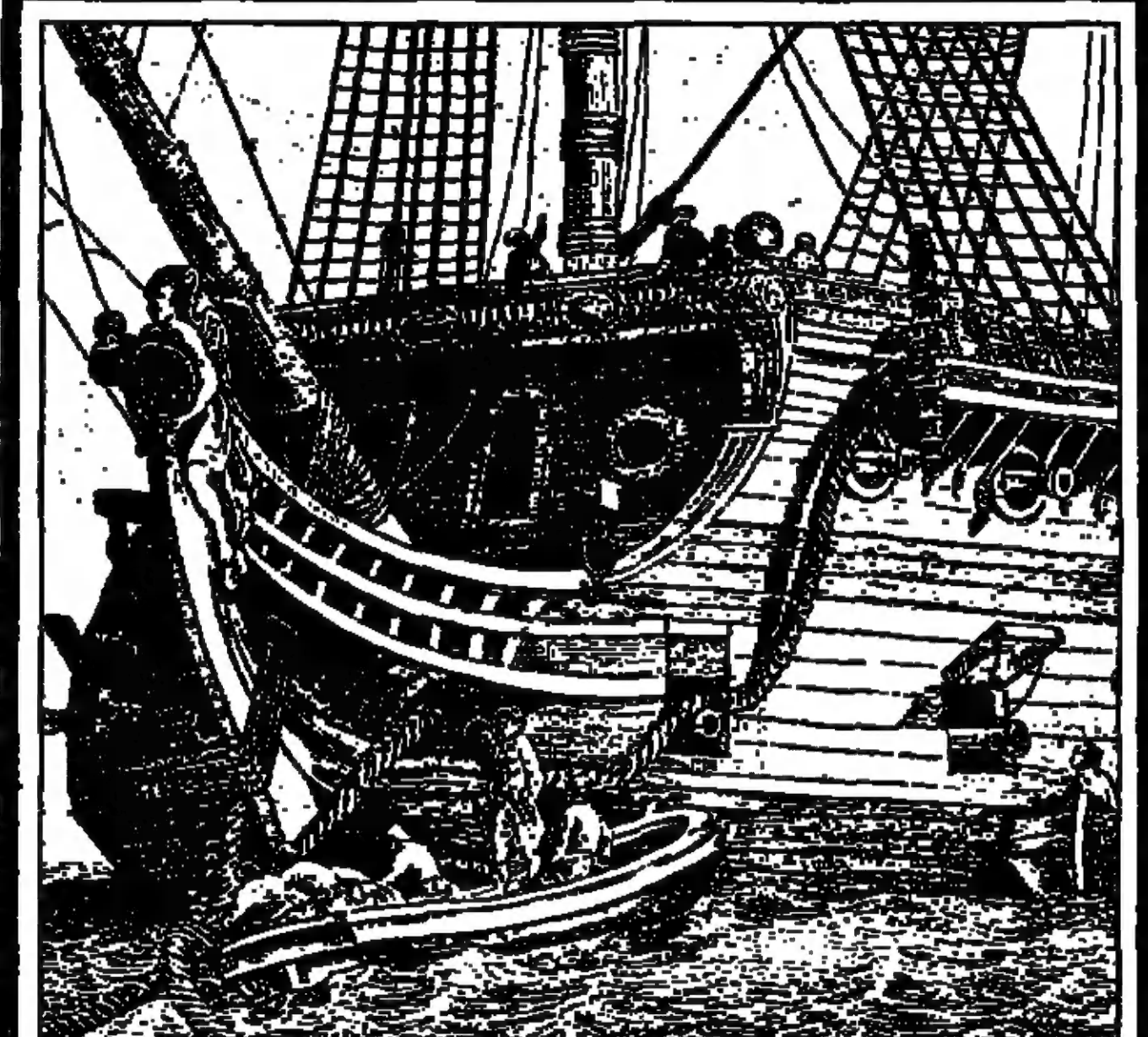
Progress-17 que les cosmonautes déchargent actuellement. Long de 13 mètres avant séparation de la capsule récupérable, pesant 20 tonnes, Cosmos-1443 a joué un triple rôle. Il a été un cargo plus vaste que les Progress et capable, contrairement à eux, d'assurer le voyage de retour après celui d'aller. Il a été un remorqueur, ses moteurs ayant à plusieurs reprises modifié l'orbite du « train spatial » qu'il formait avec la station Salut-7 et le vaisseau Soyouz-T-9. Enfin, il a constitué une vaste salle de travail pour les cosmonautes puisque son diamètre dépassait 4 mètres. Selon l'un de ses constructeurs, il est « le prototype de blocs qui pourront abriter des laboratoires spécialisés, l'un en astrophysique, un troisième en biologie, etc. ».

L'ETOILE DES NEIGES

Enfants de 6 à 13 ans, tous les jours de 10 h à 13 h, tous les jours de 14 h à 17 h. Maladies des voies respiratoires et Asthme. Cadre familial - 20 lits - Alt. 850 m. 05400 La Roche-des-Arnauds. Téléphone : (92) 57-82-57

L'éditeur d'art JEAN de BONNOT commémore le bicentenaire d'un grand exploit de la Marine française

En 1782, la Marine royale venait de terminer sa mission d'appui aux insurgés américains contre l'Angleterre et pouvait enfin mettre en œuvre une expédition de reconnaissance scientifique et géographique dans l'Atlantique et le Pacifique.



Il y a 200 ans : le voyage autour du monde de La Pérouse

ou la tragique épopée des deux Océans

Un ouvrage d'un intérêt exceptionnel

Le « Voyage de La Pérouse » est un livre exceptionnel dans lequel le navigateur a noté scrupuleusement tous les événements de son grand périple. Dans notre édition, le texte intégral de son journal de bord. Nous y avons ajouté les relations du commandant Dumont d'Urville et d'autres marins au sujet de la découverte de l'épave. Cette collection en deux volumes est abondamment illustrée de documents de l'époque et à chaque page sont reproduits, d'après des gravures anciennes,

les portulans ou les profils côtiers des principaux endroits reconnus par l'expédition.

Cet ouvrage complet en deux volumes, édité sous ma signature, a bénéficié de toutes mes attentions. La reliure est en plein cuir de mouton bleu outremer coupé d'une seule pièce. Les plats et le dos sont ornés de motifs de l'époque, frappés à froid ou à chaud avec de l'or véritable titré 22 carats. La tranche supérieure est également dorée à l'or véritable. Le papier est le vergé bibliophile filigrané à mes armes dans la masse. La composition manuelle à l'ancienne est fidèlement reproduite. Les finitions sont raffinées : dos galbé, mors marqués, gardes de style, signet et tranchefiles tressés, cahiers cousus au fil robuste, etc.

C'est cette belle édition que je désire offrir à mes fidèles clients avec la garantie habituelle de remboursement en cas de non-satisfaction.

**Garantie totale**

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des ouvrages de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'ouvrage et le cuir embellissent avec la patine du temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

*Jean de Bonnot*

**CADEAU**

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale sur bois représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

*Jean de Bonnot*

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Qui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume du « Voyage autour du monde » de La Pérouse, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 131,50 F (+ 9,00 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix, le mois suivant.

Nom ..... Prénom ..... 1  
N° ..... Rue .....  
Ville ..... Code postal .....  
Signature .....

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

♦ INFORMATIQUE ♦

**La raison**

Métier d'avenir, intégré aux réalités actuelles où la position du demandeur d'emploi est souvent confortable.

Rémunération élevée, des offres d'emploi très nombreuses, mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur la nature des besoins des entreprises ?

Voir page 16

Jean-Claude COURCHAY

ASCO

Télex : 270 105 FTXFRA / 128

913-05-63 + LIGNES GROUPÉES

ZONÉ STANDARD et PERSONNALISÉ BLEU - VERT - GRIS - PSI CAROLL FINE ou DÉTACHABLE

BANDES - CARTES - DISQUETTES MOBILIER D'ENVIRONNEMENT

324, route de Saint-Germain - 78420 CARRIÈRES-S-SEINE

« Nos garanties que nos lecteurs ont toujours en plein cœur : le monde, découvertes d'un autre monde. »

**Les équipages périssent, mais les documents sont sauvés**

Si le journal de La Pérouse, les cartes et les documents de l'expédition n'avaient été remis à M. de Lesseps, à Kamtchatka, la perte pour la science aurait été irréparable. Le dernier rapport de La Pérouse fut expédié de Botany Bay, en Australie, le 26 janvier 1788. Puis ce fut le silence.

Malgré les différentes recherches effectuées, c'est en 1828 seulement que le commandant Dumont d'Urville retrouva l'épave de l'Astrolabe près de l'île de Vanikoro et apporta des preuves : les rescapés semblaient avoir été massacrés par les indigènes après leur naufrage.

Par la suite, d'autres recherches furent entreprises par la Marine nationale, mais on ne saura peut-être jamais les circonstances exactes de la perte des deux vaisseaux et l'Océan garde encore de nos jours le secret de la mort de La Pérouse et de ses intrépides marins.

DIPLOMATIE

Les Nations Unies ont un comité de l'ONU dans une soie secrète

La destruction des armes chimiques

Les Nations Unies ont un comité de l'ONU dans une soie secrète. La destruction des armes chimiques. Les Nations Unies ont un comité de l'ONU dans une soie secrète. La destruction des armes chimiques. Les Nations Unies ont un comité de l'ONU dans une soie secrète. La destruction des armes chimiques.

LE GÉNÉRAL DE GAULLE DÉMENT QUE L'AMÉRIQUE AIT DES ARMES NUCLEAIRES

Le général de Gaulle a démenti que l'Amérique ait des armes nucléaires. Le général de Gaulle a démenti que l'Amérique ait des armes nucléaires. Le général de Gaulle a démenti que l'Amérique ait des armes nucléaires.

LA FRANCE A DES ARMES NUCLEAIRES

La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires.

LA FRANCE A DES ARMES NUCLEAIRES

La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires.

LA FRANCE A DES ARMES NUCLEAIRES

La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires. La France a des armes nucléaires.



# ÉDUCATION

## Le contentieux entre municipalités et écoles privées

Les chambres régionales des comptes adressent des « mises en demeure » à plusieurs communes

Officiellement installées depuis le mois de février, les vingt-quatre chambres régionales des comptes ont commencé leur mission de contrôle des décisions budgétaires des collectivités locales. Dans chaque région de métropole et dans les départements d'outre-mer, des magistrats disposent des mêmes pouvoirs d'investigation que ceux que détiennent les juges de la cour des comptes. Les politiques financiers des communes, départements, régions, sont ainsi jugés, avant que le représentant de l'Etat ne prenne la moindre décision à leur encontre, par une communauté de magistrats indépendants et inamovibles (le Monde du 22 avril 1982).

Les chambres régionales se substituent en partie aux « trésoriers payeurs généraux » (les T.P.G.) pour juger la comptabilité établie par les comptables publics des communes.

C'est en fonction de cette mission que de nombreuses associations, représentant des organismes de gestion d'établissements scolaires privés catholiques, ont saisi les chambres des litiges qui les opposent à certaines municipalités. Ces associations réclament aux communes une participation au financement du fonctionnement de l'école tel que le prévoit la loi Guemour du 25 novembre 1977.

Les différentes chambres ont enregistré, dans ce domaine, plusieurs centaines de saisines. Pour ces dossiers elles ne rendent pas de jugement mais donnent un avis, proposent et peuvent aussi adresser une mise en demeure à la commune concernée. Si cette dernière n'obtempère pas, la chambre peut demander l'intervention du commissaire de la République, qui, seul, prend la décision. Le représentant de l'Etat peut, par exemple, inscrire d'office la dépense en question au budget de la commune. Mais des recours sont possibles devant le tribunal administratif et le Conseil d'Etat.

La même chambre régionale a aussi demandé à la commune de Commercy (Meuse), dont le maire est socialiste, de verser 600 000 F à l'école privée Sainte-Jeanne-d'Arc. La chambre de la région Nord a pris des décisions semblables à l'égard de deux communes du sud du département.

### En Bretagne et dans le Centre

En Bretagne, ce sont trois communes du Finistère : Lanmeur, dont le maire est communiste, Plougasnou et Plouguenven, dont le maire est socialiste, qui ont été mises en demeure de verser leur contribution pour assurer le fonctionnement d'établissements privés.

La chambre de la région Centre a invité les communes de Liguil (Indre-et-Loire) et Issoudun (Indre) à régler les sommes qu'elles devaient à des écoles catholiques. Le maire d'Issoudun, M. André Laignel, député socialiste, a déclaré dans un entretien accordé à l'agence France-Presse qu'il refusait de répondre à cette demande. Selon M. Laignel, « l'argent public doit aller à l'école publique » et les parents qui veulent que leurs enfants soient scolarisés dans des « écoles d'endochrétisme » doivent « assumer leurs choix idéologiques ». Le maire d'Issoudun « met au défi » le commissaire de la République de l'Indre d'inscrire d'office au budget de la commune la somme réclamée par l'école.

M. Laignel, qui est aussi membre du secrétariat national du bureau exécutif du P.S., souhaite que le gouvernement prenne une décision à propos de l'enseignement privé. « Nous avons suffisamment tergiversé », estime-t-il.

**Des bouquins par milliers !**  
LES CLASSER, LES RANGER ?  
RAYONNAGES, ÉTAGÈRES  
À VOS MESURES  
Équipés tout un mur  
pour un budget  
INCROYABLEMENT MODÈSTE  
avec le **RM LEROY FABRI**  
spécialiste  
qui a fait ses preuves  
« le Monde » du 29-3-1978  
206, avenue de Malin, PARIS-14<sup>e</sup>  
Tél. : 540-57-40 (Métro Alésia)

## Ne perdez plus de temps dans vos études !

Pendant les deux ou trois ans que vous passerez sur les bancs des écoles traditionnelles de gestion, vous apprendrez certainement des choses utiles. Vous pourrez également consacrer du temps à vos loisirs, aux associations d'élèves ou au bal annuel. Et, en prime, vous pourrez voir évoluer les carrières de ceux qui, au même âge que vous, seront déjà dans les entreprises, aux bonnes places...

Parce qu'ils auront choisi une formation courte, intensive et concrète. Comme celle dispensée dans notre programme de formation polyvalente en gestion.

### Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

**ECADÉ** Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), 021/22 18 11

# RELIGION

SELON L'AGENCE FIDES

## Les « Églises du silence » existent aussi en Afrique et en Asie

De notre correspondant

Cité du Vatican. - Lorsque Jean-Paul II dans l'un de ses discours à Lourdes avait parlé du problème de « ceux qui souffrent pour leur foi », le Monde du 16 août qualifiant cette restriction de la liberté personnelle de « sorte de mort civile », beaucoup, à commencer par la presse italienne, avaient interprété ces propos comme une référence aux pays de l'Est. Le pape, pourtant, avait évoqué, en fait, « les régions les plus diverses de chaque continent », mais il était difficile d'imaginer qu'il ne pensait pas aux situations qu'il connaît le mieux. C'est en tout cas l'interprétation qui a été donnée par Moscou du discours de Jean-Paul II, dont l'agence Tass a dénoncé le 19 août les propos « anti-socialistes » faisant partie « d'une stratégie du Vatican destinée à intensifier l'opposition idéologique avec les pays socialistes ».

Peu de temps auparavant, le 30 juillet, l'agence internationale Fides avait publié un commentaire et donné des précisions sur la situation des Églises qui, en Afrique et en Asie, « souffrent pour leur foi ».

L'œuvre d'évangélisation de l'Église, écrit Fides, porte avec elle un long martyrologe qui n'est pas encore terminé, « faisant allusion notamment à la présentation par Mgr Simon Lourduany, à la onzième assemblée plénière de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, réunie en avril 1983, de la situation des Églises dépendant de ce dicastère missionnaire ».

« L'ère des martyrs », souligne Fides, ne sera pas terminée tant que l'on ne respectera pas les droits fondamentaux de l'homme et de la liberté religieuse en particulier. « Au 30 juin 1983, sur les 892 circonscriptions ecclésiastiques qui dépendent du dicastère pour les missions,

139 se trouvaient dans ce que l'on appelle l'Église du silence : 6 en Albanie, 141 en Chine, 3 au Cambodge, 3 en Corée du Nord, 4 au Laos, une en Mongolie et 1 à Sahalintrelle. Les luttes intestines ont entraîné souvent des persécutions contre l'Église elle-même, comme ce fut le cas au Zaïre où de nombreux missionnaires ont été massacrés ou expulsés ; au Nigeria, également, avec la guerre de sécession du Biafra ; au Soudan, au Congo, au Cameroun, au Zimbabwe, en Guinée Équatoriale, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi où dix membres de l'Institut missionnaire de saint François-Xavier ont été expulsés récemment. L'an passé encore en Angola, au Mozambique, en Ouganda, des missionnaires, hommes et femmes, ont été victimes de la violence ou séquestrés ainsi que d'autres personnes ou agents de l'évangélisation ».

Fides donne quelques précisions : « En Ouganda, l'Église en général et son représentant, le cardinal Nsubuga, font face à tous les risques - y compris celui de leur vie - en rappelant sans cesse la doctrine morale de l'Évangile... En Angola, pendant l'année 1982, plusieurs missionnaires ont été assassinés, d'autres, parmi lesquels l'archevêque de Lubango, à présent cardinal, ont été enlevés... » Au Mozambique également plusieurs missionnaires ont été victimes de la violence et d'autres ont été enlevés ».

En ce qui concerne l'Asie, « de plus de nombreuses années, écrit Fides, l'Église connaît un long calvaire en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam, au Laos et au Cambodge ; il faut y ajouter le drame des réfugiés du Sud-Est asiatique ».

PHILIPPE PONS.

# SPORTS

TENNIS

## La quinzaine des jeunes à Roland-Garros

La grande quinzaine des jeunes tennismen bat son plein au stade Roland-Garros devant un parterre de parents et d'entraîneurs. Dimanche 21 août, Franck Férier (Meun) et Nathalie Phan-Thai (T.C. Paris) ont conquis les titres de champions de France juniors. Ce mercredi, les finales nationales des cadets devraient opposer François Errard (Racing C.F.) à Olivier Delaître (Metz) et Valérie Lamotte (Vincennes) à Frédérique Lindrec (C.A.S.G.). Les minimes aborderont, jeudi, les quarts de finale de leur championnat, dont la finale est prévue dimanche 28 août.

### Guillaume, treize ans, 15/3

Le tennis est un sport épuisant... pour les parents d'apprentis champions. Christian Raoux, ingénieur à la centrale atomique de Marcoule, et sa femme, enseignante, tous deux venus de Bagnols-sur-Cèze (Gard), pour soutenir leur fils Guillaume, l'un des huit qualifiés pour les quarts de finale des minimes, peuvent en témoigner. Crispé, l'estomac noué, la mère s'était réfugiée dans un coin de tribune pour échapper au regard de son fils et lui cacher son angoisse. A une dizaine de mètres d'elle, le père, les mains moites et le pouls à 120 pulsations par minute, s'efforçait d'analyser techniquement chaque coup, pour tromper son anxiété.

Il est vrai que sur le court Guillaume était revenu de loin. Vainqueur du premier set, il avait perdu le deuxième et s'était retrouvé mené 3-0 dans le troisième. Avant de s'imposer 7-5, il avait dû sauver une balle de 4-0 sur le service de son adversaire. Sa performance est d'autant plus méritoire qu'à treize ans il est encore minime première année et classé à 15/3 (milieu de troisième série). Pour parvenir au quart de finale, il a éliminé trois adversaires d'un an plus âgés et classés respectivement à 15/3, 15

(fin de deuxième série) et 15/1 (tête de troisième série).

Depuis son inscription, à huit ans, à l'école de tennis des Roquettes, par son père qui avait découvert ce sport à trente et un ans, après un accident de football, et se retrouve dix ans plus tard classé 15/2, Guillaume n'a pas perdu de temps. A dix ans il était demi-finaliste du championnat du Languedoc-Roussillon des poussins. Un an plus tard, il devenait champion de sa ligue en Benjamin première année et se voyait offrir une bourse pour un entraînement hebdomadaire de trois heures de tennis avec son moniteur de club et pour deux heures de préparation physique avec un professeur d'E.P.S. L'année suivante, il confirmait son titre en Benjamin deuxième année. C'est à Roland-Garros, l'été dernier, à l'occasion des championnats de France Benjamin où il avait été battu en quart de finale, que son jeu d'attaque avait séduit Patrick Boute, le responsable de la section tennis-études au lycée du Parc impérial à Nice. L'enthousiasme de Guillaume à l'idée de s'occuper à l'été à Yarnick Noah, Gilles Moretton, Dominique Bedel, Henri Lecote ou Guy Forget avait vite balayé les craintes de sa mère concernant sa scolarité.

### NATATION

#### Aux championnats d'Europe

#### DOMINATION ALLEMANDE

Vingt-quatre heures après avoir battu le record du monde du 200 mètres, l'Allemand de l'Ouest Michael Gross a de nouveau réalisé une performance, mardi 23 août, à Rome, aux championnats d'Europe de natation, en égalant son propre record d'Europe en finale du 100 mètres papillon, puis en améliorant, avec ses coéquipiers, le record du monde du relais 4x200 mètres.

Mais pour le public italien, la vedette de la journée a été Giovanni Franceschi, vainqueur du 400 mètres quatre nages en battant le record d'Europe. Plus modestement, les Français ont dû se contenter de deux places de finalistes pour Véronique Jardin sur 200 mètres et pour le relais 4x200 mètres messieurs.

### LES RÉSULTATS

**MESSIEURS**  
100 mètres papillon  
1. Gross (R.F.A.), 54 sec. (record d'Europe) ; 2. Lopez-Zubero (Esp.), 54 sec. 77 ; 3. Markovski (U.R.S.S.), 54 sec. 81.

**400 mètres quatre nages**  
1. Franceschi (It.), 4 min. 20 sec. 41 (record d'Europe ; ancien record : 4 min. 21 sec. 97 par Sidorenko, U.R.S.S.) ; 2. Beradt (R.D.A.), 4 min. 20 sec. 81 ; 3. Hladky (Tch.), 4 min. 23 sec. 52.

**4x200 mètres**  
1. R.F.A., 7 min. 20 sec. 40. Fahrer, Schowta, Schmidt, Gross (nouveau record du monde ; ancien record : 7 min. 20 sec. 30 par les États-Unis) ; 2. R.D.A., 7 min. 23 sec. 01 ; 3. Italie, Andraea, Laget, Fou, 7 min. 37 sec. 62 (7 min. 35 sec. 07 en série).

### DAMES

1. Melnik (R.D.A.), 1 min 59 sec. 45 ; 2. Strauss (R.D.A.), 2 min. 0 sec. 16 ; 3. van Bentum (P.-B.), 2 min. 0 sec. 61.

**200 mètres brasse**  
1. Gwerner (R.D.A.), 2 min. 30 sec. 64 ; 2. Gerasch (R.D.A.), 2 min. 30 sec. 67 ; 3. Zelenkova (U.R.S.S.), 2 min. 33 sec. 10.

### PLONGEON

**Trampoline dames**  
1. Baldus (R.D.A.) : 484,880 pts ; 2. Allabiera (U.R.S.S.), 493,140 pts ; 3. Jongmans (P.-B.), 461,100 pts.

### La vraie décision

Pour Guillaume, le premier bilan est positif. Il a conservé son année scolaire d'avance et déjà est assuré de passer en deuxième série la saison prochaine. Après cette année, où il a dû se prendre en charge, ses parents le trouvent plus sûr que les jeunes de son âge. Se voient-ils pour autant parents d'un futur champion ?

« Jusqu'ici, répondent-ils, tout s'est enchaîné sans que nous ayons à prendre la vraie décision. A Nice, les études sont prioritaires mais la section s'arrête à la fin de la troisième. Ce sera l'an prochain que nous devrons décider. Si Guillaume veut poursuivre dans cette voie, il devra monter à Paris, à l'I.N.S.E.P., où la priorité est accordée au tennis ».

Une décision d'autant plus difficile à prendre que Guillaume refuse d'envisager la porte de sortie traditionnelle. « J'aimerais devenir joueur professionnel, dit-il, une carrière d'enseignant de tennis ne m'intéresse pas ». Christian Raoux et sa femme n'ont pas fini de souffrir au bord des courts.

GÉRARD ALBOUY.

**CYCLISME.** - Le Soviétique Sergueï Kopylov a remporté, mardi 23 août à Zurich, le premier titre des championnats du monde sur piste en gagnant l'épreuve du kilomètre contre la montre, départ arrêté, des amateurs en 1 min. 3 sec. 94 (moyenne 56,302 Km/h). Il a devancé l'Allemand de l'Ouest Gerhard Scheller (1 min. 5 sec. 02) et l'Allemand de l'Est Lothar Thoms (1 min. 5 sec. 07). Le Français Philippe Boyer a terminé neuvième (1 min. 6 sec. 18).

### Unités de Pédagogie Active

**COURS DE VACANCES :** 3 à 6 semaines au choix du 6 juillet au 30 septembre pour entrées en 2<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup>, Terminales, Universités.  
**COURS PARTICULIERS :** 6<sup>e</sup> à Terminale, Math. sup., Lettres sup., Bio.  
**COURS ANNUELS :** 2<sup>e</sup> à Terminales, Math. sup., Lettres sup., Bio.

Du lundi au vendredi de 9 h à 12 h, 14 h à 17 h.  
1<sup>er</sup> octobre 1983 - 30 juin 1984.  
ANGL./ALLEM./ESP./AR./HÉS./LAT./GR.  
M. SARI, 68, avenue d'Iéna, 75016 Paris, Tél. 720-36-80

## DES « ARBRORI



## micro-algues

Claude Guin

**RESPONSABLE** du laboratoire de biotechnologie de l'Institut de Génétique et de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IGBMC) de Strasbourg, Claude Guin a consacré sa vie à la recherche sur les micro-algues. Elle a découvert que ces organismes, très simples, possèdent des propriétés remarquables et qu'ils pourraient être utilisés dans de nombreux domaines de la biotechnologie.

Claude Guin a été la première à démontrer que les micro-algues possèdent des propriétés photosynthétiques et qu'elles peuvent produire des substances utiles à l'homme. Elle a également découvert que ces organismes sont capables de se reproduire très rapidement et qu'ils peuvent être utilisés pour la production de biocarburants.

Claude Guin a été la première à démontrer que les micro-algues possèdent des propriétés photosynthétiques et qu'elles peuvent produire des substances utiles à l'homme. Elle a également découvert que ces organismes sont capables de se reproduire très rapidement et qu'ils peuvent être utilisés pour la production de biocarburants.

Claude Guin a été la première à démontrer que les micro-algues possèdent des propriétés photosynthétiques et qu'elles peuvent produire des substances utiles à l'homme. Elle a également découvert que ces organismes sont capables de se reproduire très rapidement et qu'ils peuvent être utilisés pour la production de biocarburants.

Claude Guin a été la première à démontrer que les micro-algues possèdent des propriétés photosynthétiques et qu'elles peuvent produire des substances utiles à l'homme. Elle a également découvert que ces organismes sont capables de se reproduire très rapidement et qu'ils peuvent être utilisés pour la production de biocarburants.

Claude Guin a été la première à démontrer que les micro-algues possèdent des propriétés photosynthétiques et qu'elles peuvent produire des substances utiles à l'homme. Elle a également découvert que ces organismes sont capables de se reproduire très rapidement et qu'ils peuvent être utilisés pour la production de biocarburants.

Claude Guin a été la première à démontrer que les micro-algues possèdent des propriétés photosynthétiques et qu'elles peuvent produire des substances utiles à l'homme. Elle a également découvert que ces organismes sont capables de se reproduire très rapidement et qu'ils peuvent être utilisés pour la production de biocarburants.







YAVUZER ÇETINKAYA

YAVUZER ÇETINKAYA, ARTISTE BOURSIER

« KOYAANISQATSI », DE GODFREY REGGIO

## Un Turc au théâtre

NOM : Çetinkaya. Prénom : Yavuzer. Né le 7 mars 1948 à Izmir. Nationalité : turque. Marié. Un enfant. Profession : comédien.

Chante également (voix de basse du genre qui porte) : vient d'obtenir, en juillet dernier avec mention « très bien », un doctorat de troisième cycle en cinématographie. Actuellement, à la recherche d'un logement provisoire, il commence à répéter, sous la direction de Claude Regy, le rôle d'Anton dans la pièce de Peter Handke, *Par les villages*, qui sera créée au théâtre de Chaillot à partir du 24 novembre.

Taille moyenne. Corpulence trapue (un peu forte peut-être pour ses trente-cinq ans). Barbe abondante, sourcils drus, front un peu bas, mains carrées, Çetinkaya fait partie des gens taillés dans la masse. Sa personne prend de la place, une place souriante. Sans complexe d'aller l'été chaussé de sabots noirs et l'hiver coiffé d'un béret large pour le confort et non la frime, il va et vient, s'active, comme s'il lui fallait sans cesse dépenser un trop-plein d'énergie vitale. Sa voracité pour l'existence passe l'entendement. Il s'active. Apprenti perpétuel. Roi de la débrouille. Marque son territoire. Installe, déploie son monde, sa famille, ici dans une chambre de bonne - premier temps, bourse

du gouvernement français de 1 000 francs par mois, - puis là à la Cité internationale des arts avec des cartons, tables ou chaises prêtées, étagères trouvées aux puces, bouquins glanés et revues amassées, puis à l'été remballé tout dans quelques caisses, comme si de rien n'était. Entrepose les caisses et rejoint son pays pour quelques semaines.

Et si parfois les yeux (bleu-vert) paraissent... cernés ou gonflés, c'est qu'il n'a pas arrêté, depuis septembre 1979, où il atterrissait à Paris après six semaines passées dans un campus bordelais à ingurgiter en accéléré les rudiments casse-têtes et chausse-trapes de la grammaire française. Yavuzer Çetinkaya est, comme on dit, un étudiant étranger à Paris. Il y en a, il y en a eu, il y en aura des centaines dans sous cas, à débarquer dans la Ville, soi-disant Lumière, attendant beaucoup pour avoir longtemps rêvé. La rentrée approche, et ça va recommencer pour les nouveaux venus... Les salles blafardes des restaurants universitaires le soir quand la solitude pèse son poids, le prix des choses si l'on n'a pas le rond, toutes les envies réfrénées, et l'idée un peu de ce que ça veut dire : immigrer, s'exiler. Même si c'est momentanément.

### Pas d'aller simple pour Paris

Si l'on choisit de parler de Çetinkaya, on plutôt de le faire parler, ici, c'est qu'il n'était plus un étudiant en arrivant mais déjà un acteur reconnu en Turquie. Et s'il revient aujourd'hui le temps d'un spectacle et de sa tournée en France, c'est qu'il a d'une certaine façon « réussi » le parcours Istanbul-Paris - parcours quasi sans faute et pourtant plutôt rude. C'est aussi parce qu'il envisage le retour : il n'a pas pris un aller simple, mais résolument choisi de profiter au maximum de ses universités ici pour aller travailler là-bas, même si, comme il résume, « la Turquie traverse une époque difficile du point de vue de la liberté ». « Il me faudra, dit-il, composer avec certaines contraintes, faire des compromis, mais en fin de compte j'aurai peut-être moins de choses de moi à abandonner qu'il n'y en a eu, pour pénétrer dans certains cercles, accepter certaines règles. Chaque cercle a ses siennes. Il s'agit de survivre ». Il a survécu. Mieux sûrement que d'autres en situation similaire. S'est enrichi au sens figuré du mot. On a pu le voir au T.N.P. de Villeurbanne puis à l'Odéon, aux côtés de Bulle Ogier dans *Grand et Petit*, de Botho Strauss, interprétant de toute sa carrure le rôle d'un Turc paumé en Allemagne, vociférant. Il a joué l'hiver passé dans les Bas-Fonds, de Gorki, au

Théâtre de la Ville, mise en scène de Pinter. Pour lequel un qui en 78 ne connaissait pas un mot de français, à part « merci », locution d'usage à Ankara, c'est ce qui s'appelle aller bon train. « Mais, avoue-t-il, chaque soir, devant sept cents spectateurs français, pendant deux mois au moment de cette réplique que j'avais à dire : « Comment faire ? Il faut vivre. Pas de fête, pas d'outil ». Je me demandais pourquoi j'étais là à lancer ces mots-là, à ce public là ? Puis je pensais : après tout si quelqu'un doit le dire pourquoi pas moi ? cependant c'est à mon peuple plutôt - en tant que spectateur et sujet de mes œuvres - que j'ai envie de communiquer ma manière de sentir, d'aimer. En dépit du régime, et même si l'État n'a pas depuis longtemps aidé les artistes, je me sens toujours appartenir à mon pays. « S'il me fallait devenir un exilé permanent, je préférerais devenir un ouvrier, faire un métier qui me permette de vivre en tant qu'entité biologique. Car rester un artiste ajouterait à ma nostalgie, me rendrait fou. Si je donne une fleur, c'est que ma racine est en Turquie. Si je suis coupé des miens, je n'ai rien à dire. » Il ajoute en se moquant de lui-même : « Et vu que je ne serai jamais autorisé, en raison des statuts, à entrer à la Comédie-Française, qu'est-ce que je fais ici n'est-ce pas ? »

### Le type qui parlait à son chien

A cause du retour, il a cessé durant ces cinq années d'écrire pour des journaux et des revues turques, critiques de cinéma et comptes rendus de tous les festivals possibles. Cela lui permettait, par la même occasion, d'avoir une carte professionnelle, d'aller au cinéma gratis, de tout voir. Pour le théâtre, il s'est adressé à l'Institut de théâtre international « sinon c'est inaccessible ».

Ce qu'il a appris au cinéma ? Hormis la consommation effrénée de tous les films possibles (à cet égard Paris est la ville la plus miraculeuse au monde), ce qui lui a été enseigné se résume à ceci : études de troisième cycle de cinéma et réalisation avec Jean Rouch. Il avait passé l'âge limite pour entrer à l'IDHEC. Alors Vincennes, Paris-VIII (deux caméras pour huit cents étudiants), où Jean Narboni, des Cahiers du cinéma, lui a montré la route à suivre : « Si je n'avais pas

suivi le séminaire de Rouch, dit-il, je serais encore incapable de comprendre par exemple Breton. Au début, la sémiologie à la française me paraissait très théorique, difficile. Toute la rhétorique m'était nouvelle, d'autant plus qu'en Turquie j'avais étudié dans une école américaine. Cela me déprimait. »

« Puis j'ai commencé à faire des images en super-8 ». Cela aussi coûtait cher. Il en revient à Rouch qui a été « très aimable », et pour qui il va jouer, dans *Dyonisos*, un film qui vient de recevoir l'avance sur recettes.

« Je me demandais quoi filmer, sinon mes impressions en tant qu'étranger à Paris. Je n'étais pas choqué, mais tout était bizarre pour moi. La baguette par exemple, ce n'est pas « du pain » c'est « une baguette ». Ou cette façon des boulangers de dire « merci » en

rendant la monnaie, mélodique mais pas sincère, croyais-je. Les gens qui s'embrassent dans le métro pendant une demi-heure. En Turquie, c'est difficile de trouver un endroit pour faire l'amour, ici, non, alors pourquoi dans les rues ? Puis moitié consciemment, moitié inconsciemment, j'ai commencé à prendre du recul par rapport aux choses, aux gens. J'étais venu tout « ouvert » naïvement, croyant pouvoir offrir en partage ce que je connaissais, ce que j'étais ; or dans le café où j'allais parfois, il y avait un type qui parlait à son chien, préférait parler du temps qu'il faisait avec son toupie qu'avec moi. C'est une façon de vivre. Ça se comprend, un peu égoïste. C'est contagieux, cela commence à m'influencer... Il y a des exceptions. »

Ainsi a-t-il filmé pour son mémoire de thèse les chiens parisiens : toilettage de chiens, cimetière de chiens, expositions canines... La vie de chien. Il en parle de façon irrésistible. Il peut parler aussi, ainsi, clairvoyant, des programmes de la télévision française qu'il a commencé à regarder « six heures par jour à partir de mars 1979 » : les décades dans les informations, un certain pessimisme, une façon d'imiter les présentateurs à l'américaine.

« Pourquoi la France aurait-elle des complexes ? Au théâtre c'est un peu pareil, dit-il. Les salles les plus importantes consacrent une très très large place au répertoire étranger. C'est un snobisme qui nuit peut-être à la culture française. » Si on lui demande au total ce qu'il a gagné à séjourner ici, où, contrairement à ce qu'il croyait pour avoir la Fitzgerald et Hemingway, « tous les Parisiens ne sont pas des intellectuels ». Il dit : « J'ai été enrichi dans le souci du détail, mais j'ai un peu perdu ma vision globale des choses. »

MATHILDE LA BARDONNE.

C E film au titre impossible, repris, nous dit-on, d'un mot indien *koyi* qui signifie quelque chose comme la vie en défilé, est, depuis un an, un des premiers objets de conversation non seulement à New-York et à Los Angeles, mais aussi à Moscou, La Havane, Berlin, avant d'aborder Paris, puis Tokyo, Budapest, Rabat, Sydney. Son coût de production, assez considérable pour un documentaire, atteint 20 millions de nos francs au change actuel du dollar. La réalisation a duré sept ans. On s'est limité aux seuls Etats-Unis, pour des raisons d'économie, nous explique Godfrey Reggio, un doux géant volubile, ancien frère des écoles chrétiennes, aujourd'hui, qui ne veut plus rien avoir à faire avec ses anciennes convictions, même s'il respecte profondément celles des autres.

Tout commence vraiment à Santa-Fé, au Nouveau-Mexique, à l'Institut d'éducation régionale (I.R.E., abrégé de l'anglais), où il travaille. Vers 1973-1974, selon ses propres termes, Godfrey Reggio est de plus en plus « obsédé par la nature de notre société », à la radio, à la télévision. Il ne cesse de dénoncer l'utilisation de la technologie (et des médias) pour contrôler les esprits : Orwell, est déjà là, dix ans à l'avance. Notre façon de vivre dans l'hémisphère nord revêt un caractère technocratique, la technologie devient une fin en soi, tout le monde vit de la même façon. Aux Etats-Unis, en tout cas, nous y sommes : « Il faut détruire le mythe de notre individualisme bûlé. Les biens matériels à notre disposition ne cessent d'augmenter, mais nos possibilités de choix diminuent. La croissance est l'unique leitmotiv. »

Deux auteurs ont marqué profondément la pensée de Godfrey Reggio, notre compatriote Jacques Ellul et l'attend avec impatience de connaître sa réaction au film, qui vient de lui être projeté. - et Wilhelm Reich, avec son ouvrage *Psychologie de masse du fascisme*. « Le fascisme, n'hésite pas à déclarer Godfrey Reggio, est inscrit dans nos

structures mentales, tous autant que nous sommes. Nous ne sommes plus conscients de la façon dont nous vivons. *Koyaanisqatsi* est né d'une révolte contre cet état de choses. »

Sept ans de travail - on aurait pu aller plus vite si on avait eu tout l'argent tout de suite. Mais le film a été entièrement conçu en dehors des structures commerciales, soixante-dix personnes ont donné à fonds perdus de l'argent déduit de leurs impôts, selon les possibilités offertes par la loi. Les bénéficiaires, s'il y en a, retourneront à la fondation qui est à l'origine du projet, l'I.R.E. Cet argent pourra à son tour être utilisé éventuellement pour un autre projet à but non lucratif (non profit project). Godfrey Reggio se lance dans l'aventure avec un ami de longue date de Santa-Fé, partie prenante dans tous ses efforts pour dénoncer la technologie envahissante, Ron Fricke (prononcer frické). Leur but : « Créer une expérience plus que raconter une histoire, restituer l'expérience de notre vie quotidienne. » Fricke et Reggio ne seront pas tou-

jours d'accord sur le style du film, et d'abord sur l'utilisation de la musique, qui va jouer un rôle capital.

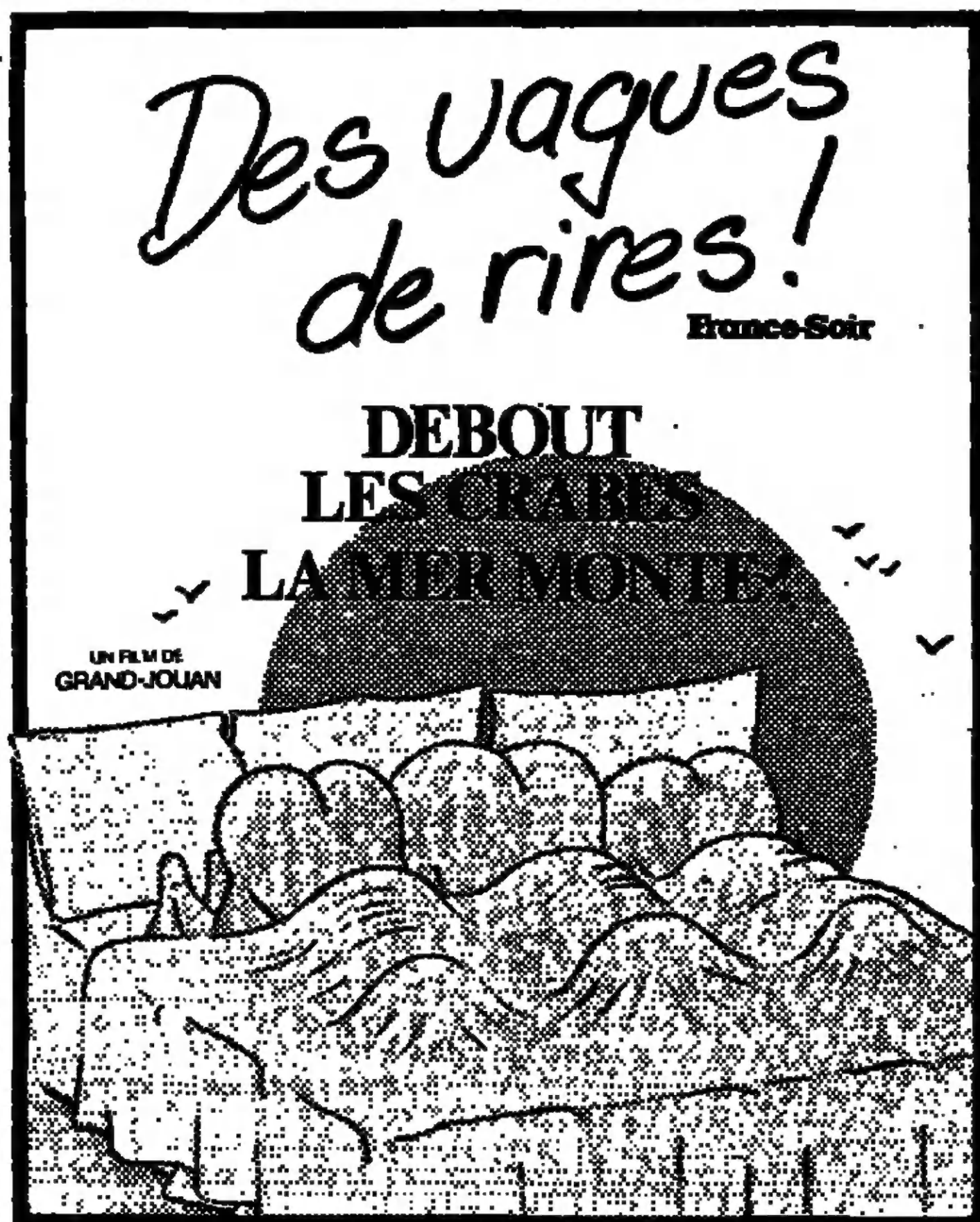
Godfrey Reggio connaît bien l'œuvre musicale de Philip Glass, à qui l'on doit l'extraordinaire partition de *Eisenstein on the Beach*, de Bob Wilson, applaudie à Avignon en 1976. Déjà Philip Glass atteignait une fusion parfaite entre le rythme des corps sur scène et des cadences musicales lancinantes à force de reprendre inlassablement un même phrase. Ron Fricke rêve de Wagner, se fâche un moment quand son camarade prétend imposer Philip Glass, mais le metteur en scène reste intraitable : « J'avais étudié sa musique. Elle possède le don de mettre l'auditeur en transe, de l'induire à la méditation. Elle épouse le rythme de notre univers, elle se moule sur notre démarche mentale.

La musique originale de Philip Glass a été conçue pour soutenir l'idée du film. « Image et musique forment un tout inséparable - sans la moindre parole - au point qu'on doit presque, selon le cinéaste, « voir la musique et entendre l'image ». Totalement novice en matière de

L'IMAGE la plus frappante du film, cette immense lune rougeoyante qui se glisse lentement derrière un gratte-ciel dont elle semble épouser les dimensions, est le résultat d'un trucage dans la caméra : on filme la lune avec l'objectif approprié, en masquant avec une bande noire l'autre moitié de l'objectif ; sur le même film, on imprime ensuite le gratte-ciel sur la moitié du film restée vierge, en masquant cette fois la partie avec la lune et en utilisant la focale appropriée. « Une bonne surprise, on a eu une coïncidence presque parfaite », note Godfrey Reggio. Deuxième trucage à impressions multiples, les scènes au Stock Exchange : le même plan a été impressionné plusieurs fois, d'où le côté fantomatique de l'apparition des personnes. Un travail très minutieux a été nécessaire pour la restauration des stock shots (images d'archives), pour qu'elles s'intègrent parfaitement à l'ensemble du film, quelle que fût leur origine, 16 ou 35 mm. - L.M.

P.S. Godfrey Reggio avoue n'avoir jamais vu la Région centrale, de Michael Snow, qui apparemment paraît notre monde et ses espaces infinis. Il doit ignorer la Pluie, du jeune Joris Ivens, où la caméra et l'être qui la tient se fondent avec la nature dans une sorte de jubilation permanente.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES.



POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES.



UGC BIARRITZ - KINOPANORAMA - ESCURIAL

FRANCIS FORD COPPOLA

PRÉSENTE

UN FILM DE GODFREY REGGIO

KOYAANISQATSI

PROPHÉTIE

"UN SPECTACLE RARE QUI GÎLE TOUTES LES PRODUCTIONS DU MONDE"

Libération.

Musique PHILIP GLASS

Image RON FRICKE

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

281-26-28 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)





***LE NOUVEAU FILM DE PHILIPPE LABRO***

## Scènes à faire et carrière à suivre

➔ Voir les films nouveaux

**« La Crime » n'est pas la « crim »**

Et puis, il y a tout l'aspect procédure qui est complètement gommé. « On ne voit jamais quelqu'un taper à la machine. » Les policiers rappellent qu'ils travaillent en étroite relation avec le juge d'instruction et le procureur

de la République, que jamais ils ne vont seuls chez un témoin, etc. Pour le commissaire Christian Flaesch, « tout cela est caricatural et trop machiavélique même s'il est difficile au cinéma de faire apparaître le travail de routine. Ça se passe plus en douceur. Le film aurait gagné à être plus proche de la réalité car l'intrigue n'est pas mal ».

**La Crime** n'est donc pas la

« crim » pour les policiers interrogés d'autant qu'ils estiment totalement impensable qu'un envoyé du ministère puisse contrôler une enquête comme le fait Jean-Claude Briely (contrôleur Rembert). Le scénario lui a pourtant intéressé. Les allusions très nettes aux affaires de Brogité et Boulin ne leur ont pas échappé. Ils n'y ont vu aucune méfiance. En fait, un thriller comme les autres, « un bon divertissement », disent-ils, que l'on a abusivement intitulé le *Crime*.

**MICHEL BOLE-RICHARD.**

MICHEL BOLE-RICHARD.

**le film le plus féroce et le plus original de l'année**

GRAND PRIX DU PUBLIC DU FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE DE PARIS

**EVIL  
DEAD**

**L'OPÉRA DE LA TERREUR**

[illegible]

\_\_\_\_\_

août/septembre 83  
**FRED BOURGUIGNON**  
PEINTURES  
LES JURANDES — BONAGUIL

Downloaded from <http://ajph.org/> on November 10, 2014

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES VO - UGC BOULEVARD WF - UGC ODEON VO - UGC ROTONDE VO  
CINE BEAUBOURG LES HALLES VO - 14 JUILLET BEAUGRENELLE VO - 3 MURAT VO  
UGC GARE DE LYON WF - LES IMAGES WF  
ARTEL Créteil - ARTEL Rosny - ARTEL Port Nogent - AVIATIC Le Bourget  
JACQUES PREVY Epinay - ALPHA Argenteuil - CYRANO Versailles

**"Ce film est une réussite complète..."**

Julie Christie • Shashi Kapoor  
Greta Scacchi • Christopher Cazenove

# CHALEUR et POUSSIÈRE

un film de James Ivory

**5<sup>e</sup> FESTIVAL de SCEAUX** Du 9 juillet au 2 octobre  
**40 concerts dans l'Orangerie**  
 Tous les vendredis à 21 heures, samedis, dimanches et fêtes à 17 h 30  
**R.E.R. - Bourg-la-Reine - Téléphone : (1) 660-07-79**

**— POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES**

\_\_\_\_\_

Fanny Ardant, J.J. Prinfignan  
**VIVEMENT DIMANCHE**  
LA FILME DE François Truffaut

D'après "THE LONG SATURDAY NIGHT" de CHARLES WILLIAMS  
Avec JEAN-PIERRE KALFON, PHILIPPE LAUDENBACH, PHILIPPE MORIER-GENOUD  
XAVIER SAINT MACARY, JEAN-LOUIS RICHARD et CAROLINE SIHO.  
Adaptation et dialogues : FRANÇOIS TRUFFAUT, SUZANNE SCHIKMAN et JEAN AURE  
Directeur de la Photographie NESTOR ALMENDROS. MUSIQUE : GEORGES DELEST  
Une production PHILIPPO MAGGIORANI - FILMS A.L. - SCÉNARIO ALLES - Distribution par LES ÉTOILES

\_\_\_\_\_

٥٥ من الأصل











# CINEMA

## LES FILMS NOUVEAUX

**LES AVENTURIERS DU COBRA D'OR**, film américain d'Anthony M. Dawson (v.f.) : Paramount-City, 9 (562-45-76) ; Max-Linder, 9 (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12 (343-79-17) ; Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

**CARMEN**, film espagnol de Carlos Saura (v.a.) : Gaumont-Hall, 1 (287-09-70) ; Saint-Germain Village, 2 (633-63-20) ; Hautefeuille, 6 (633-79-38) ; Pagode, 7 (703-12-15) ; Gaumont-Champs-Élysées, 8 (359-04-67) ; Parisiennes, 14 (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15 (824-42-27) ; (v.f.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Bretagne, 6 (222-57-37) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (387-35-43) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Gaumont-Bud, 14 (327-54-30) ; Clichy-Putré, 18 (522-46-01).

**CHALEUR ET FOUSSEUR**, film anglais de James Ivory (v.a.) : Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-08) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8 (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Murat, 16 (651-99-73) ; Images, 18 (522-47-94).

**LA CRIME**, film français de Philippe Labro : Forum, 1 (297-53-74) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Ciné-Boulevard, 3 (271-42-75) ; U.G.C.-Montparnasse, 6 (325-71-08) ; U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-08) ; Biarritz, 6 (723-69-23) ; Marignan, 8 (359-04-67) ; Normandie, 8 (359-04-67) ; U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Athens, 12 (343-01-59) ; U.G.C.-Galaxie, 13 (580-18-03) ; U.G.C.-Gobelins, 13 (326-22-44) ; Miroir, 14 (339-52-43) ; U.G.C.-Convention, 15 (824-42-27) ; Murat, 16 (651-99-73) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 19 (575-79-79) ; Paramount-Mallot, 19 (759-24-24) ; Images, 18 (522-47-94) ; Secouron, 19 (241-77-99).

**DE SI CÉLÈBES PETITS MONSTRES** (v.a.) : U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62) ; (v.f.) : Forum Opéra-Express, 1 (271-52-36) ; U.G.C.-Rotonde, 6 (633-08-22) ; Esplanade, 8 (359-15-71) ; Maxville, 9 (770-72-86) ; Clichy-Putré, 18 (522-46-01).

**EVIL DEAD** (v.a.), film américain de Sam Raimi (v.a.) : Ciné-Boulevard, 3 (271-52-36) ; U.G.C.-Danton, 6 (329-42-62) ; Esplanade, 8 (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13 (326-22-44) ; Miroir, 14 (339-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; U.G.C.-Convention, 15 (824-42-27) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

**KOYANISQATSU**, film américain de Godfrey Reggio : Biarritz, 6 (723-69-23) ; Escurial, 13 (707-28-04) ; Kinoparadis, 19 (306-30-50).

**YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR**, film américain d'Anthony M. Dawson (v.a.) : Forum Opéra-Express, 1 (271-52-36) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Odéon, 6 (325-71-08) ; Publicis-Champs-Élysées, 8 (720-16-23) ; (v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2 (261-50-32) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13 (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14 (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25) ; Secouron, 19 (241-77-99).

## Les grandes reprises

**ANNIE HALL** (A. v.a.) : Studio Alpha, 9 (354-39-47).

**LES ARISTOCRATES** (A. v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

**L'ASSASSINAT DE TROTSKY** (Fr.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

**BARRY LYNDON** (A. v.a.) : Miroir, 14 (339-52-43).

**BYE BYE BRASIL** (A.) : Dauphin, 14 (321-41-01).

**CANNIBAL HOLOCAUST** (A. v.f.) : Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

**CERTAINS L'AIMENT CHAUD** (A. v.a.) : Champs, 5 (354-31-60).

**LES CINQUANTE-ET-UN JOURS DE PEKIN** (A. v.a.) : Action-Christine, 6 (325-47-46) ; Escurial (Hsp.), 13 (707-28-04).

**LES CHIENS DE PABLO** (A. v.a.) : U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-08).

**CONAN LE BARBARE** (A. v.f.) : Montparnasse, 14 (329-90-10) ; (v.f.) : Richelieu, 2 (233-56-70).

**CÔTES DE LA VIE ORDINAIRE** (A. v.a.) : Paramount Odéon, 6 (325-71-08).

**COUP DE CŒUR** (A. v.a.) : Studio Bertrand (Hsp.), 7 (783-64-66).

**LES DAMNÉS** (H. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56) ; Boite à Films (Hsp.), 17 (622-44-21).

**DOCTEUR JIVAGO** (A. v.a.) : Marignan, 8 (359-04-67) ; (v.f.) : Luminis, 9 (397-24-69) ; Gaumont-Sud, 14 (397-85-01) ; Montparnasse, 14 (329-90-10).

**EMMANUELLE** (Fr.) : Paramount City, 6 (562-45-76).

**L'EMPIRE DES SENS** (Jap. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

**ERASERHEAD** (A. v.a.) : Escurial, 13 (707-28-04).

**LA FABLEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS** (A. v.f.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Ambassade, 8 (359-12-15) ; La Royale, 8 (265-82-66) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; U.G.C.-Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Athens, 12 (343-01-59) ; U.G.C.-Galaxie, 13 (580-18-03) ; U.G.C.-Gobelins, 13 (326-22-44) ; Miroir, 14 (339-52-43) ; U.G.C.-Convention, 15 (824-42-27) ; Murat, 16 (651-99-73) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 19 (575-79-79) ; Paramount-Mallot, 19 (759-24-24) ; Images, 18 (522-47-94) ; Secouron, 19 (241-77-99).

**GEORGIA** (A. v.a.) : Visions, 3 (278-34-15) ; Quinze, 5 (633-79-79).

**GOMME SHELTER** (A. v.a.) : Vidéo, 6 (325-00-34).

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU FLAHER** (Hsp.) : (v.f.) : Dauphin, 14 (321-41-01).

**LA GUERRE DU FEU** (Fr.) : Locomotive, 6 (544-57-34).

**LA GRANDE BOUFFE** (Franco-It.) : 14 Juillet-Paradis, 6 (326-58-00) ; 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81).

**HAIR** (A. v.a.) : Paramount Odéon, 6 (325-71-08) ; Publicis Marignan, 8 (359-04-67).

**HAMMETT** (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

**L'HOMME AU MASQUE DE CIRE** (A. v.a.) : Espace Galé, 14 (327-95-94).

**LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES** (A. v.a.) : Contraste, 5 (325-78-37).

**IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST** (Franco-It.) : Trois Hautes-Seines, 9 (246-66-44).

**L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE** (A. v.f.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

**L'IMPORTANT C'EST D'AIMER** (Fr.) : La Boite à Films (Hsp.), 17 (622-44-21).

**JEREMIAH JOHNSON** (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56) ; Boite à Films (Hsp.), 17 (622-44-21).

**JÉSUS DE NAZARETH** (H. v.f.) : (1<sup>re</sup> partie) : Grand pavillon, 19 (528-20-64) ; (2<sup>e</sup> partie) : Grand pavillon, 19 (528-20-64).

**KRAMER CONTRE KRAMER** (A. v.a.) : Parisiennes, 14 (329-83-11) ; Ranelagh, 16 (288-64-44) ; Capri, 2 (506-11-69).

**LA MAÎTRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS** (A. v.a.) : 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81).

## Les séances spéciales

**L'AGE D'OR** (Mex.) : Temples, 3 (272-94-56), mer., jeu., ven., sam., dim., 11 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**AMERICAN GIGOLO** (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 14 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**ALIEN** (A. v.a.) : Rivoli-Boulevard, 6 (272-43-32), 22 h 15 + v.f. Opéra Night, 2 (296-62-56), jeu., ven., sam., dim., 19 h, 21 h, 23 h, 25 h.

**LES ANGES DE FLORIDE** (A. v.a.) : Calypso, 17 (380-30-11), 14 h, 18 h.

**APOCALYPSE NOW** (A. v.a.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), 21 h 45.

**BLADE RUNNER** (A. v.a.) : Rivoli-Boulevard, 6 (272-43-32), 22 h 15 + v.f. Opéra Night, 2 (296-62-56), jeu., ven., sam., dim., 19 h, 21 h, 23 h, 25 h.

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTAUME** (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18), 14 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**CALIGULA** (H. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), ven., sam., 24 h.

**CARMEN JONES** (A. v.a.) : Saint-Lambert, 15 (332-91-68), jeu., sam., 21 h, dim., 19 h.

**CASANOVA, UN ADOLESCENT À VENISE** (H. v.a.) : Rivoli-Boulevard, 6 (272-43-32), 14 h.

**CHERIE JE ME SENS RAJUNER** (A. v.a.) : Miroir, 14 (339-52-43), 20 h 40.

**LA DAME DE SHANGHAI** (A. v.a.) : Olympia, 14 (542-67-42), 18 h (v.f. sam., dim.).

**DIALOGO IN ROMA** (Fr.) : Olympia, 14 (542-67-42), 18 h (v.f. sam., dim.).

**ELEPHANT MAN** (A. v.a.) : Temples, 3 (272-94-56), 20 h 10.

**L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT** (Fr.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66), première partie dim. 10 h ; deuxième partie dim. 12 h.

**FLESH** (A. v.a.) : Action-Christine, 6 (325-47-46), 22 h 25.

**HAMMETT** (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66), 16 h, 22 h 30.

**L'HOMME À LA PEAU DE SERPENT** (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 14 h 15.

**LE JAPON DE F. REICHENBACH** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18), mer., 19 h 30, lun., 17 h 45.

**JOHNNY GOT HIS GUN** (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 20 h 15.

**LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE** (Fr.) : Olympia, 14 (542-67-42), 18 h (v.f. sam., dim.).

**MACADAM COW-BOY** (A. v.a.) : Calypso, 17 (380-30-11), 19 h 30.

**MAD MAX** (A. v.a.) : Rivoli-Boulevard, 6 (272-43-32), 18 h 30.

**LE MASQUE DE FU MANCHU** (A. v.a.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

**MORT À VENISE** (H. v.f.) : Temples, 3 (272-94-56), sam., dim., 17 h 45, + L.J., 22 h.

**NEWSFRONT** (Aust. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18), 12 h.

**LA NUIT DE VALENTINES** (H. v.a.) : Temples, 3 (272-94-56), mer., jeu., ven., sam., 21 h 30, lun., 20 h.

**ORANGE MÉCANIQUE** (v.a.) : Studio Galaxie, 5 (354-72-71), 20 h 15.

**PANIQUE À NEEDLE PARK** (v.a.) : Action-Christine, 6 (325-47-46), 12 h et 24 h.

**PLAYTIME** (Fr.) : Temples, 3 (272-94-56), sam., dim., 15 h 45.

**LE PROCÈS** (A. v.a.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

**LE PÈRE** (Hsp.) : (Fr.) : Pélicie, 16 (527-77-55), 19 h (sant. mer.).

**QUE LE SPECTACLE COMMENCE** (A. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 22 h + Saint-André-des-Arts, 11 (332-91-68) ven. 17 h 30, sam., mar. 20 h 30.

**QUERELLE** (All. v.a.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), 18 h 15.

**RÊVE DE SINGE** (H. v.a.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 16 h.

**LES SENTIERS DE LA GLOIRE** (A. v.a.) : Calypso (380-30-11), 14 h.

**SUBWAY RIDERS** (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18), 12 h.

**TES FOU JERRY** (A. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 11 (332-91-68), ven. et sam., 20 h 30.

**THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (A. v.a.) : Studio Galaxie, 5 (354-72-71), 22 h 40, sam. 0 h 30.

**TOUTE NUITÉ S'ÉCHAUFFE** (Brés.) : Dauphin, 14 (321-41-01), jeu. 16 h, mar. 18 h.

**VA TRAVAILLER VAGABOND** (Brés.) : Dauphin, 14 (321-41-01), dim. 18 h, jeu., lun., 22 h.

**VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER** (A. v.a.) : Calypso, 17 (380-30-11), 21 h 15.

**XICA DA SILVA** (Brés. v.a.) : Dauphin, 14 (321-41-01), mer., jeu., lun., 18 h, ven., sam., 22 h.

**YOL** (Turc. v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18), 22 h 30.

**Z** (Fr.) : Temples, 3 (272-94-56), mer., 20 h.

**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : Dauphin, 14 (321-41-01), mer., 14 h, ven., dim., lun., 16 h, sam., 20 h.

**MARK BROTHERS** (v.a.) : Action-Christine, 6 (325-47-46), mer. : Explorateur en folie ; jeu. : Noël de coco ; ven. : Les Marx au grand spectacle ; dim. : Cherchez d'or ; lun. : Un jour au cirque ; mar. : Une nuit à l'Opéra.

**LES FÉMINES DE PASSINDER** (v.a.) : Studio Galaxie, 5 (354-72-71), 14 h : le Mariage de Maria Braun ; 16 h : Lili Marlene ; 18 h : Lili, une femme allemande.

**DOSTOËVSKY** (v.a.) : Cannes, 6 (544-28-40), mer., ven., 20 h ; jeu., dim., 18 h ; sam., lun., 16 h : l'Idiot (de Lamm-pin) ; jeu., 20 h : sam., lun., 21 h : dim., 14 h : Crime et Châtiment ; mer., 16 h : ven., 14 h : dim., 20 h : les Frères Karamazov ; mer., lun., 14 h : jeu., 16 h : ven., 18 h : les Nuits blanches ; jeu., sam., mar., 14 h : ven., 22 h : la Douce.

**VITEZ ET LE THÉÂTRE** v.a. par MARIA KOLEVA : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

**POLAR-STORY** (v.a.) : Action La Fayette, 9 (578-80-50), mer., jeu. : Et tournent les chevaux de bois ; ven., sam. : Parait la nuit ; dim., lun., mar. : l'Étoile à charge ; Olympia, 14 (542-67-42), mer. : The Big Fix ; jeu. : Les les men-ques ; ven. : Scipio ; sam. : le Point de son retour ; dim. : Antiope d'un meurtre ; lun. : la Maison de bambou ; mar. : Filles en Vogue.

**LES STARS D'HOLLYWOOD** (v.a.) : Action La Fayette, 9 (578-80-50), mer., jeu. : Elle et Lui ; ven., sam. : Pousse-toi chérie ; dim., lun. : la Fille sur la balan-çoire ; mar. : Sylvia Scarlett.

**CINÉMA ITALIEN** (v.a.) République Césaire, 11 (805-51-33), mer., jeu. : l'Ar-gent de la vieille ; ven. : Goodtimes et Voleurs ; dim. : le Bon, le Beau, le Brute et le Truand ; lun. : l'Innocent ; mar. : Profession reporter.

**LES GRANDES REPRISSES DE L'ES-CURIAL** : Escurial, 13 (707-28-04), 14 h 30 : Zorba le Grec ; 17 h : Ludwig, requiem pour un roi vierge ; 21 h 30 : les 35 Jours de Pékin ; ven. : 0 h 30 : Chicane Story ; 19 h 30 : l'Honneur de la rivière d'Europe ; dim. : 0 h 30 : Escor-head (v.a.) ; (v.a.) et le Bunker de la de-nière refuse (v.a.).

**COMÉDIES MUSICALES** (v.a.) : Ma-Maison, 17 (380-24-81), mer., sam. : le Bal des sirènes ; jeu. : Tous en scène ; ven. : Ziegfeld Follies ; sam. : Ma se-créte du tonnerre ; dim. : Over girl ; lun. : le Bal des sirènes ; mar. : Tous en scène.

**RICHARD DREYFUSS** : Rialto, 19 (607-87-61), en alternance : les Deux de la mer ("The Big Fix") ; le Concorde ; Rencontre du troisième type.

**BUSTER KEATON** : Marais, 6 (278-47-86), mer. : Ma valise et moi ; jeu. : Mécano de la General ; ven. : Sherlock junior ; sam. : les Lois de l'hospitalité ; dim. : Flanqué en folie ; lun. : le Dernier Romain ; mar. : la Croisière du Navire.

**NEW-YORK VU PAR...** (v.a.) : Saint-Sébastien, 3 (354-50-91), mer., 14 h : sam., dim., 22 h : lun., 18 h : Pélicie ; mer., 16 h : ven., 20 h 30 : sam., 14 h : dim., 18 h : lun., 20 h 15 : Orléa ; mer., 18 h : jeu., 19 h 45 : ven., 14 h : mar., 16 h : sam., 20 h : lun., 15 h : ven., 22 h 30 : dim., 20 h 15 : mar., 17 h : Nex stop Greenwich Village ; mer., 21 h 45 : sam., 20 h : dim., 16 h : lun., 14 h : Meris Street ; ven., 14 h : jeu., 15 h 45 : lun., 20 h 15 : mer., 18 h 50 : tout le monde rit ; jeu., 17 h 30 : sam., 17 h 45 : dim., 14 h : jeu., 16 h : mar., 20 h 30 : Sur les quai, jeu., 21 h 30 : ven., 17 h 30 : mar., 14 h : le Prince de New-York.

**TRILOGIE DE BERGMAN** (v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66), 14 h : le Soléil ; 15 h : le Sépulture ; 17 h : le Source.

**LES FEMMES DE PASSINDER** (v.a.) : Studio Galaxie, 5 (354-72-71), 14 h : le Mariage de Maria Braun ; 16 h : Lili Marlene ; 18 h : Lili, une femme allemande.

**DOSTOËVSKY** (v.a.) : Cannes, 6 (544-28-40), mer., ven., 20 h ; jeu., dim., 18 h ; sam., lun., 16 h : l'Idiot (de Lamm-pin) ; jeu., 20 h : sam., lun., 21 h : dim., 14 h : Crime et Châtiment ; mer., 16 h : ven., 14 h : dim., 20 h : les Frères Karamazov ; mer., lun., 14 h : jeu., 16 h : ven., 18 h : les Nuits blanches ; jeu., sam., mar., 14 h : ven., 22 h : la Douce.

**VITEZ ET LE THÉÂTRE** v.a. par MARIA KOLEVA : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

**POLAR-STORY** (v.a.) : Action La Fayette, 9 (578-80-50), mer., jeu. : Et tournent les chevaux de bois ; ven., sam. : Parait la nuit ; dim., lun., mar. : l'Étoile à charge ; Olympia, 14 (542-67-42), mer. : The Big Fix ; jeu. : Les les men-ques ; ven. : Scipio ; sam. : le Point de son retour ; dim. : Antiope d'un meurtre ; lun. : la Maison de bambou ; mar. : Filles en Vogue.

**LES STARS D'HOLLYWOOD** (v.a.) : Action La Fayette, 9 (578-80-50), mer., jeu. : Elle et Lui ; ven., sam. : Pousse-toi chérie ; dim., lun. : la Fille sur la balan-çoire ; mar. : Sylvia Scarlett.

**CINÉMA ITALIEN** (v.a.) République Césaire, 11 (805-51-33), mer., jeu. : l'Ar-gent de la vieille ; ven. : Goodtimes et Voleurs ; dim. : le Bon, le Beau, le Brute et le Truand ; lun. : l'Innocent ; mar. : Profession reporter.

**LES GRANDES REPRISSES DE L'ES-CURIAL** : Escurial, 13 (707-28-04), 14 h 30 : Zorba le Grec ; 17 h : Ludwig, requiem pour un roi vierge ; 21 h 30 : les 35 Jours de Pékin ; ven. : 0 h 30 : Chicane Story ; 19 h 30 : l'Honneur de la rivière d'Europe ; dim. : 0 h 30 : Escor-head (v.a.) ; (v.a.) et le Bunker de la de-nière refuse (v.a.).

**COMÉDIES MUSICALES** (v.a.) : Ma-Maison, 17 (380-24-81), mer., sam. : le Bal des sirènes ; jeu. : Tous en scène ; ven. : Ziegfeld Follies ; sam. : Ma se-créte du tonnerre ; dim. : Over girl ; lun. : le Bal des sirènes ; mar. : Tous en scène.

**RICHARD DREYFUSS** : Rialto, 19 (607-87-61), en alternance : les Deux de la mer ("The Big Fix") ; le Concorde ; Rencontre du troisième type.

**BUSTER KEATON** : Marais, 6 (278-47-86), mer. : Ma valise et moi ; jeu. : Mécano de la General ; ven. : Sherlock junior ; sam. : les Lois de l'hospitalité ; dim. : Flanqué en folie ; lun. : le Dernier Romain ; mar. : la Croisière du Navire.

**NEW-YORK VU PAR...** (v.a.) : Saint-Sébastien, 3 (354-50-91), mer., 14 h : sam., dim., 22 h : lun., 18 h : Pélicie ; mer., 16 h : ven., 20 h 30 : sam., 14 h : dim., 18 h : lun., 20 h 15 : Orléa ; mer., 18 h : jeu., 19 h 45 : ven., 14 h : mar., 16 h : sam., 20 h : lun., 15 h : ven., 22 h 30 : dim., 20 h 15 : mar., 17 h : Nex stop Greenwich Village ; mer., 21 h 45 : sam., 20 h : dim., 16 h : lun., 14 h : Meris Street ; ven., 14 h : jeu., 15 h 45 : lun., 20 h 15 : mer., 18 h 50 : tout le monde rit ; jeu., 17 h 30 : sam., 17 h 45 : dim., 14 h : jeu., 16 h : mar., 20 h 30 : Sur les quai, jeu., 21 h 30 : ven., 17 h 30 : mar., 14 h : le Prince de New-York.

**TRILOGIE DE BERGMAN** (v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66), 14 h : le Soléil ; 15 h : le Sépulture ; 17 h : le Source.

## Les concerts

**MERCREDI 24**  
**ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT**, 21 h : Orchestre de chambre de Heide-berg (Vivaldi, J.S. Bach, Mozart, Tele-man).

**JEUDI 25**  
**LUXEMBOURG**, 19 h 45 : A. Sychina (Beethoven, Chopin, Scriabin).

**ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT**, 21 h : voir le 24.

**VENDEMI 26**  
**LUXEMBOURG**, 19 h 45 : voir le 25.

**STE-CHAPELLE**, 18 h 30 et 20 h 30 : An-tique de Paris (musique au temps des Croisades).

**SAMEDI 27**  
**LUXEMBOURG**, 19 h 45 : voir le 25.

**STE-CHAPELLE**, 18 h 30 et 20 h 30 : An-tique de Paris (musique au temps des Croisades).

**DIMANCHE 28**  
**KIOSQUE DU JARDIN DU LUXEMBOURG**, 15 h : Orchestre d'Artillerie Régimentaire (Mozart, Haydn, Beethoven, Schubert).

**CHAPPELLE ST-LOUIS DE LA SALPÊTRIERE**, 16 h 30 : M. Gypard, M. Mar-tin (Vivaldi, Tartini, Albinoni).

**NOTRE-DAME**, 17 h 45 : A. Bouvet (Franck, Vienne, Schumann).

**SERRE D'AUTREUIL**, 15 h 30 : Ensemble V. Fournet.

**LUNDI 29**  
**LUXEMBOURG**, 19 h 45 : voir le 25.

**STE-CHAPELLE**, 18 h 30 : voir le 26.

**MARDI 30**  
**LUXEMBOURG**, 19 h 45 : voir le 25.

**JARDIN DU LUXEMBOURG**, 16 h : Musique des gardiens de la paix.

**Jazz, pop, rock, folk**  
**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (326-65-05) (dim., lun., 22 h 30 : S. Gué-rault).

**CHAPPELLE DES LOMBARDS** (357-24-24) (dim., lun., 22 h 30 : Pedro Wagnin (dernière le 27) ; (à partir du 30) : A. Villager, H. Sellin, P.-Y. Sorin, R. Portier).

**LUXEMBOURG** (544-57-34) (dim., lun., 22 h 15 : Francis Allways Group).

**PETIT OPORTUN** (236-01-36), 22 h : G. Laffon, Wild Bill Davis, Cl. Laco (dernière le 28) ; (à partir du 30) : A. Villager, H. Sellin, P.-Y. Sorin, R. Portier.

**LA RESSERRE AUX DIABLES** (272-01-73) (D. L.), 22 h : René Utranger, Michéol, Chaminade (dernière le 27) ; (à partir du 30) : A. Villager, H. Sellin, P.-Y. Sorin, R. Portier.

**SUNSET** (261-46-60), le 30 à 23 h : S. Marc, K. Bast, K. Rastan, Del Ra-benja.

## La danse

**MAIRIE DU IV<sup>e</sup>** (278-00-56), ven., sam. et dim. 21 heures : les Ballets historiques du Marais.

**ESCALIER D'OR** (523-15-10), 19 h : Signat's Dance, F. Oly, 22 h : Groupe Indolite, J. Taffon (dernière le 27) ; (à partir du 30) : 19 h : Mmes. L. Devy, 22 h : Esmée-K. Kowalski.

### Copies Couleurs

sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle

ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12e ☎ 347.21.32

### LISEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - L. H. : ouvert jusqu'à 1h.

DINERS		RIVE DROITE	
<b>LE JARDIN DU LOUVRE</b> 261-16-00 2, pl. Palais-Royal, 1 <sup>er</sup> F/dim, lun		Déj. Dîner. Soupers juv. 0 h 30. Le Spectacle, la Politique, les Cathédrales s'y retrouvent. CUISINE DE FÊTE et LÉGÈRE. VOUTURIER.	
<b>LE POTAGER DES HALLES</b> 15, rue du Cygne, 1 <sup>er</sup> 296-83-30		Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar en 1 <sup>er</sup> étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h de nuit. Ambiance musicale. TERRASSE.	
<b>VISHNOU</b> 297-56-54 Angle rue Volney et rue Dauphine, 2 <sup>e</sup>		<b>GASTRONOMIE INDIENNE</b> . La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.	
<b>LES SARLADIES</b> F/sam. midi, dim. 22, rue de Valenciennes, 6 522-23-62		J. 22 h. CUISINE PÉRIGORDINE. Menu 140 F 1/2 vin, du pays + café + alcool de prime, avec foie gras, canard en confit. SA CARTE 150/160 F.	
<b>CHEZ DIEP</b> 256-23-96 22, rue de Valenciennes, 6 Ouv. L.J.		Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie classique. Restaurant P.M.R. 90 F.	



# COMMUNICATION

## Gure Irratia, une radio en langue basque

Tandis que les radios locales continuent leur petite guerre sur la bande FM parisienne, des stations de province connaissent d'autres difficultés, et en premier lieu financières. Témoin Gure Irratia, la radio en langue basque.

Bayonne. — Nantie d'une petite valise émettrice, Jacqueline Lantre parcourt les trois provinces du Pays basque français (le Labourd, la Basse Navarre et la Soule), pour réaliser des reportages en direct, tandis que Martin Larzabal assure la permanence de l'antenne. Ou vice versa.

Polyvalents par la force des choses, Jacqueline et Martin : ce sont les deux seuls salariés à plein temps de Gure Irratia (Notre Radio), l'unique station locale privée à diffuser toutes ses émissions en langue basque, l'euskara (sauf évidemment, les interviews de personnes ne parlant pas le français). « Il a fallu tout apprendre, il faut tout faire », disent-ils. Pour 3 500 F net par mois et des semaines de 50 heures et plus. Un autre animateur-technicien-journaliste, rémunéré à mi-temps, Lucien Etchebarreta, et un prêtre, qui tient le micro une journée entière par semaine à titre gracieux, complètent l'équipe des « permanents ». Une vingtaine de bénévoles — en majorité des jeunes — viennent épisodiquement apporter leur aide.

Des moyens dérisoires — malgré la chance d'avoir pu louer un ancien studio d'enregistrement, dans une petite maison de Villefranche, à 10 kilomètres de Bayonne, — neuf à dix heures d'émissions quotidiennes à réaliser en semaine (quinze le samedi, six le dimanche), des difficultés financières de tous les instants : la tâche est rude. Mais quels obstacles l'équipe de Gure Irratia ne surmonte-t-elle pas, pour accomplir la mission qu'elle s'est assignée : promouvoir l'euskara ?

L'idée est née d'une association de la région de Bayonne, « de la part de gens », dit Martin Larzabal, qui se sont investis dans les iskastola (écoles en langue basque), dans les manifestations culturelles, etc. Une association a été créée, Euzkara Ilus (entendre et voir), chargée de défendre l'euskara dans les médias audiovisuels. D'après un conseil d'administration de dix membres, lui-même composé de trois collèges (fondateurs, membres actifs, mem-

De notre envoyé spécial

bres associatifs), elle a fait, au départ, un appel de fonds publics, recueillant environ 70 000 F. Elle a obtenu pour Gure Irratia, la création de deux emplois d'utilité collective, et c'est elle, qui assure le budget de fonctionnement de la station. « On nous rembourse les frais d'existence », dit Jacqueline Lantre.

Bref, la radio a réussi à naître le 24 décembre 1981, sur 94,8 MHz, avec, à l'époque, trois heures d'émissions quotidiennes. Autorisée par la commission Galabert, elle attend, avec la dérogation que devrait lui accorder la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, de passer sur 89,6 MHz et surtout de percevoir la subvention annuelle de l'Etat (100 000 F). Car Gure Irratia respecte scrupuleusement la loi : pas la moindre publicité, même déguisée, sur son antenne, pas le plus petit sponsor dans sa valise émettrice.

### Toutes tendances

Combien de bascopphones l'écourent, dans la ronde permise des 30 kilomètres ? Ses responsables se déclarent incapables de citer un chiffre. « Au début, on s'est mis à nous, dit J. Lantre, mais maintenant nous sommes bien perçus. De plus en plus d'associations, de comités des fêtes, etc., nous signalent leurs activités, font appel à nous pour des reportages. » C'est que Gure Irratia a ouvert ses micros au monde basque dans son ensemble, « des plus radicaux aux plus modérés », même si elle se situe dans la mouvance de la gauche. « Le courant « abertzale » (nationaliste) s'y exprime, bien sûr, mais c'est loin

d'être notre seule carte d'identité », dit Martin Larzabal.

En fait, la station de Villefranche se veut être la « radio culturelle basque », et ses programmes éclectiques semblent le prouver : des persuluri (improvisations basques) aux kantaldi (spectacles populaires enregistrés), Gure Irratia draine les rives de l'Adour, en matière de littérature, de poésie, d'histoire ou de kantu zaharrik (vieilles chansons), organisant parfois des « tables rondes » — culturelles ou politiques — dans ses studios. Nous rendons aussi service, dit l'un des animateurs, aux gens qui apprennent l'euskara, « d'une façon générale, nous faisons comme si notre langue était couramment parlée dans la rue ».

Oh ! le bat blesse le plus, c'est dans le domaine de l'information. Car Gure Irratia consacre de larges tranches horaires, en particulier de 7 heures à 9 heures, aux nouvelles nationales et internationales. Mais, sans moyen et sans grande expérience journalistique, l'équipe avoue se livrer à une compilation de Sud-Ouest, du Monde, de Libération et de quelques journaux espagnols.

Et la technique a parfois du mal à suivre : il arrive que l'on demeure gorge sèche devant le micro, ou que l'on se trompe de bouton sur les pupitres de la régie. Dans ces cas-là, les auditeurs qui téléphonent (« J'entends de la musique au lieu des informations ») permettent de rectifier le tir. Gure Irratia est certes encore une radio amateur, dans tous les sens du terme, mais elle s'est bien placée en aval et en amont d'une culture et d'une identité basques qui recommencent à émerger.

MICHEL CASTAING.

## RADIOS LOCALES PRIVÉES

### M. Filloud mise sur un élargissement de la bande F.M.

M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, était, le 23 août, l'invité du Poste parisien-Fréquence presse. Dans un pressé et courtois entretien, depuis la loi de juillet 1982 à une radio locale privée, le secrétaire d'Etat a estimé qu'il serait possible, d'ici deux ans, d'attribuer de nouvelles fréquences en utilisant la bande comprise entre 104 et 108 MHz, réservée pour le moment aux communications militaires. D'autre part, M. Filloud a réaffirmé que le gouvernement n'avait toujours pas l'intention d'autoriser la publicité commerciale sur les radios locales privées pour ne pas déstabiliser le marché publicitaire intérieur.

Pendant ce temps, l'application de la législation sur la bande F.M. parisienne se poursuit activement. M. Raphaël Constant, président de Radio-Paris, a été nommé président de Radio-Paris, une radio antillaise indépendante émettant sans autorisation, a été inculpé, mardi 23 août, par le juge d'instruction à la demande de l'avion qui le ramenait de

Fort-de-France. Ces poursuites judiciaires continuent de soulever de nombreuses protestations, notamment celles de l'intergroupe parlementaire pour la défense de la liberté d'expression. Cet organisme, animé par M. Jacques Baudouin, regroupant des députés et des sénateurs de l'opposition, estime que les saisies policières constituent « une atteinte à la liberté de la presse » et « un hypocrite rétablissement de la censure politique ».

Les responsables de la Fédération nationale des radios libres (F.N.R.L.) observent que « le débat engagé par quelques stations parisiennes ne saurait remettre en cause une loi positive » et dont l'application se déroule sans incident en province. La F.N.R.L. estime qu'il est plus urgent de mettre sur pied « une commission parlementaire de financement » destinée à dégager des ressources pour les radios de communication sociale ».

## Les fréquences attribuées dans la région parisienne

Le Journal officiel du 23 août a publié la liste des fréquences attribuées par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle pour les sept départements de la banlieue de Paris.

**SEINE-ET-MARNE (77)**  
Radio-Brie F.M. (Brie-Comte-Robert), 103,70 MHz, 500 W. Radio-Corsole (Ozire-la-Ferrière), 91,90 MHz, 100 W. Radio-77 F.M. (Torcy), 102,90 MHz, 500 W. Radio-Spirale (Torcy), 94,10 MHz, 100 W. Radio-Fan 77 (May-en-Multien), 96,50 MHz, 100 W. Fréquence-Melun 77 (Melun), 102,40 MHz, 100 W. Skénoy-Cat-Radio (Moussy), 94,40 MHz, 100 W. Radio-Théâtre (Saint-Soupplet), 100,70 MHz, 100 W. Radio-Né-ne-phare F.M. (Mauvais), 100,30 MHz, 100 W. Radio-B (Saint-Fargeau), 100,70 MHz, 50 W.

**YVELINES (78)**  
Regroupement : Radio-Saint-Germain et Radio-Boucle (Saint-Germain-en-Laye), 102,10 MHz, 100 W. Radio-Climat (Sartroville), 94,10 MHz, 100 W. Canal-V-Siéro (C.V.S.) (Le Chesnay), 95,50 MHz, 500 W. R.F.M. (Vélizy-Villacoublay), 96,90 MHz, 500 W. M.V.B.S. (Mantes, Vexin), 94,10 MHz, 100 W. (Fresnes), 103,60 MHz, 500 W. Radio-Val de la Seine (Les Mureaux), 102,80 MHz, 400 W. Regroupement : Radio-Mesnil-Loisirs et Radio-Méditerranée (Mantes-la-Jolie), 89,60 MHz, 30 W. Radio-Oxygène (Rambouillet), 101,90 MHz, 100 W. Triangle-103 (Trappes), 92,70 MHz, 100 W. Radio-La Tour (Houdan), 99,50 MHz, 100 W. Mantes F.M. (Mantes-la-Jolie), 88,10 MHz, 100 W. Radio-Vieille-Eglise (Rambouillet), 91,50 MHz, 20 W.

**ESSONNE (91)**  
Canal-91 (Évry), 102 MHz, 500 W. Radio-Top-Essonne (Villiers), 103 MHz, 500 W. Regroupement : Radio-Evasion et Radio-

Horizon (Brunoy), 102,60 MHz, 100 W. Regroupement : Radio-Massy-Pul et Nord-Essonne (Massy), 101,20 MHz, 100 W. Spot F.M. (Briis-sous-Forêt), 89,20 MHz, 500 W. Radio-Village (Villiers-le-Bâcle), 103,80 MHz, 100 W. Radio-Giffa (Gif-sur-Yvette), 102,50 MHz, 50 W.

**HAUTS-DE-SEINE (92)**  
Regroupement : Radio-Nanterre et Radio-Rencontre-Rueil (Nanterre), 94,70 MHz, 100 W. 92-Radio (Nanterre), 91,10 MHz, 100 W. Radio-G (Gennevilliers), 98 MHz, 100 W. Radio-Service-Rueil (Rueil-Malmaison), 88,80 MHz, 100 W.

**SEINE-SAINT-DENIS (93)**  
Regroupement : Fréquence-Cité et Multi-Médias (Saint-Denis), 95,90 MHz, 100 W. T.S.F.-93 (Romainville), 100,80 MHz, 100 W. Regroupement : Radio-Rive et Radio-Corona (Bondy), 92,10 MHz, 100 W.

**VAL-DE-MARNE (94)**  
Radio-Trans-Hellum (Villeneuve-St-Georges), 99,10 MHz, 50 W. Regroupement : Fréquence-94-Créteil et R.D.C. (Créteil), 94,55 MHz, 250 W. Radio-Eglantine (Chennevières-sur-Marne), 101,60 MHz, 100 W. Radio-Gaël (Joinville-le-Pont), 97 MHz, 100 W. Radio-Sol-94 (Villetaneuse), 92,50 MHz, 100 W. Regroupement : Radio-Sud-Est F.M. Radio-Radio, Radio-Oxygène (Villeneuve-Saint-Georges), 103,30 MHz, 100 W. Radio-J.D.L. (Sucy-en-Brie), 88,80 MHz, 30 W.

**VAL-DOISE (95)**  
Regroupement : Fréquence-Berthelot (Sarcelles), 89,90 MHz, 100 W. Radio-Espère (Saint-Privé), 96,30 MHz, 20 W. Regroupement : Radio-Ginget et Radio-La-Boucle (Cergy), 94,40 MHz, 200 W. Regroupement : Radio-Engel et R.M. 95 (Montmorency), 90,75 MHz, 100 W. Radio-Première (Pontoise), 101,70 MHz, 50 W.

## Magnétoscopes : 200 000 « bons citoyens »

Au départ, ils sont 1 100 000 contribuables au 1<sup>er</sup> janvier, ceux qui possèdent un magnétoscope et doivent acquitter la nouvelle taxe de 471 F (621 F l'an prochain). Plus les acheteurs d'un appareil en 1983, ceux qui réussissent à valoir le blocus douanier de Poitiers et que ne rebute pas le surcoût imposé par le fisc. On les évalue aujourd'hui à 300 000 pour l'ensemble de l'année. Total : 1 400 000.

L'administration, dès l'automne de 1982, parie sur une forte fraude et table sur seulement 457 000 possesseurs d'appareils pour le budget de l'audiovisuel de 1983. Au 30 juin, ils sont 200 000 à avoir accompli leur devoir civique, avec

une forte proportion d'acheteurs de 1983, ceux pour lesquels la déclaration par le vendeur est obligatoire : 14 %.

Soit 200 000 « gogos » qui ont déclaré leur magnétoscope, et 1 200 000 petits malins qui ne l'ont pas fait et qui échappent à la taxe. C'est d'autant plus regrettable qu'on estime que seule la partie des profits et pertes et qu'on ne récupérera sans doute jamais les petits malins sur les listes d'enregistrement.

Quels moyens a-t-on de faire payer ces mauvais Français à l'heure où le budget public ressemble au tonneau des Danaïdes et où la rigueur frappe de toutes parts ? Peu, apparemment. Le service de la redevance

(200 000 personnes) compte quelque 400 contributeurs, mais ils s'occupent avant tout de la taxe de télévision ou des exonérations intervenues cette année. Les magnétoscopes passent au second plan. « L'impôt est déclaratif », nous dit-on en langage adéquat à la direction de ce service : « nos contrôleurs se mettent à la disposition des redevables ». Le joli mot et la jolie phrase... Et on ajoute : « Nous n'avons pas le souci de les persécuter ».

Que ne le savions-nous plus tôt ! Car, si le (bon) contributeur a, lui, le souci d'être en règle avec son administration, il n'aime guère avoir l'impression de l'injustice fiscale. N'est-ce pas le cas ?

Y. A.

## Mercredi 24 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 36 Vagabondages. Émission de la Chancelière D. Sanders. Avec Francis Lecomte, Bernard...  
21 h 45 Autour de l'Opéra : Wozzeck. D.A. Berg, d'après G. Buchner, dir. musicale S. Cambreling, avec E. Grundheber, L. Pizzino, C. Feller, l'Orchestre et les chœurs de l'Opéra national de Belgique, dir. H.G. Lemaire. Émission de la R.T.B.F. Enregistrée pendant toute la durée de la préparation de Wozzeck à l'Opéra national de Bruxelles, cette émission montre le travail progressif des chanteurs, du metteur en scène, du chef d'orchestre, des musiciens.  
22 h 40 Journaux.  
22 h 50 Championnats d'Europe de natation à Rome.  
23 h 10 Caméra fantastique. L'avenir du cinéma fantastique français.  
23 h 30 Journal.  
23 h 45 Un soir, une étoile.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Téléfilm : Le Pic des trois seigneurs (deuxième partie). Réal. G. Guillaume avec D. Loo, R. Royall.  
21 h 30 Les seigneurs se disputaient la domination du pape. Victimes de leur soif du pouvoir, ils périrent sous une avalanche de neige. Quelques siècles plus tard, la légende veut-elle se renouveler ? Gérard Guillaume a tourné en Arctique une fable comme toujours à la limite du réel et de la fiction, en contant avec la population. Un western « moral » sur le pouvoir, sur la xénophobie, doublé d'une étude de mœurs.  
22 h 15 Concert : Rachmaninov. Concerto n° 3 pour piano, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. Z. Mehta.  
23 h 10 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : Frégoli. De P. Carver avec L. Frenkel, L. Peltis, C. Monnerot.

Derrière l'épave des quatre coins coups de Léopold Frégoli. Célèbre à Paris, il conquiert l'Amérique du Sud. De retour à Rome, il fait ses adieux à la scène.

21 h 35 Journal.  
21 h 55 Les merveilles de la mer. L'art du camouflage, réal. F. Rosati.  
La renouée, le scorpion, le crapaud de mer, les crabes : comment et pourquoi se cachent-ils ?  
22 h 30 Film : Le Souffle au cœur. Film français de L. Malle (1970), avec L. Massari, B. Ferreux, D. Gélis, M. Vincourt, F. Ferreux, M. Lonsdale, A. Nisché.  
En 1954, un adolescent, appartenant à une famille bourgeoise de Dijon, s'installe à la faculté. Pendant une cure dans une station thermale, il connaît, avec sa mère, un moment de bonheur, très particulier. Chronique de mœurs où Louis Malle justifie la morale hypocrite d'un milieu, qu'il connaît bien. L'inceste, qui s'en est pas le sujet essentiel, cause un scandale à l'époque.  
23 h 25 Prélude à la nuit.  
La nuit et le mort, de J. Lennon, spectacle de la Pétaiche-Opéra.

### FRANCE-CULTURE

20 h, La chanson de Polono.  
21 h, Les classiques du documentaire : Passepartout.  
22 h, L'Histoire du soldat, de Stravinski (donné le 22 août au Festival national de Paris).  
23 h 30, New wave.

### FRANCE-MUSIQUE

19 h 30, Concert (en direct du Grand Festival de Salzbourg) : Symphonie n° 3, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Z. Mehta ; sol. : F. Quivier, soprano.  
22 h, Fréquenté de nuit, feuilleton de Wilhelm Backhaus, œuvres de Brahms, Schumann.  
23 h 30, Le tour du monde en quatre-vingt jours : mémoires de mesquin, tangis et serpents.

## Jeudi 25 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Vision plus.  
12 h 30 Le bar de Fédé.  
13 h 30 Journal.  
13 h 35 Objectif santé : Médicaments et personnes âgées.  
13 h 45 Skopos, agent spécial.  
16 h 30 Croque-vivants.  
16 h Le rendez-vous.  
17 h 10 Revolver : la Birmanie des frontières.  
17 h 5 Météorologie.  
18 h 15 Émissions régionales.  
18 h 40 Jeu : Super-défi.  
18 h 45 Jeu : Mariages-les.  
20 h Journal (et à 22 h 5 et 23 h 35).  
20 h 35 Téléfilm : Le Héros inconnu. Réal. J. Deverax. Avec J.-P. Mocky.  
Un jeune homme entre deux rêves, deux femmes, deux images. Laquelle choisir ? Première partie d'une œuvre inspirée d'un roman d'André Gide. Univers onirique, jubileux jeu de passe-passe entre la réalité et les songes adolescents. Un peu long à dénouer, mais séduisant.  
22 h 15 Championnats d'Europe de natation à Rome.  
22 h 30 Caméra festival : Les mémoires de la Méduse.  
Série de C. Laparidès et R. Gouley.  
L'histoire de cette femme frégolite échouée en 1816.  
23 h 45 Un soir, une étoile.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 ANTIOPE.  
12 h Journal (et à 12 h 45).  
12 h 10 Platin 45.  
12 h 30 Série : Les amours des années grises.  
13 h 35 Série : La Virginie.  
14 h 45 Aujourd'hui tu vis.  
15 h 45 Dessins animés : Tom et Jerry.  
16 h 30 Sports éds.  
16 h 40 Flash Info.  
16 h 50 Des chiffres et des lettres.  
17 h 15 Émissions régionales.  
18 h 40 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Soirée italienne. Club des télévisions du monde (R.A.I. 2) : l'Affaire Graziosi. Téléfilm de M. Mazza, avec Jean-Pierre Cassel. (Voir article ci-dessus, 22 h 35 Vidéo : Lady Macbeth. Avec les chanteuses Ornella Vanoni (Italie), Maria Cruz (Brésil), Anna Belen (Espagne) et Patty Austin (U.S.A.), sur une chorégraphie de Guello.  
23 h 30 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 35 Pour les jeunes.  
19 h 50 Dessin animé : l'Yvesse 31.  
20 h Les jeux.  
20 h 35 Cinéma sans Visa. Émission de J. Lacouture et J.-C. Guillebault.  
20 h 40 Film de Turkménie : la Bru. Film turkmène de K. Nariev (1972), avec H. Ouzgué-

lenov, M. Aïmedova, K. Nariev, A. Ajmanlieva (v.o. sous-titrée). Dans le désert du Turkménistan, une jeune femme, vivait avec son beau-père, d'heure de mouton, rêve au moment de son mariage, dans elle n'a le plus de nouvelles depuis la fin de la guerre. Révélation d'un monde inconnu, et du cinéma de la République socialiste du Turkménistan. Une œuvre à la fois réaliste et poétique sur les nomades turkmènes et la condition de la femme turkmène.  
21 h 50 Télécinéma. Débat sur le succès du film, avec K. Nariev, le réalisateur, M. Rodinson, islamologue, M. H. Carrière d'Encausse, historienne, et N. Djouneva, journaliste.  
22 h 35 Journal.  
22 h 55 Prélude à la nuit. Edouard Peltis, guitare et chant.

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages.  
8 h, La vie animale en péril. Les animaux domestiques.  
8 h 30, Les mystères de France-Culture : à 9 h 7, Voyages sans visa : l'Inde ; à 10 h, Redécouvrir Villos ; à 10 h 15, Les pitons de Paris.  
11 h, Musique : Festival annuel de Paris, journée jeunes interprètes (et à 14 h et 17 h 30).  
12 h, Les parties régionales.  
12 h 45, Émissions.  
13 h 30, Feuilleton : Le Mystère de la chambre jaune.  
13 h 30, Flashers au travail : Boulevard et Pétaiche.  
15 h 30, Un instant devant toi.  
16 h, Médécine prophétique en Côte-d'Ivoire (rediff.).  
17 h 2, Les Marquises, par A. Ozanne.  
17 h 30, Écoute avec... P. Soupeult.  
18 h 20, Agnès : Égypte.  
19 h 50, La vallée aux loups : J.-B. Chassignet.  
20 h, La chanson de Polono.  
21 h, Les classiques du documentaire : Passepartout en Asie.  
22 h, Un rêve de morte, Gaston Bachelard, La poésie et les éléments (l'air).  
22 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : la bière, boisson noble.  
23 h 30, New wave.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique de studio.  
8 h, Le journal de musique.  
8 h 15, L'heure de... « Voyage d'hiver » : œuvres de Mahler, Schubert.  
12 h, Les compositeurs de Concerto : œuvres de Kergandier, Lortie.  
12 h 35, Jazz : Brilli Garner.  
13 h, Concerto international de guitare : œuvres de Corbetta, Nobre, Fioravanti.  
13 h 30, Haïm.  
14 h 4, Musique légère : œuvres de Gérard, Damaré.  
15 h 30, Autour de... Miroslav : œuvres de Mahler, Berg, Boullé, Mozart, Verdi, Berg.  
17 h 5, Répertoire contemporain : Didier Denis.  
18 h, Jazz : Miles Davis.  
18 h 30, Pages chorales.  
20 h 30, Concert (donné le 30 mai 1983 au Festival de Berg) : Des pour violon et alto n° 1, de Mozart ; Sonate pour alto, de Hindemith ; Duetto, de Berlioz ; Rose pour violon et alto n° 2, de Mozart, avec G. Kremer, violon, et K. Kachlamanian, alto.  
22 h 15, Fréquence de nuit : Le tour du monde en quatre-vingt jours : mémoires de mesquin, tangis et serpents.  
New-York.

## A VOIR

### L'affaire Graziosi

« L'affaire » avait défrayé la chronique italienne à l'époque. L'affaire Graziosi fait partie de ces drames — comme l'affaire Dominici en France — qui ont défrayé l'opinion, qui n'ont jamais été totalement défaits. Suicide ou crime prémédité de longue date ? Accusé d'avoir tué sa femme, Maria Arnoldo Graziosi, pianiste connu, est condamné à la réclusion à perpétuité en 1947, avant d'être gracié douze ans plus tard par le président Gronchi grâce à l'intervention de sa fille, qui avait quatre ans au moment des événements. Arnoldo Graziosi, qui a aujourd'hui soixante-dix ans, a été réhabilité : il travaille actuellement à la R.A.I., la télévision de service public italienne.

C'est « son » affaire qu'un avocat napolitain, Michel Massa, a mis en scène pour la R.A.I. 2 dans un film qui a été diffusé en deux épisodes en 1981 en Italie. Jean-Pierre Cassel, qui joue le rôle du pianiste — il lui ressemble, paraît-il, extraordinairement — aurait ainsi rencontré Graziosi et sa fille. Ceux-ci n'ont pas voulu, comme en France, au tournage d'un film les concernant.

Le film repose essentiellement sur les minutes du procès. Le « suicide ». L'enquête. Les mille détails qui alourdissent l'affaire. Témoignages partisans, négligences de toutes parts, y compris du côté de la justice... On s'enfonçait dans l'obscurité.

C'est assez bien ficelé, tourné dans les couleurs sépia et bleu qui font très « années 40 », avec un sens dramatique très pris du réel, tendu, minutieux. On se demande pourquoi le personnage de la mère de Maria est en décalage total avec le ton du film (très mélodramatique) et pourquoi celui-ci dérape brusquement cinq minutes dans le comique. On sent bien l'intention, l'ironie sur la justice, ironie inutile. Jean-Pierre Cassel, cheveux grisonnés, yeux cernés, est excellent dans un rôle qu'on n'a pas l'habitude de lui voir jouer. À la fois trouble, transparent, décent, opaque, froid ou simplement digne, impressionnable.

CATHERINE HUMBLLOT.

\* L'affaire Graziosi, jeudi 25 août, A 2, 20 h 35.

هكذا من الأصل







CARNET

AUTOMOBILE

Fiat et ses diesels

Devançant Peugeot d'une petite longueur puisque la marque française va dans quelques semaines présenter sa 205 diesel, Fiat vient de confier aux journalistes de la presse automobile le volant d'un Uno sur laquelle a été monté un groupe à gazole. Ce n'est toutefois qu'en décembre prochain que le modèle sera disponible en France.

Ce choix du diesel adapté à un modèle très récent est autant une décision commerciale que technique. Il répond à une demande que la marque italienne ne veut pas négliger. Il faut, à ce propos, d'abord savoir que les ventes de voiture à moteur Diesel représentent 19,4 % du marché italien. Il faut ensuite avoir en tête que l'Europe a acheté plus d'un million de véhicules de ce type en 1982. Cela explique l'empressement des constructeurs européens à doter leurs gammes, y compris les plus récentes, de ce type de moteur, même si les ventes ont tendance à se tasser dans ce secteur.

Le groupe de 1.300 centimètres cubes choisi par Fiat est le même que celui qui était utilisé sur la 127 diesel et vient du Brésil. Ce moteur a une excellente réputation de fiabilité, un fonctionnement relativement discret et développe 45 chevaux à 5.000 tours/minute. C'est dire que le groupe est suffisamment puissant pour tirer une voiture d'environ 800 kilos. Cela apparaît toutefois un peu faible lorsque le véhicule est chargé, ne serait-ce que par quatre passagers. Toutefois, de nos jours, ces groupes, autrefois réservés aux véhicules utilitaires, sont montés sur des voitures destinées à M. tout-le-monde et, à ce titre, ils sont suffisants pour l'usage que l'on en fait, le but de l'opération, étant avant tout une utilisation économique du véhicule. Peu de chose à dire sur le comportement routier tout aussi satisfaisant que celui des modèles à essence (le Monde des 21 janvier et 26 avril).

C.L.

● Selon l'Equipe, les modèles Renault destinés à remplacer les gammes actuelles R20 et R30 de la Régie seraient lancés dès les prochains mois. Ces nouvelles voitures se caractériseraient par les moteurs déjà utilisés par la marque, avec toutefois, pour l'un d'eux, la nouvelle injection Renix. L'habitacle rappellerait la Renault 11, qui connaît un succès certain actuellement. Le coupé Fuego, quant à lui, pourra être livré dans les semaines à venir avec un turbo essence, qui en fait désormais une voiture très rapide.

M. Romain Robert Delahalle, son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Herbert (Françoise Delahalle), ses enfants,  
Les familles Gailly, Grosz, Danneville, Lebel, Morin,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> R. DELAHALLE,  
née Hélène Fervez,

survenue le 18 août 1983, dans sa quatre-vingt-sixième année.  
L'inhumation a eu lieu à Paris dans la plus stricte intimité familiale.  
Cet avis tient lieu de faire-part

9, avenue Junot,  
75018 Paris.

C'est avec tristesse qu'on nous prie d'annoncer le décès, à Athènes, le 23 août, de

M. Constantin GEORGIAFENDI,

dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

De la part de :

M<sup>me</sup> Sophie Georgiadi, son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Bonelli,  
Catherine, Olivier et Marie-Hélène, ses enfants et petits-enfants.

Orléans (Loir),  
M<sup>me</sup> Guy Marquis et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Serge Marquis et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Nicolas et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy MARQUIS,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945 avec palmes,  
croix de combattant  
volontaire de la Résistance,  
blessé de guerre,  
membre fondateur  
de l'association A.S. Veuve-du-Lot,  
survenue le 23 août 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.  
Les obsèques civiles ont eu lieu le samedi 20 août au cimetière de Orléans.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Tillmans, ses enfants,  
M<sup>me</sup> Sylvie Tillmans,  
M<sup>me</sup> Sophie Tillmans,  
soeurs sœurs,  
Les familles, Servais, Brunsaghe, Camaret et apparentées,  
Tous ceux et celles qui l'ont approché ont la douleur de vous faire part du décès de

M<sup>me</sup> Madeleine Olga SERVAIS,  
née à Enakovo (Russie) le 6 octobre 1903 et décédée le 19 août 1983.

Les funérailles ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 22 août 1983.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

1200 Bruxelles,  
avenue A.-J. Slegers, 332.

Isabelle Bernard Dautreil, sa femme,  
Aurélien, son fils,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Thiebaud, ses parents,  
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

M. Pierre-Emile THIEBAUT  
à l'âge de vingt-sept ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu le samedi 20 août au cimetière de Orléans.

30, place de la Madeleine,  
75006 Paris.

M<sup>me</sup> Yvonne Marrot,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Brunos,  
M. et M<sup>me</sup> Francis Ghustin,  
ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur petit-fils, fils et neveu

PIERRE,

survenu dans sa vingt-troisième année, le 2 août 1983.  
Les obsèques ont eu lieu ce jour mercredi 24 août, à 16 h 30, en l'église de Castelnau-de-Médoc (Gironde), où l'on se réunira.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Tillmans, ses enfants,  
M<sup>me</sup> Sylvie Tillmans,  
M<sup>me</sup> Sophie Tillmans,  
soeurs sœurs,  
Les familles, Servais, Brunsaghe, Camaret et apparentées,  
Tous ceux et celles qui l'ont approché ont la douleur de vous faire part du décès de

M<sup>me</sup> Madeleine Olga SERVAIS,  
née à Enakovo (Russie) le 6 octobre 1903 et décédée le 19 août 1983.

Les funérailles ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 22 août 1983.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

1200 Bruxelles,  
avenue A.-J. Slegers, 332.

Isabelle Bernard Dautreil, sa femme,  
Aurélien, son fils,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Thiebaud, ses parents,  
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

M. Pierre-Emile THIEBAUT  
à l'âge de vingt-sept ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu le samedi 20 août au cimetière de Orléans.

30, place de la Madeleine,  
75006 Paris.

— Anne  
TRIGAUD-KHRIPOUNOFF,  
opératrice de prises de vues,  
trente-cinq ans, a rejoint le 13 août 1983  
Philippe NATAN,  
interne en médecine,  
décédé le 27 août 1982.

Elle sera inhumée avec lui le jeudi 25 août 1983, à 9 heures, au cimetière de Montmartre (avenue Rachel, Paris-18), où pourront se rassembler ceux qui les ont aimés :  
parents, frères, sœurs et amis.

M. André Trigaud,  
28, rue de la Gare,  
51140 Jochery-sur-Yonne.

M<sup>me</sup> Jacqueline Seydier,  
Saint-Sorlin-en-Bugey,  
01150 Lagnieu.

M. et M<sup>me</sup> Robert Natzan,  
179, avenue de Clichy,  
75017 Paris.

Famille Khripounoff,  
8, rue Végépine-Héroïque,  
75018 Paris.

(Publié)

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE  
23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B. Prière de nous écrire au plus tard fin décembre 1983, et n'oubliez pas de joindre votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

23, bd Vial-Saint, 14 de la Jette, 92, Nanterre  
Téléphone : 747-61-36

Alain GOUTHIER  
Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

(Publié)

Apprenez l'arabe par la radio

La radiodiffusion de la République arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe à partir du 26 février 1984 dans son programme français à destination de l'Europe centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir, sans engagement de votre part, la série des livres de « l'Arabe par la radio », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

l'Arabe par la radio.  
B.P. 325 - Le Caire.  
République arabe d'Égypte.

N.B



## SOCIAL

## Un entretien avec M. Edmond Maire

(Suite de la première page.)

Il y a là un déséquilibre dangereux. Cela dit, nous nous réjouissons des résultats obtenus en ce qui concerne l'amélioration du commerce extérieur et l'infléchissement de l'inflation. Il faut même aller plus loin, revenir à l'équilibre total en ce qui concerne les échanges et poursuivre l'effort de désinflation.

Pour y parvenir, de nouvelles mesures de rigueur sont-elles nécessaires, comme une nouvelle ponction sur la consommation ?

Pour peu que la relance des exportations se poursuive, il ne me semble pas que de nouvelles mesures soient nécessaires pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur. Les choses me paraissent plus difficiles pour l'inflation. Pourtant le plus grand nombre de citoyens de ce pays ont intérêt à voir se poursuivre la désinflation. Mais notre plus forte inquiétude porte sur l'emploi. Dans ce domaine, l'imagination est en panne, la volonté de partage du travail est bien courte ou bien faible du côté gouvernemental.

Il prépare pourtant de nouvelles mesures...

On parle en effet de nouvelles mesures comme, par exemple, mettre en pré-retraite les salariés en situation précaire de plus de cinquante-cinq ans. Cet objectif apparaît juste à beaucoup. Mais attention, nous ne devons pas commettre les mêmes erreurs que, par le passé. Rappelons-nous que sur la garantie de ressources ou l'allocation versée aux licenciés économiques, nous avons dû revenir en arrière faute d'un financement suffisant. La crédibilité des forces politiques et syndicales en a été affectée. Peut-être aurions-nous dû avoir le courage de refuser ces propositions trop fragiles qui étaient faites par le monde politique. C'est pourquoi je dis ici à l'avancement de l'âge de la retraite pour les catégories menacées mais à la condition impérieuse d'en prévoir en même temps un financement durable. Sinon, dans un an ou dix-huit mois, ce sont les retraités qui paieront par une diminution de leurs pensions. D'ores et déjà, la retraite à soixante ans n'a pas été financée et il va falloir d'ici peu combler le déficit de l'assurance-vieillesse.

Mais la C.F.D.T. a signé l'accord sur la retraite à soixante ans ?

La C.F.D.T. préférerait nettement la retraite après quarante ans de cotisations plutôt qu'à un âge unique. Mais ce mot d'ordre était si populaire et les campagnes sur ce thème avaient été si nombreuses que nous n'avons pas pu infléchir la décision.

## Non à une augmentation de la T.V.A.

Le débat sur le financement de la solidarité vous semble-t-il bien posé ?

A notre avis, tous les Français doivent contribuer proportionnellement à leurs revenus à la protection sociale. Pour la Sécurité sociale proprement dite, on constate aujourd'hui que, du fait du plafond, ce sont les petits et moyens salariés qui paient le plus. L'établissement d'une contribution proportionnelle sur tous les revenus serait plus juste, plus équitable et plus efficace. L'espérance d'un changement apparaît dans la prochaine loi de finances, par exemple sur les droits des grosses successions.

Mais la gauche doit prendre garde dans sa démarche à ne pas développer en direction des bas revenus une politique d'assistance. Le salaire minimum doit être un salaire décent qui permette de contribuer aux besoins de la collectivité.

Le pouvoir d'achat du SMIC a augmenté de 14 % depuis 1981. Il doit encore augmenter d'autant pour atteindre notre objectif.

Ne craignez-vous pas que les directives du C.N.P.F. demandant à ses fédérations de privilégier les négociations au niveau des branches ne vident de leur substance l'obligation de négocier les salaires réels dans les entreprises ? Votre revendication d'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 4 % en 1983 ne risque-t-elle pas, si elle était entendue, de faire dériver les salaires ?

Le C.N.P.F. a toujours tendance à entrer dans l'avenir à reculons. Qu'il s'oppose à la négociation des salaires réels dans les entreprises, c'est conforme à sa tradition. Mais la discussion de branche, puisqu'elle ne porte que sur le salaire minimum, ne peut remplacer la négociation d'entreprise. Par ailleurs, en choisissant la revendication de 4 % d'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC, la C.F.D.T. a opté pour un objectif accessible que l'on peut atteindre sans conséquences inflationnistes si, simultanément, on instaure des systèmes de salaires en deux éléments.

Sans écartement de la hiérarchie ouvrière ?

Si l'on ne change pas la structure des salaires, un relèvement du SMIC peut provoquer un certain écartement de la hiérarchie ouvrière. C'est pourquoi nous demandons, de façon de plus en plus pressante, l'instauration d'un salaire en deux éléments : c'est-à-dire que lorsque le SMIC augmentera de 100 F, l'ensemble des salaires sera relevé de 100 F. Ces 100 F seront acquis définitivement pour les salariés mais, pour les autres catégories, il s'agira d'un relèvement de 100 F à valoir sur l'augmentation de salaire annuelle. A l'occasion des négociations salariales, on peut faire ainsi en sorte que l'on maintienne des écarts suffisants pour les basses catégories.

## Langage de révolte et égoïsme professionnel

Vous avez combattu durement la politique de M. Barre. Vous semblez avoir aujourd'hui la volonté de ne pas gêner le gouvernement de M. Mauroy. Le mécontentement risquant de monter, n'allez-vous pas accroître le camp des déçus du syndicalisme et renforcer les craintes de ceux de vos militants qui redoutent une « perte d'autonomie » de la C.F.D.T. ?

Notre optique n'est pas de ménager qui que ce soit. Elle est de réaliser des progrès dans le bon sens. Les réticences qui se manifestent parfois au sein de la C.F.D.T. ne tiennent pas à l'impression qu'il existerait une collusion entre la confédération et le pouvoir. Les problèmes de la C.F.D.T. sont ceux du syndicalisme en période de crise. Nous avons deux groupes de travailleurs à qui les orientations de la C.F.D.T. peuvent poser problème. Le premier est celui de travailleurs ulcérés qui sont dans des secteurs où l'avenir est très sombre - sidérurgie, textile, etc. - ceux-là attendent de leur syndicat qu'il tienne le même langage qu'eux, un langage de révolte. Nous nous y refusons, car nous préférons une attitude de propositions constructives. Le second groupe est constitué de travailleurs qui se replient dans l'égoïsme professionnel et se refusent à modifier des situations acquises, même quand elles font problème à la collectivité. Là, c'est le problème de la solidarité qui se pose. Pour la C.F.D.T., la solidarité c'est faire le choix de vivre ensemble et non de vivre au détriment des autres. Sur cette ambition nous avons l'accord de l'immense majorité des adhérents de la C.F.D.T., mais certains peuvent se crisper s'ils sentent que, dans leur secteur, on va modifier tel ou tel avantage. Nous sommes lucides sur cette contradiction et nous agissons pour la dépasser.

La gauche a tardivement découvert la rigueur. Faut-il continuer dans cette voie ? Et si oui, à quelles conditions ?

En mai 1981, le gouvernement socialiste avait un projet, des ambitions de réformes de structures et des espoirs sur les vertus de la politique économique qu'il allait mettre en œuvre. Deux ans après, les réformes de structures ont été votées : c'est un grand acquis. Mais on a vu aussi que la politique économique mise en œuvre ne pouvait pas répondre aux espoirs car elle n'intégrait pas les données de la crise et reposait sur la conviction qu'une croissance forte allait pouvoir être rétablie grâce aux réformes et à la volonté politique. Aujourd'hui, la gauche doit redéfinir des objectifs qui ne dépendent plus d'une croissance forte et d'une augmentation du pouvoir d'achat. D'ailleurs, le socialisme n'est pas un taux de croissance mais une manière de vivre. Il y a des attentes sociales importantes qui touchent la qualité du travail, les conditions de travail, les rapports sociaux, l'égalité hommes-femmes, l'écologie, l'utilisation du temps libre, la coopération européenne et internationale. Ces aspirations n'ont jamais été absentes des projets économiques mais la croissance était vue comme un préalable pour les satisfaire. Non, il faut répondre à ces attentes, même sans croissance. A notre sens, c'est possible si l'on met à l'ordre du jour une réaffectation des ressources publiques et privées.

Cela suppose que la C.F.D.T. intervienne comme la C.G.T. dans la gestion des entreprises.

Autrement. La C.F.D.T. n'a nullement l'intention, comme la C.G.T., de projeter un schéma autoritaire, d'une France repliée sur elle-même dans l'économie française. Nous n'avons pas envie de voir s'aggraver rapidement les difficultés financières et les problèmes d'emploi. Nous croyons qu'une insertion raisonnable de l'économie française dans la communauté internationale est une condition du progrès. Plaque sur chaque problème économique une solution qui fasse appel uniquement à la subvention permanente ou à un coût aggravé pour les consommateurs français ce n'est pas viable durablement, même si cela peut faire illusion à court terme.

Cette insertion dans la communauté internationale, êtes-vous prêt à l'assumer au prix d'un alignement des politiques économiques en Europe par exemple ?

Actuellement la dynamique européenne est un mouvement vers le bas : le laisser-aller devant les errements du dollar - il n'y a plus d'Europe, la course à la baisse de la consommation, la baisse de la protection sociale. Il n'est pas question d'accepter de s'engager dans cette voie. Mais une bonne réponse française suppose une réponse européenne. On peut faire face à la situation dans de bien meilleures conditions par une meilleure coordination économique, industrielle, monétaire, sociale, culturelle et politique au sein de l'Europe.

## Il faut stimuler le contractuel

Est-ce qu'aujourd'hui vous voyez se profiler la société contractuelle que vous appelez de vos vœux ou, comme le dit M. Poperen, est-ce la lutte des classes qui est à l'ordre du jour ?

La lutte de la classe dominée pour son émancipation est un fait permanent. L'important n'est pas de dénigrer la société contractuelle, mais de voir comment avancer. Aujourd'hui, même si l'on reste des réformes législatives à faire, le plus important est que la loi sur la décentralisation donne lieu à un véritable dynamisme, à une créativité régionale économique et sociale, que les lois Auroux sur les droits des travailleurs soient exploitées dans toutes leurs potentialités. Pour cela, il faut changer de méthode : il ne faut pas plus de l'Etat, mais reconstruire le rôle de l'administration, une façon différente pour les gouvernants d'envisager leur action. Il faut stimuler le contractuel, faire mûrir les compromis positifs et éviter le risque d'étatisme, par exemple en semblant accorder moins d'autonomie à une entreprise privée qu'à une entreprise nationalisée, comme M. Ralite nous l'a fait craindre un moment à propos de Peugeot. Est-ce qu'une société contractuelle doit être opposée à la lutte de classe ? Bien sûr que non. Au lendemain de la première guerre, un certain nombre de militants syndicaux ont considéré que les conventions collectives étaient un abandon de la lutte de classe, le contractuel, une compromission à bannir. C'est une conception dépassée. Chacun sait bien aujourd'hui ce qu'est une politique contractuelle positive.

On en est à l'ambition politique de la C.F.D.T. que M. Poperen vient de nouveau d'évoquer avant la tenue du congrès du P.S. dans quelques semaines ?

Jean Poperen n'a pas la même conception ambitieuse du syndicat. Nous considérons que le syndicat a autant de qualité que le parti à avoir une stratégie, à participer au débat public, à élaborer des objectifs à moyen terme. Cela pose encore problème à une certaine tradition politique. Il faudra bien qu'elle s'y fasse. Les temps arrangeront cela. Il faut s'accepter tel qu'on est dans une société pluraliste.

Les projets fiscaux du gouvernement : Pas assez loin, estime la C.G.T. Excessif et révoltant, répondent les P.M.E.

La Fédération des finances C.G.T. juge dans un communiqué que, si le projet fiscal du projet de budget 1984 n'est pas définitivement arrêté, on peut d'ores et déjà apprécier l'orientation retenue à partir de différentes mesures étudiées et susceptibles d'être retenues (1).

La C.G.T. écrit : « L'élément le plus important pour l'instauration d'une tranche d'imposition à 70 % frappant les très hauts revenus, sans doute supérieurs à 300 000 F par an et par part. En second lieu, les deux dernières tranches (60 % et 65 %), qui ne concernent que quelques dizaines de milliers de contribuables pour la quasi-totalité des non-salariés, seraient relevées d'un taux bien inférieur à celui de l'inflation. Ce dispositif serait complété par une majoration importante des droits de succession sur les plus importantes d'entre elles, probablement celles dépassant 1 milliard de centimes. Enfin, le prélèvement de 1 % serait étendu aux revenus du capital, qui étaient exonérés de fait en 1983 grâce au mécanisme du prélèvement à la source.

Ainsi, grâce à l'indexation des deux premières tranches du barème, il n'y aura pas d'élargissement de l'impôt direct sur les petits et moyens revenus. On pourrait même constater un allègement sur le revenu des cadres moyens et supérieurs grâce à la suppression de la majoration exceptionnelle de 7 %.

Au contraire, les quelques dizaines de milliers de gros contribuables comme les titulaires de revenus du capital verraient leurs impôts augmenter légèrement. Une telle orientation est conforme aux vœux de la C.G.T. »

Depuis, note la C.G.T., « on se retrouve face à un déficit qui dépasse de 15 à 20 milliards le total fixé, ce qui conclut, d'une part, à majorer le prélèvement de 1 % et, d'autre part, à augmenter les cotisations sociales payées par les salariés. L'adoption de telles mesures, injustes et inefficaces, démontrerait que l'on n'est pas encore allé assez loin dans la mise à contribution des revenus financiers, des revenus du capital et des gros patrimoines, qui bénéficient par ailleurs d'avantages fiscaux considérables tout en se nourrissant de la crise économique qui ébranle notre pays ».

De son côté, la C.G.P.M.E. (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) a lancé, mardi 23 août, « un avertissement solennel » au gouvernement pour protester contre sa politique fiscale, « apolitique et sclérosante ». Le syndicat patronal, qui réunit l'ensemble de ses délégués régionaux le 20 septembre prochain, définira alors son attitude contre une pression fiscale devenue pour tous les Français « excessive, intolérable et révoltante », selon les termes du communiqué de la C.G.P.M.E.

Enfin, dans une lettre adressée à M. Jacques Delors, M. André Béranger, secrétaire général de F.O., demande que des délais de paiement soient accordés aux contribuables pour régler le solde de leurs impôts.

(1) Le Monde a indiqué dans ses éditions du 23 août les mesures fiscales qui avaient actuellement le plus de chance d'être retenues.

## Désatisfaits la Sécurité sociale

Les élections à la Sécurité sociale auront lieu le 19 octobre prochain. Quels seront les grands axes de campagne de la C.F.D.T. ?

Nous n'avons nullement l'intention de dorer la pilule. Nous n'avons pas revendiqué le retour aux élections pour faire état de notre représentativité, mais pour débattre et résoudre démocratiquement un problème crucial. Si on regarde ce qui se passe en France et dans tous les pays développés, la montée des dépenses de protection sociale est très importante, environ 4 % par an en volume. Et il y a un besoin de l'équivalent de 1 % à 3 % de cotisations sociales par an si l'on veut équilibrer la Sécurité sociale. Or du fait de la crise, la richesse nationale n'augmente presque plus. Les prélèvements obligatoires pour la protection sociale comprennent donc le salaire direct.

Nous sommes inquiets : dans plusieurs pays à l'étranger, des majorités libérales ont pris le pouvoir en s'appuyant sur la protection des gens contre le montant trop important des prélèvements obligatoires, et elles ont mis à mal la Sécurité sociale. En France, le Livre blanc du ministère des affaires sociales propose comme perspective d'augmenter tous les ans un peu les cotisations ou de diminuer les prestations et de préférence un mélange des deux. Cela nous semble très insuffisant, car on n'entend pas, si on ne renverse pas la Sécurité sociale, que des leaders démocratiques n'exploitent des réactions populaires devant la montée de prélèvements étatiques imposés. Le maintien inchangé de la pente actuelle, c'est un piège. Notre orientation vise tout simplement à désatisfaire la Sécurité sociale, à la contractualiser, à la décentraliser le plus possible et à repenser la complémentarité Sécurité sociale-mutualité. Nous voulons susciter un vaste débat dans le pays pour que la population à tous les échelons, dans les quartiers, dans les régions, puisse se réapproprier la Sécurité sociale. Là aussi il faut faire autrement puisqu'on ne peut plus compter sur l'augmentation infinie des ressources.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

Les projets fiscaux du gouvernement : Pas assez loin, estime la C.G.T. Excessif et révoltant, répondent les P.M.E.

La Fédération des finances C.G.T. juge dans un communiqué que, si le projet fiscal du projet de budget 1984 n'est pas définitivement arrêté, on peut d'ores et déjà apprécier l'orientation retenue à partir de différentes mesures étudiées et susceptibles d'être retenues (1).

La C.G.T. écrit : « L'élément le plus important pour l'instauration d'une tranche d'imposition à 70 % frappant les très hauts revenus, sans doute supérieurs à 300 000 F par an et par part. En second lieu, les deux dernières tranches (60 % et 65 %), qui ne concernent que quelques dizaines de milliers de contribuables pour la quasi-totalité des non-salariés, seraient relevées d'un taux bien inférieur à celui de l'inflation. Ce dispositif serait complété par une majoration importante des droits de succession sur les plus importantes d'entre elles, probablement celles dépassant 1 milliard de centimes. Enfin, le prélèvement de 1 % serait étendu aux revenus du capital, qui étaient exonérés de fait en 1983 grâce au mécanisme du prélèvement à la source.

Ainsi, grâce à l'indexation des deux premières tranches du barème, il n'y aura pas d'élargissement de l'impôt direct sur les petits et moyens revenus. On pourrait même constater un allègement sur le revenu des cadres moyens et supérieurs grâce à la suppression de la majoration exceptionnelle de 7 %.

Au contraire, les quelques dizaines de milliers de gros contribuables comme les titulaires de revenus du capital verraient leurs impôts augmenter légèrement. Une telle orientation est conforme aux vœux de la C.G.T. »

Depuis, note la C.G.T., « on se retrouve face à un déficit qui dépasse de 15 à 20 milliards le total fixé, ce qui conclut, d'une part, à majorer le prélèvement de 1 % et, d'autre part, à augmenter les cotisations sociales payées par les salariés. L'adoption de telles mesures, injustes et inefficaces, démontrerait que l'on n'est pas encore allé assez loin dans la mise à contribution des revenus financiers, des revenus du capital et des gros patrimoines, qui bénéficient par ailleurs d'avantages fiscaux considérables tout en se nourrissant de la crise économique qui ébranle notre pays ».

De son côté, la C.G.P.M.E. (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) a lancé, mardi 23 août, « un avertissement solennel » au gouvernement pour protester contre sa politique fiscale, « apolitique et sclérosante ». Le syndicat patronal, qui réunit l'ensemble de ses délégués régionaux le 20 septembre prochain, définira alors son attitude contre une pression fiscale devenue pour tous les Français « excessive, intolérable et révoltante », selon les termes du communiqué de la C.G.P.M.E.

Enfin, dans une lettre adressée à M. Jacques Delors, M. André Béranger, secrétaire général de F.O., demande que des délais de paiement soient accordés aux contribuables pour régler le solde de leurs impôts.

(1) Le Monde a indiqué dans ses éditions du 23 août les mesures fiscales qui avaient actuellement le plus de chance d'être retenues.

## La Chapelle-Darblay

## LA C.F.D.T. CRITIQUE LA C.G.T., QUI REFUSE LE PLAN PARENCO

A l'issue d'une assemblée générale, convoquée par la C.G.T., sur deux cents salariés des Papeïries de la Chapelle-Darblay ont décidé à l'unanimité de refuser l'application du plan présenté par le groupe néerlandais Parenco.

Nous sommes en état de légitime défense, a déclaré M. Bellon, délégué C.G.T. et secrétaire général du comité d'entreprise. Il y a ceux qui veulent casser l'outil de production. Nous, nous voulons le développer. Alors que les lettres de licenciement devraient parvenir cette semaine aux cinq cent vingt personnes concernées, la C.G.T. réclame un moratoire d'un mois pour que des négociations s'engagent.

De son côté, la FUC-C.F.D.T. (Fédération de la chimie) critique, dans un communiqué, le projet de la C.G.T. d'empêcher la parution des journaux imprimés sur du papier étranger, du 19 au 23 septembre. Cette action « aboutit à une entrave à la liberté d'expression », déclare la FUC-C.F.D.T., qui reproche à la C.G.T. de ne pas poser le vrai problème, celui de « la réorganisation de l'industrie papetière ». Selon la Fédération, « le plan Parenco (...) est acceptable ».

La fermeture des Manufactures de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), une entreprise de confection, entraînera le licenciement de deux cent quatre-vingt-cinq salariés, a annoncé le syndicat le 23 août.

Depuis la mise en règlement judiciaire, le 13 juin, les comptes d'exploitation de l'usine ont accusé une perte de 1,8 million de francs. Propriété de la société Boussac-Saint Frères, l'usine avait été vendue en décembre 1980 pour 1 franc symbolique.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

La fermeture des Manufactures de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), une entreprise de confection, entraînera le licenciement de deux cent quatre-vingt-cinq salariés, a annoncé le syndicat le 23 août.

Depuis la mise en règlement judiciaire, le 13 juin, les comptes d'exploitation de l'usine ont accusé une perte de 1,8 million de francs. Propriété de la société Boussac-Saint Frères, l'usine avait été vendue en décembre 1980 pour 1 franc symbolique.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou	Dép. -	Rep. + ou	Dép. -	Rep. + ou	Dép. -
E.-U.	7,9715	7,9745	+ 145	+ 280	+ 275	+ 335	+ 660	+ 880
Scm	6,4746	6,4786	+ 148	+ 212	+ 285	+ 335	+ 704	+ 880
Yes (100)	3,2757	3,2763	+ 141	+ 183	+ 283	+ 331	+ 888	+ 973
DM	3,0896	3,0117	+ 174	+ 199	+ 342	+ 371	+ 961	+ 1067
Frsm	2,4998	2,4925	+ 139	+ 165	+ 275	+ 303	+ 792	+ 823
F.R. (100)	14,991	15,046	+ 131	+ 166	+ 276	+ 306	+ 1.086	+ 1.204
F.S.	3,7072	3,7183	+ 238	+ 264	+ 457	+ 496	+ 1.325	+ 1.412
L (1.000)	5,0449	5,0490	+ 242	+ 285	+ 478	+ 482	+ 1.566	+ 1.615
C.	12,1310	12,1412	+ 248	+ 265	+ 510	+ 625	+ 1.281	+ 1.577

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	5 1/16	10 1/16	5 7/8	10	9 13/16	10 3/16	5 11/16	10 11/16
SE-IL	9 5/16	10 1/16	5 7/8	10	9 13/16	10 3/16	5 11/16	10 11/16
DM	9 5/16	10 1/16	5 7/8	10	9 13/16	10 3/16	5 11/16	10 11/16
Frsm	9 5/16	10 1/16	5 7/8	10	9 13/16	10 3/16	5 11/16	10 11/16
F.R. (100)	9 5/16	10 1/16	5 7/8	10	9 13/16	10 3/16	5 11/16	10 11/16
F.S.	9 5/16	10 1/16	5 7/8	10	9 13/16	10 3/16	5 11/16	10 11/16
L (1.000)	9 5/16	10 1/16	5 7/8	10	9 13/16	10 3/16	5 11/16	10 11/16
C.	9 5/16	10 1/16	5 7/8	10	9 13/16	10 3/16	5 11/16	10 11/16

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués fin de matinée par une grande banque de la place.

## Faits et chiffres

## Affaires

Le groupe automobile Volkswagen, deuxième société allemande en 1981, a reculé en 1982 à la quatrième place du classement des entreprises par le chiffre d'affaires. Il perd également en place de premier constructeur automobile allemand au profit de Daimler-Benz, le fabricant de Mercedes, qui reste ainsi la troisième société allemande avec un chiffre d'affaires de 38,9 milliards de deutsche-marks en 1982.

Le numéro un allemand reste Veba (mines-pétrole), dont le chiffre d'affaires de 50,5 milliards de DM en 1982, contre 49,4 milliards en 1981, franchit pour la première fois la barre de 50 milliards de DM. Il est suivi de Siemens, qui était

quatrième en 1981. Les cinquième, sixième et septième places sont détenues, comme en 1981, par les géants de la chimie Hoechst, BASF et Bayer, dont les chiffres d'affaires s'élèvent respectivement à 34,99, 34,84 et 34,83 milliards de DM.

Rhône-Poulenc s'associe avec la firme japonaise Mitsui dans les polymères. Le groupe français a signé un accord de « joint venture » avec cette firme japonaise en vue de fabriquer et de commercialiser au Japon cette matière plastique technique très résistante, en particulier aux hautes températures (jusqu'à 250 degrés), à la corrosion et au vieillissement. Une société à 50-50 sera créée en janvier prochain au Japon du Soleil-Levant, qui opérera sur place avec un capital de 300 mil-

lions de yens (9,8 millions de francs). La nouvelle unité fonctionnera à partir de 1985 et aura une capacité initiale de production de 100 tonnes par an, pouvant être portée ultérieurement à 400 ou 500 tonnes par an. Les polymères, matières plastiques thermoplastiques de haute technologie, sont particulièrement employés dans la confection de tissus préimprégnés verre-résine utilisés dans la fabrication de circuits multicouche destinés à l'électronique spatiale, aéronautique et industrielle, et à l'automobile.

## Etranger

Prêt international à la Bolivie. Un consortium de banques du Japon, des Etats-Unis et d'Europe oc-

cidentale accordera un prêt de 150 millions de dollars à la Colombie, à-t-on appris le 22 août, à Tokyo de sources financières. Selon le quotidien financier japonais, le *Nihon Keizai Shimbun*, ce prêt serait remboursable sur six ans après un délai de grâce de trois ans. Le taux d'intérêt annuel serait égal au taux interbancaire de Londres (LIBOR), plus 1,62 %, ou au taux de base américain « prime rate », plus 1,5 %.

Dans l'article sur le mercure espagnol d'Academad, publié dans le Monde du 23 août, il faut rectifier une erreur de chiffre : le fond de la mine se trouve à 700 mètres (et non à 7 mètres).

LA CLASSE DES PRE...  
Le gouvernement : vs suspende la...  
de produits pétroliers du...

43 centres Leclerc  
Les centres sont regroupés dans une zone d'activité...  
Le gouvernement a suspendu la...  
de produits pétroliers du...

AVIS DE PRÉSELECTION  
pour la réalisation d'une conduite de prise d'eau  
sur le fond du lac Tanganyika

La société...  
Le gouvernement a suspendu la...  
de produits pétroliers du...

ARCHITECTES : COPIES COULEURS  
Laboratoire photographique...  
TRAVER 38 AV. DAUMESNIL PARIS 14



## ÉNERGIE

### LA GUERRE DES PRIX DES CARBURANTS

#### Le gouvernement va suspendre les autorisations d'importation de produits pétroliers de certaines grandes surfaces

La guerre des rabais sur l'essence, le feuillet de l'été, se poursuit, les manifestations de colère de consommateurs défilants répondant à l'extension de la pratique des rabais illégaux. Le gouvernement a donc décidé, une nouvelle fois, d'intervenir. Car c'est bien d'abord la responsabilité des pouvoirs publics à faire respecter un texte existant qui est en cause. Ou à le changer si celui-ci est mauvais.

M. Jean Auroux, secrétaire d'État chargé de l'énergie, après avoir affirmé pour la première fois que « la loi doit être respectée par tous les distributeurs de carburants et qu'il n'est pas de l'ordre de la justice de leur laisser faire », a précisé mardi 23 août à l'Assemblée nationale qu'il allait prendre des dispositions « dans les prochaines heures pour que cesse l'anarchie qui règne au niveau de la distribution ».

En fait, les centres Leclerc, qui disposent par l'intermédiaire de la SEPIC (Société d'importation pétrolière Leclerc) d'une autorisation d'importation dite A3 (1) - dérivée pour trois ans - et les supermarchés Carrefour et Auchan, qui leur ont emboîté le pas par l'octroi de rabais excessifs, vont voir cette licence suspendue pour six mois (les nouvelles A3 sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1983). En revanche, M. Michel Leclerc, frère d'Édouard, ne dispose pas d'A3. Il faut d'ailleurs souligner que cette suspension n'aura pas pour effet d'empêcher la distribution de carburants - ni même l'offre de rabais - puisque ces grandes surfaces sont liées par contrat avec des raffineries françaises ou étrangères (filiales françaises des majors).

« Au-delà de la conformité de la loi française au traité de Rome - qui sera jugé par la Cour européenne - les rabais ainsi offerts permettent de poser un certain nombre de questions. »

Les marges laissées aux distributeurs (grossistes et détaillants) sont-elles trop élevées ? Le super est vendu hors taxes à la sortie des raffineries 182,16 F par hectolitre,

pour être écoulé à la pompe, toujours hors taxes, 228 F par hectolitre. Sur les quelque 46 centimes par litre ainsi laissés pour la distribution, 13 centimes sont consacrés à la logistique (transport, stock, réserves en place). Il reste donc 33 centimes pour le distributeur. Lorsque celui-ci est à la fois grossiste et détaillant - cas des supermarchés - cela permet de faire des rabais de 20 centimes par litre tout en gagnant de l'argent, particulièrement lorsque les grandes surfaces sont prêtes à gagner peu d'argent et à en faire un prix d'appel. Or telle semble être la situation. C'est ce que M. Jean Auroux appelle « la mystification de l'opinion publique » : les rabais constituent une opération de publicité. Le dernier relevé exhaustif des prix - juste avant le 15 août - semble confirmer ce fait puisque 10 % des points de vente de Michel Leclerc étaient dans l'illégalité et moins encore pour Édouard Leclerc.

La situation semble cependant s'être aggravée ces derniers jours, et entre cinquante et cent points de vente (sur trente-neuf mille) offrent des rabais supérieurs à ce qui est légalement admis (10 centimes par litre sur le super et 9 sur l'essence ordinaire).

Certaines compagnies pétrolières profitent-elles de cette guerre ? Cela semble évident. Esso et Shell ont été les premières à se lancer en octobre dernier dans l'offre de rabais légaux. De 1977 à 1982, en effet, le part des supermarchés dans la distribution pétrolière est passé de 11 % à 20 %. Sur un marché quasi stagnant, les grandes sociétés pétrolières ont donc décidé de contre-attaquer. Il ne serait donc pas étonnant que, derrière les sociétés qui offrent des rabais, l'on retrouve certaines grandes compagnies filiales d'internationales.

La législation sur les rabais va-t-elle être modifiée ? Cela est vraisemblable mais seulement, a affirmé M. Auroux, après concertation. Les marges, nous l'avons vu,

permettent de faire passer les rabais légaux à 16 ou 20 centimes par litre. Les associations de consommateurs, qui dans leur grande majorité soutiennent le mouvement des rabais illégaux, y sont favorables. Mais il ne faut pas se douter qu'il en résulte une concentration de la distribution. Il y a une quinzaine d'années, le nombre de pompes était le même en France, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne (autour de 46 000). Il est tombé à 18 000 dans les deux autres pays européens et resté à 39 000 en France. Le mouvement est donc, semble-t-il, insupportable. Etant donné, les problèmes sociaux et locaux que cela pose, on comprend que le gouvernement veuille que ce mouvement ne soit pas précipité.

BRUNO DETHOMAS.

(1) En vertu de la loi de 1928, le gouvernement dispose du monopole d'importation du pétrole brut et des produits pétroliers. Il délègue ce monopole aux raffineries pour dix ans (A10) et à certains distributeurs de produits pour trois ans (A3). Il exige en contrepartie certaines obligations et prestations.

Exxon et Shell obtiennent deux licences d'exploitation pétrolière en Chine. - Après Occidental Petroleum, qui a remporté un premier contrat semblable au début du mois, Exxon et Shell iront conjointement (en association 50/50) explorer deux puits nouveaux dans le bassin de la rivière des Perles dans la partie sud de la mer de Chine. Selon Exxon, qui en sera l'opérateur, il en coûtera au moins 100 millions de dollars sur trois ans aux deux compagnies.

## ÉTRANGER

### Aux États-Unis

#### La sécheresse pourrait compromettre le ralentissement de l'inflation

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en juillet aux États-Unis. Pour les sept premiers mois de 1983, ces prix ont monté de 3,2 % sur une base annuelle. En un an, la hausse n'a été que de 2,4 %, soit le taux le plus faible enregistré depuis janvier 1966 (1,9 %).

Les prix des produits alimentaires ont de nouveau diminué, de 0,1 % (- 0,3 % en juin). Toutefois, ces prix pourraient subir les effets de la sécheresse qui sévit depuis plusieurs semaines dans une grande partie de la région céréalière du centre-ouest des États-Unis, laissant désormais

prévoir une récolte désastreuse. Les conditions climatiques seraient même les pires depuis le « Dust Bowl » (la cuvette de poussière ou le semi-désert) de 1937.

La récolte de soja serait inférieure de 20 % à ce qu'elle était l'an passé. La Fédération du bureau agricole américain prévoit une récolte de maïs la plus faible depuis dix ans. De même les récoltes de blé seront-elles au niveau de 1974.

Sans doute les stocks accumulés après les bonnes récoltes des années précédentes seront-ils largement suffisants pour faire face aux besoins américains et à la demande extérieure. Mais déjà cette sécheresse a des répercussions sur les prix intérieurs et sur la politique agricole du président Reagan. Les cours du soja par exemple se sont redressés pour atteindre 9,14 dollars le boisseau livrable en novembre contre 5,10 dollars il y a dix mois.

Aussi les craintes sont-elles vives que cette évolution n'entraîne une hausse des prix alimentaires de 5 à 8 % l'année prochaine, alors que ceux-ci n'ont que faiblement progressé en 1982. En outre elle porte atteinte au programme du « paiement en nature ».

Le président Reagan (le Monde du 17 août) (PIK). Avec la sécheresse et la hausse des prix, les subides données aux exploitants seront plus élevées que prévu. « Le PIK sera le moins rentable des programmes agricoles que nous ayons jamais eus », affirme aussi M. Howard Hott, qui était le principal économiste du département américain de l'Agriculture sous la présidence de M. Jimmy Carter. - (A.F.P.)

### ARGENTINE

La balance commerciale de l'Argentine a enregistré au premier semestre de 1983 un excédent de 1,9 milliard de dollars. Ce résultat traduit la diminution des importations, revenues de 2,8 milliards de dollars au premier semestre 1982 à 2,1 milliards. Les exportations ont également reculé, mais dans une moindre proportion, passant de 4,5 milliards de dollars à 4 milliards. - (A.F.P.)

### CANADA

Recul de l'inflation au Canada. - La hausse du coût de la vie s'est établie en août à 5,5 % en juillet, contre 5,6 % en juin et 10,9 % en juillet 1982. Toutefois le rythme de l'inflation est encore supérieur au niveau enregistré en mai avec 5,4 %, le plus bas des dix dernières années. En juillet, les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 %, l'indice s'inscrivant à 117,9 (base 100 en 1981). - (A.F.P.)

### NOUVEAU PRET INTERNATIONAL A LA YUGOSLAVIE

La Yougoslavie a remboursé cette année 1,9 milliard de dollars au titre de sa dette extérieure, ce qui devrait lui permettre d'obtenir de nouveaux crédits, a annoncé le 23 août M. Miodrag Veljkovic, gouverneur adjoint de la banque nationale. Ce remboursement couvre les intérêts de toutes les dettes extérieures et du principal de celles qui n'ont pas été l'objet d'un rééchelonnement, a-t-il précisé dans un entretien à l'agence nationale Tanjug. Le montant global de la dette extérieure yougoslave est estimé à plus de 20 milliards de dollars. Un nouveau prêt de 2 milliards de dollars à la Yougoslavie, accordé par plus de six cents banques commerciales occidentales, devrait être signé à New-York le 27 août, a-t-on indiqué récemment de source bancaire yougoslave. - (Reuter.)

### ISRAËL

Le gouvernement israélien vient de décider de faire passer de 15 à 25 % le taux de T.V.A. sur les produits considérés comme n'étant pas de première nécessité. Cette mesure concerne notamment les voitures, les magnétoscopes et les téléviseurs couleur.

Le cabinet a longuement siégé dimanche 21 août pour traiter des compressions budgétaires et des nouvelles taxes recommandées par la commission interministérielle à l'économie.

Les mesures adoptées par le gouvernement, dont certaines devraient être débattues au Parlement, devraient permettre à l'État de réaliser un peu moins de 600 millions de dollars d'économie alors que l'objectif à atteindre est de 800 millions de dollars. - (A.F.P.)

### 430 centres Leclerc

Les centres Leclerc sont aujourd'hui au nombre de quatre cent trente, répartis sur tout le territoire national ; toutefois, ils sont sensiblement plus nombreux dans l'est de la France où ils ont été créés, le premier étant par M. Édouard Leclerc, à Landernau (Finistère). Il y a une trentaine d'années. Leur chiffre d'affaires en 1982, en augmentation de 30 % par rapport à 1981. La progression cette année devrait être de l'ordre de 25 % (le chiffre d'affaires total du commerce en France est de l'ordre de 2 000 milliards de francs).

Les centres sont regroupés dans une coopérative d'achats (loi de 1901) qui leur permet d'acheter des articles ou des marchandises chez les producteurs aux mêmes conditions que les grandes maisons de détail. Le propriétaire de chaque magasin est responsable de sa propre gestion. En entrant dans la coopérative, il s'engage à respecter une charte juridique et morale (prix les plus bas, engagement à donner sa caution aux autres centres : politique sociale ouverte). Les centres Leclerc ne sont pas représentés dans les organisations patronales.

(Publicité)

### AVIS DE PRÉSÉLECTION

pour la réalisation d'une conduite de prise d'eau sur le fond du lac Tanganyika

Objet de la présélection :

Le directeur général de la REGIDESO, à Bujumbura, lance un avis de présélection d'entreprise en vue d'un appel d'offres restreint faisant partie du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Bujumbura.

Nature des travaux :

- Mise en œuvre de 8 kilomètres de conduite en PEHD (polyéthylène haute densité), diamètre extérieur 900 millimètres, par extrusion sur place ;  
- Pose d'une conduite double de 4 kilomètres sur le fond du lac, à des profondeurs d'eau allant jusqu'à 6 mètres, y compris l'ouvrage de prise d'eau en construction flottante.  
(Des variantes en matériaux de conduite autres que la solution de base en PEHD seront admises.)

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est fixé à 12 mois.

Financement :

La demande de financement des travaux a été faite auprès de la C.C.C.E. (Caisse centrale de coopération économique) à Paris.

Participation à la présélection :

1. Les candidats devront avoir fait acte de candidature auprès du directeur général de la REGIDESO avant le 30 août 1983, à 16 heures, bureau locale, Bujumbura, BURUNDI, B.P. 660, téléphone : 2720 ou 3406, télex bdi regideso 96 ;
2. La candidature devra être accompagnée des références techniques (réalisation de même nature) et financières du candidat ;
3. Le dossier de candidature, rédigé en langue française, sera soumis en trois exemplaires, en mains propres ou transmis par lettre recommandée dans une enveloppe portant la mention « présélection : conduite du lac ». La référence de l'envoi postal du dossier devra être communiquée au directeur général de la REGIDESO par télex ;
4. La participation à la présélection est ouverte à toutes les entreprises, personnes physiques et morales et groupements des dites personnes ayant leur siège en France ou au Burundi. Les prestations et les fournitures devront être d'origine zone franc et en provenance d'un pays de cette zone.

### ARCHITECTES : COPIES COULEURS

Qualité photographique professionnelle  
Etrave 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

## Soleil d'automne en Méditerranée à bord de Mermoz

L'automne, c'est la meilleure saison pour concilier les plaisirs et la détente de la vie à bord et la découverte (ou redécouverte) des civilisations fascinantes de la Méditerranée.

Deux croisières inoubliables à bord de Mermoz. 15 ou 14 jours à ne pas manquer pour mieux comprendre le mariage de l'Orient et de l'Occident.

### L'Orient et la Cappadoce

Croisière de 15 jours, Toulon/Toulon

Héraklion, Alexandrie, Rhodes, Athènes.

Avec extension de 3 jours en Cappadoce

(comprise dans le tarif).

Du 15 septembre au 29 septembre.

A partir de 8450 F.

Un fantastique voyage dans le temps, une rencontre avec les civilisations éteintes : Héraklion et le palais mystérieux du roi Minos ; Rhodes et ses chevaliers chrétiens ; Athènes et l'Acropole. Pendant 3 jours, si vous le souhaitez, la Cappadoce, un prodige naturel sculpté dans le plateau anatolien où les premiers chrétiens crûrent des villes entières avec leurs chapelles, leurs églises et leurs monastères.

Reservations et inscriptions chez votre agent de voyages ou aux 11 agences Paquet : Paris - 5, bd Malesherbes, 386.57.59 / Bordeaux - 1, allée de Chartres, 44.88.33 / Marseille - 41, rue Paradis, 33.58.00 / Nice - 2, rue Lafayette, 88.41.50 / Genève - 42, rue Rothschil, 32.64.40 / Bruxelles - 22, rue Ravenstein, 513.62.70.

### La Grèce et le Bosphore

Croisière de 14 jours, Toulon/Toulon

Istanbul, Odessa, le mont Athos, les Météores,

Délos. Du 30 septembre au 13 octobre.

A partir de 7600 F.

Une vision d'ensemble de deux civilisations à la fois proches et différentes : la Grèce et les portes de l'Orient. Nulle part, autant de chefs-d'œuvre ne se trouvent réunis : la mer Égée et les trésors de la Grèce antique et classique ; Istanbul, ancienne Byzance aux multiples splendeurs et Odessa en Ukraine, perle de la mer Noire ; l'incomparable mont Athos et ses couvents nichés au bord de l'abîme ; l'étonnant et fabuleux site des Météores ; Délos enfin, le grand sanctuaire préhellénique qui offre sans doute l'ensemble archéologique le plus varié qui soit en Grèce.

**CROISIÈRES PAQUET**



# AFFAIRES

## Le dollar à 8 francs fait des heureux

### ELEVEURS

#### Des poulains à prix d'or

Huit milliards de centimes : c'est le prix atteint par un poulain de pur-sang yearling (c'est-à-dire, âgé seulement d'un an et qui, dans la meilleure hypothèse, ne courra qu'en 1984), lors d'une vente aux enchères, dans le Kentucky, il y a trois semaines. L'adjudicataire était un des fils de l'émir de Dubaï. Il était en compétition avec un « syndicat » réunissant notamment l'Américain Robert Sangster (organisateur de paris sur le football en Angleterre), et l'armateur grec, Stavros Niarchos, beau-frère de feu Aristote Onassis. Il s'agissait, bien entendu, d'un record du monde, double du précédent.

Quand le dollar à 8 F élève le prix des chevaux à de tels niveaux, les éleveurs de pur-sang ont, semble-t-il, des raisons de se frotter les mains. Pourtant, ils n'expriment qu'une satisfaction mitigée.

Deux cents éleveurs professionnels environ exercent en France. Une quinzaine seulement prolongent leur activité aux Etats-Unis, soit qu'ils aient pris des participations dans les haras américains, soit qu'ils y vendent, par l'intermédiaire de courtiers, des poulains élevés en France.

Ces éleveurs ont évidemment réalisé, depuis un an, de merveilleuses affaires. Mais, s'ils veulent réinvestir, c'est aussi à 8 F le dollar ; car, pour espérer vendre des poulains aux Etats-Unis, il faut que ceux-ci se réfèrent d'étalons et (dans une moindre mesure) de poulinières américaines.

Il fut un temps (*grasso modo*, de 1960 à 1975), où les éleveurs américains - encouragés par une législation avantageuse qui leur permet de déduire leurs déficits hippiques de leurs revenus généraux - achetaient, dans tous les pays, tous les sujets d'une qualité exceptionnelle quel que fût leur pedigree.

Les Etats-Unis acquièrent ainsi la totalité du « gotha » de la race. Quand ils l'eurent sous leur contrôle, ils cessèrent leurs achats extérieurs et ne s'intéressèrent plus qu'à leur propre production.

On est toujours dans cette phase. Un éleveur français, bien représenté commercialement aux Etats-Unis, peut espérer y vendre un poulain à 1 voire 2 millions de dollars. Mais il devra auparavant prendre le risque de payer une saillie, d'où sera issu le poulain (si tout va bien, car il y a toujours un risque de non-fecundation) : 400 000 dollars pour Northern Dancer, 250 000 dollars pour Nijinsky, 175 000 dollars pour Storm Bird ou The Minstrel, etc.

L'investissement et le risque sont les mêmes au niveau de la mère. On ne peut « fabriquer » un poulain à 2 millions de dollars qu'à partir d'une mère qui, elle-même, en vaut au moins 1. Et, bien entendu, le dollar vaut tout autant 8 F quand on achète la mère et la saillie que lorsqu'on vend le poulain. Paradoxal ! Ici intervient une spéculation supplémentaire : compte tenu du temps de gestation (onze mois), c'est quelque deux ans et demi plus tard qu'on vend le poulain. Pendant ce délai, le

dollar peut aussi bien augmenter que régresser...

« En fait, la partie de poker se joue à un nouveau niveau : la mise a centuplé depuis vingt ans, dit un grand éleveur, mais les perspectives de bénéfices, elles, n'ont pas centuplé ; disons qu'elles ont décuplé. »

La mise est telle qu'en réalité elle n'est presque plus jamais risquée par un éleveur isolé. Ce sont des « syndicats » qui opèrent sur le marché des pur-sang de haut niveau. Vis sans fin : quand un de ces « syndicats », celui de Robert Sangster et Stavros Niarchos « pèse » des centaines de millions de dollars, les cours ne peuvent qu'avoir tendance à s'élever davantage. Jusqu'à présent, les éleveurs, très individualistes, souvent rivaux, même entre frères, n'ont pas créé de tels « syndicats ». S'ils s'engageaient dans cette voie que deviendrait le marché ?

Cependant le dollar à 8 F contient pour l'éleveur moyen - disons pour les P.M.E. du pur-sang - au moins deux aspects « dynamisants » :

1) L'envoie des prix des sujets de haut niveau soutient celui des ressortissants de la catégorie suivante. A 12 cents le franc, les propriétaires américains ne risquent pas grand-chose à acheter en France des yearlings qui, certes, ne se prévalent pas directement de Northern Dancer ou autres Nijinsky mais qui sont, au moins, des petits cousins.

Les ventes annuelles de Deauville ont débuté le 21 août. Leur record passé de 3 700 000 F pour un poulain a été pulvérisé : *Actress*, pouliche née du super-crack *Arcle Tern*, a été adjugée dimanche dernier à M. Stavros Niarchos pour la somme de 4 600 000 F...

On peut déjà gager qu'un certain élan sera donné aux sujets de la catégorie encore au-dessous, ceux destinés à la clientèle européenne, *a priori* massada dans le contexte économique actuel. (Ne parlons pas de la clientèle française qui, elle, est évanesciente.)

2. - Un marché de haut niveau reste ouvert pour des pouliches aux pedigrees européens ayant fait leurs preuves en course. Pour plusieurs raisons, techniques et biologiques, l'exigence d'un pedigree américain s'applique surtout aux mâles. Une pouliche même 100 % française, ayant gagné une course de « groupe », vaut de 200 000 à 500 000 dollars sur le marché américain. La spéculation sur les pouliches est probablement, actuellement, la plus raisonnable et la plus tentante. Mais elle aboutit, globalement, à un appauvrissement. Les bonnes pouliches sont le vrai creuset de la qualité équine. Chaque bonne gagnante qui traverse l'Atlantique représente, pour l'élevage national, un atout majeur définitivement perdu.

On retrouve là, sans doute, un aspect général de l'envoie du dollar : elle est une bénédiction pour quelques-uns ; elle appauvrit la communauté.

LOUIS DANIÉL

Le dollar grimpe, grimpe, et les exportateurs français s'en vont sur le continent américain enlever des marchés auxquels ils n'auraient pas osé penser il y a trois ans.

Certes, les économies occidentales souffrent - globalement - du désordre monétaire. Mais les exemples que nous avons rassemblés montrent que certains entrepreneurs profitent allègrement de la faiblesse de notre monnaie : producteurs de vins de Bordeaux, éleveurs de chevaux et grands couturiers n'ont aucun mal à séduire la clientèle américaine.

### COUTURIERS

#### Toutes griffes dehors

La couture parisienne s'apprette à vivre une année historique. La seule haute couture a réalisé, en 1982, un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, dont 60 % à l'exportation, chiffre d'affaires en augmentation de 40 % au premier semestre de cette année.

Ce beau résultat est encore plus intéressant pour notre balance du commerce extérieur si l'on sait que le secteur haute couture n'est que la locomotive d'un train beaucoup plus important formé de nombreuses activités comme le textile, le prêt-à-porter, la fourrure, la lingerie et divers accessoires comme la joaillerie, la maroquinerie, les foulards et encore la parfumerie.

Le chiffre d'affaires réalisé ainsi par les vingt grands couturiers français sous leurs marques dans le monde entier, en tenant compte des filiales et des licences, s'est élevé en 1982 à 9,3 milliards de francs. Cette somme se décompose de la façon suivante : le prêt-à-porter féminin représente 35 % du chiffre d'affaires, le prêt-à-porter masculin 20 % et les accessoires 45 %.

L'augmentation de 40 % du chiffre d'affaires de la haute couture est due principalement à la ruée, sur les modèles français, des clientes américaines, au premier rang des acheteuses étrangères. La hausse du dollar par rapport au franc ainsi que la reprise enregistrée aux Etats-Unis ont plus que doublé le pouvoir d'achat des femmes riches d'Outre-Atlantique. Alors qu'on avait pu craindre que les balbutiements d'une couture américaine et les premiers pas de parfumeurs locaux menacent les intérêts français à l'exportation, jamais l'attrait n'a été la-bas aussi fort pour les productions parisiennes. New-York s'apprette d'ailleurs à vivre, aux premiers jours de septembre, une semaine commerciale française abrégée par le très grand magasin Bloomingdale's. Chacun a fourni ses armes, qui devraient permettre ce qu'on annonce comme de fabuleuses affaires.

Le prêt-à-porter et les accessoires enregistrent une hausse des ventes qui varie entre 15 % et 20 % au premier semestre. Portant sur des masses plus importantes que la haute couture à proprement parler, ces hausses font la joie et la fortune des créateurs parisiens. Ces chiffres croissent d'autant plus rapidement que la capitale aura accueilli cet été deux fois plus de touristes américains qu'en l'an passé. Si tous ne repartent pas avec un ensemble de très grande qualité, au moins ne peuvent-ils faire l'économie d'un foulard, d'une chemise ou d'un parfum. Tout comme les autres touristes, moins nombreux mais aux monnaies fortes, que sont les Scandinaves, les Britanniques et les Allemands.

Ainsi 1983 s'annonce-t-elle comme celle des records pour la vente et l'exportation des produits de luxe français, dont la couture. La liste est longue qui comprendrait aussi les grands hôtels, les grands restaurants et toutes les productions industrielles des chefs de renom, les organisateurs de « tours » nocturnes de Paris, etc.

A propos de la concurrence entre la compagnie nationalisée Air France et les sociétés de charters, le ministre des transports déclare : « Ce n'est pas au moment où les compagnies aériennes mondiales abandonnent une politique de désorganisation et de désorganisation du transport aérien - impulsée en 1976 à partir des Etats-Unis - que leur a valu des dizaines de milliards de déficits, que la France va la remettre à l'ordre du jour. »

O. S.

### LA GUERRE DES CHARTERS (suite)

Le ministre des transports répond sur un ton vif par un communiqué publié, le mardi 23 août, à M. Jacques Maillot, responsable de l'agence de voyages « Nouvelles Frontières », qu'il accuse d'avoir « commercialisé plus de voyages vers les Antilles, qu'il en avait à sa disposition, en fonction des accords passés avec son transporteur » (le Monde du 23 août).

A propos de la concurrence entre la compagnie nationalisée Air France et les sociétés de charters, le ministre des transports déclare : « Ce n'est pas au moment où les compagnies aériennes mondiales abandonnent une politique de désorganisation et de désorganisation du transport aérien - impulsée en 1976 à partir des Etats-Unis - que leur a valu des dizaines de milliards de déficits, que la France va la remettre à l'ordre du jour. »

### VITICULTEURS

#### Le bordeaux 82 à 300 F la bouteille

De 180 à plus de 300 F la bouteille millésimée 82 : les prix des premiers crus du Bordelais s'envolent comme le dollar. Les importateurs américains refont tout et font souffler ce vent de folie. Le dollar à 8 F leur permet de surpayer les crus les plus prestigieux qui ignorent ainsi superbement la crise alors que le prix moyen du bordeaux stagne depuis quatre ans.

Latour, Lafite, margaux, cheval-blanc et autres nectars éprouvent des hausses de 30 à 80 % cette année. Et tout se vend, alors que la dernière récolte - certes d'excellente qualité - est suffisamment abondante et que la prochaine vendange s'annonce belle.

Pour M. Hernandez, l'un des principaux négociants en vins fins de bordeaux, les limites du raisonnable sont franchies et face à la demande américaine, la propriété exige des prix insolents. Les grands demandent n'importe quoi alors que les petits châteaux vendent avec difficulté. Le marché européen ne peut pas suivre à ce niveau-là, et l'on peut craindre des conséquences fâcheuses...

La négociation, de façon générale, craint que la spéculation ne dégonfle durablement le marché. On se souvient sur les rives de la Garonne de la crise de 1973. Du côté des châteaux, on ne se plaint pas de l'autisme.

« Un grand vin est toujours une valeur sûre, argumente Jean-Paul Gardère, de Château-Latour. En période de crise le luxe se vend bien, tout le monde le sait. Pourquoi se plaindre ? Nous faisons entrer des devises et le fisc se sert généreusement au passage. C'est intéressant pour M. Delors. »

Les seconds crus sont déjà moins bien lotis. Ils trouvent preneur au tiers du prix des premiers sans que la différence de qualité puisse justifier cet écart. « Nous prenons en Europe les marchés délaissés par les premiers crus, explique Bruno Prats, de Château-Cos d'Estournel. Quant aux Américains, ils sont déçus par la qualité et les prix des vins californiens. Notre force c'est de continuer à produire ce qu'il y a de mieux. »

Mais les grands crus ne savent pas de locomotives aux petits vins. A moins de 4 000 F le tonneau de 900 litres, le bordeaux générique n'est pas cher. La viticulture girondine ne vit pas une période faste.

Les producteurs de base peuvent, il est vrai, se consoler en écoutant Jean-Paul Gardère : il est plus méritoire de produire un bon vin à 7 F la bouteille qu'à 200 F. » Certes, mais c'est aussi beaucoup moins rentable.

PATRICK CHARRIER.

### DÉTENUE A 30 % PAR LE BARON EDMOND DE ROTHSCHILD

#### La Bank of California va passer sous le contrôle de la banque japonaise Mitsubishi

La banque japonaise Mitsubishi Ltd a annoncé à Tokyo qu'elle allait acquérir la société holding Bancal Tri-State Corp qui contrôle la Bank of California, dont le baron Edmond de Rothschild est le premier actionnaire avec une participation, à titre privé, d'un peu plus de 30 %, le reste du capital étant très morcelé.

Si elle est approuvée par les actionnaires des divers établissements concernés, cette opération qui porte sur une somme voisine de 270 millions de dollars (environ 2,1 milliards de francs) constituera la plus importante acquisition d'une banque américaine par des intérêts nippons.

La Bank of California, qui n'a pas de lien juridique direct avec la

Compagnie financière de M. Edmond de Rothschild (les différentes entités du groupe, telles la banque privée de Genève ou l'Israël General Bank, fonctionnent comme des « sociétés-sœurs »), est considérée comme la septième banque de cet Etat où elle a vu le jour en 1860, et la soixante-huitième banque américaine. Egalement présente dans l'Oregon et dans l'Etat de Washington, cette banque de San Francisco dispose d'une cinquantaine d'agences ; et le total de son bilan atteint 3,8 milliards de dollars. La Bank of California possède également des filiales à New-York et à Londres, outre un important réseau dans le Pacifique.

## Régie Nationale des Usines Renault

has acquired through Renault Holding S.A.  
6.750,000 shares of common stock of

### Mack Trucks, Inc.

from

## The Signal Companies, Inc.

The undersigned assisted in the negotiations leading to this transaction and acted as financial advisor to Régie Nationale des Usines Renault and The Signal Companies, Inc. in connection therewith.

### LAZARD FRÈRES & Co.

August 18, 1983

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES**

**ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1057/DIV.**

L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

**MATÉRIEL ÉLECTRIQUE (POUR ATELIER FROID)**

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en cinq exemplaires devront parvenir, sous double pli cacheté et recommandé, au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1057/DIV. CONFIDENTIEL. NE PAS OUVRIR. »

Les soumissions devront parvenir au plus tard le 8/10/1983, 12 heures, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

## MARCHÉS FIN

Marché	Clôture	Différence
Or (gramme)	125,40	+0,10
Argent (gramme)	15,80	+0,05
Dollar (100 F)	8,00	+0,05
Yen (100 F)	160,00	+1,00
Mark (100 F)	3,36	+0,01
Libra (100 F)	6,48	+0,02
Swiss (100 F)	7,20	+0,03
Indice CAC 40	1250	+10
Indice Nikkei	15000	+100
Indice DAX	1800	+20
Indice FTSE 100	1000	+10
Indice SMI	1500	+10
Indice ISEQ	1200	+10
Indice BVL	1000	+10
Indice WSE	1000	+10
Indice NYSE	1000	+10
Indice AMEX	1000	+10
Indice NASDAQ	1000	+10
Indice LSE	1000	+10
Indice HSE	1000	+10
Indice SSE	1000	+10
Indice KSE	1000	+10
Indice BSE	1000	+10
Indice CSE	1000	+10
Indice MSE	1000	+10
Indice PSE	1000	+10
Indice TSE	1000	+10
Indice FSE	1000	+10
Indice ASE	1000	+10
Indice GSE	1000	+10
Indice ISE	1000	+10
Indice JSE	1000	+10
Indice KSE	1000	+10
Indice LSE	1000	+10
Indice MSE	1000	+10
Indice NSE	1000	+10
Indice OSE	1000	+10
Indice PSE	1000	+10
Indice QSE	1000	+10
Indice RSE	1000	+10
Indice SSE	1000	+10
Indice TSE	1000	+10
Indice USE	1000	+10
Indice VSE	1000	+10
Indice WSE	1000	+10
Indice XSE	1000	+10
Indice YSE	1000	+10
Indice ZSE	1000	+10

### LA VIE DES SOCIÉTÉS

**SAATCHI & SAATCHI** a été nommé directeur général de la publicité pour la Régie Nationale des Usines Renault. Le directeur général de la Régie Nationale des Usines Renault, M. Edmond de Rothschild, a nommé M. Saatchi & Saatchi directeur général de la publicité pour la Régie Nationale des Usines Renault. M. Saatchi & Saatchi a été nommé directeur général de la publicité pour la Régie Nationale des Usines Renault. M. Saatchi & Saatchi a été nommé directeur général de la publicité pour la Régie Nationale des Usines Renault.

### AGENCE D'OPINIONS

Marché	Clôture	Différence
Or (gramme)	125,40	+0,10
Argent (gramme)	15,80	+0,05
Dollar (100 F)	8,00	+0,05
Yen (100 F)	160,00	+1,00
Mark (100 F)	3,36	+0,01
Libra (100 F)	6,48	+0,02
Swiss (100 F)	7,20	+0,03
Indice CAC 40	1250	+10
Indice Nikkei	15000	+100
Indice DAX	1800	+20
Indice FTSE 100	1000	+10
Indice SMI	1500	+10
Indice ISEQ	1200	+10
Indice BVL	1000	+10
Indice WSE	1000	+10
Indice NYSE	1000	+10
Indice AMEX	1000	+10
Indice NASDAQ	1000	+10
Indice LSE	1000	+10
Indice HSE	1000	+10
Indice SSE	1000	+10
Indice KSE	1000	+10
Indice BSE	1000	+10
Indice CSE	1000	+10
Indice MSE	1000	+10
Indice PSE	1000	+10
Indice TSE	1000	+10
Indice USE	1000	+10
Indice VSE	1000	+10
Indice WSE	1000	+10
Indice XSE	1000	+10
Indice YSE	1000	+10
Indice ZSE	1000	+10

### AGENTS DE CHANGEMENT

Marché	Clôture	Différence
Or (gramme)	125,40	+0,10
Argent (gramme)	15,80	+0,05
Dollar (100 F)	8,00	+0,05
Yen (100 F)	160,00	+1,00
Mark (100 F)	3,36	+0,01
Libra (100 F)	6,48	+0,02
Swiss (100 F)	7,20	+0,03
Indice CAC 40	1250	+10
Indice Nikkei	15000	+100
Indice DAX	1800	+20
Indice FTSE 100	1000	+10
Indice SMI	1500	+10
Indice ISEQ	1200	+10
Indice BVL	1000	+10
Indice WSE	1000	+10
Indice NYSE	1000	+10
Indice AMEX	1000	+10
Indice NASDAQ	1000	+10
Indice LSE	1000	+10
Indice HSE	1000	+10
Indice SSE	1000	+10
Indice KSE	1000	+10
Indice BSE	1000	+10
Indice CSE	1000	+10
Indice MSE	1000	+10
Indice PSE	1000	+10
Indice TSE	1000	+10
Indice USE	1000	+10
Indice VSE	1000	+10
Indice WSE	1000	+10
Indice XSE	1000	+10
Indice YSE	1000	+10
Indice ZSE	1000	+10

### AGENTS DE CHANGEMENT

Marché	Clôture	Différence
Or (gramme)	125,40	+0,10
Argent (gramme)	15,80	+0,05
Dollar (100 F)	8,00	+0,05
Yen (100 F)	160,00	+1,00
Mark (100 F)	3,36	+0,01
Libra (100 F)	6,48	+0,02
Swiss (100 F)	7,20	+0,03
Indice CAC 40	1250	+10
Indice Nikkei	15000	+100
Indice DAX	1800	+20
Indice FTSE 100	1000	+10
Indice SMI	1500	+10
Indice ISEQ	1200	+10
Indice BVL	1000	+10
Indice WSE	1000	+10
Indice NYSE	1000	+10
Indice AMEX	1000	+10
Indice NASDAQ	1000	+10
Indice LSE	1000	+10
Indice HSE	1000	+10
Indice SSE	1000	+10
Indice KSE	1000	+10
Indice BSE	1000	+10
Indice CSE	1000	+10
Indice MSE	1000	+10
Indice PSE	1000	+10
Indice TSE	1000	+10
Indice USE	1000	+10
Indice VSE	1000	+10
Indice WSE	1000	+10
Indice XSE	1000	+10
Indice YSE	1000	+10
Indice ZSE	1000	+10

### AGENTS DE CHANGEMENT

Marché	Clôture	Différence
Or (gramme)	125,40	+0,10
Argent (gramme)	15,80	+0,05
Dollar (100 F)	8,00	+0,05
Yen (100 F)	160,00	+1,00
Mark (100 F)	3,36	+0,01
Libra (100 F)	6,48	+0,02
Swiss (100 F)	7,20	+0,03
Indice CAC 40	1250	+10
Indice Nikkei	15000	+10







